

La Chine et l'Europe

La Chine s'intéresse de plus en plus à l'Europe. Après une tournée marathon qui vient de conduire son ministre des affaires étrangères dans neuf pays du Vieux Continent - dont la Hongrie et la RDA - c'est le chef du PC chinois lui-même, M. Hu Yaobang, qui vient successivement la Grande-Bretagne, la RFA, la France et l'Italie. La semaine prochaine, enfin, ce sera au tour du premier ministre, M. Zhao Ziyang, de se rendre en Yougoslavie, en Grèce, en Espagne et en Roumanie.

Les préoccupations économiques ne sont pas étrangères à tous ces contacts. La Chine est à la recherche de technologies nouvelles qui lui permettront de moderniser son industrie et frappe donc à toutes les portes, à l'Est comme à l'Ouest, et en Europe comme aux États-Unis et au Japon.

Les dirigeants de Pékin souhaitent d'ailleurs que les inquiétudes qu'ils perçoivent chez certains de leurs partenaires. Ceux-ci doivent parfois se rendre compte que les mariages entre sociétés capitalistes occidentales et économie chinoise ne sont pas toujours aussi harmonieux et fructueux qu'ils le prétendent. Rien de grave, affirme-t-on à Pékin, où l'on se dit prêt à résoudre tous les problèmes.

D'autres inquiétudes sont d'ordre politique. L'homme dont tout dépend encore aujourd'hui en Chine, M. Deng Xiaoping, est âgé de quatre-vingt-deux ans. C'est bien le moins qu'on s'interroge sur sa succession. L'un des buts essentiels des visiteurs chinois qui parcourent l'Europe est d'assurer leurs interlocuteurs que la disparition de ce vieillard ne mettra pas en jeu la politique d'ouverture dont il a été l'initiateur. Dont acte, même si toutes les incertitudes ne sont pas pour autant levées.

Reste que tous ces voyages ont également un sens diplomatique, particulièrement celui de M. Hu Yaobang - premier chef du PCC à visiter à ce titre l'Europe occidentale. La vue que l'on a du monde à Pékin a beaucoup évolué depuis la mort de Mao. De la thèse de l'inséparabilité de la guerre on est passé à celle-ci pouvait être « retardée ». La « détente », autrefois dénommée comme une supercherie, est aujourd'hui ouvertement souhaitée.

C'est dans cet esprit que la Chine - dont les relations se sont améliorées avec les deux supergrands - tend la main à ce « second monde » dont font partie les pays européens et avec lequel elle se sent désormais, à bien des égards, en communauté d'intérêts. A la différence des États-Unis et de l'URSS, ces pays n'ont plus de contentieux avec Pékin - pas même la Grande-Bretagne depuis l'accord sur l'avenir de Hong-Kong. Bien plus, les Chinois discernent chez ces interlocuteurs, à des degrés divers il est vrai, les mêmes inquiétudes que les leurs devant les comportements de Moscou et de Washington. Cela vaut pour les risques d'une relance de la course aux armements comme pour les différents conflits régionaux dans lesquels Soviétiques et Américains sont, directement ou non, impliqués.

De là à penser que cette communauté de points de vue pourrait se traduire en actions concertées, il y a évidemment un pas que diverses contraintes internationales font hésiter à franchir - à commencer par la tendance marquée des deux supergrands à traiter leurs affaires en tête à tête. Mais la conscience de ces contraintes est elle-même une chose que Chinois et Européens ont clairement en commun.

PRODUCTION, PROGRAMMATION, DIFFUSION

M. Léotard veut briser le triple monopole du service public de l'audiovisuel

Le conseil des ministres a adopté, ce mercredi 11 juin, le projet de loi relatif à la liberté de la communication, présenté par M. Léotard, ministre de la culture et de la communication. M. Léotard a confirmé sa volonté de démanteler le monopole public et de transférer l'essentiel des prérogatives de l'Etat dans le domaine audiovisuel à une nouvelle autorité indépendante - la Commission nationale de la communication et des libertés - composée de neuf membres, comme la Haute Autorité, à laquelle elle succédera. M. Mitter-

rand a émis d'extrêmes réserves sur ce texte, bien qu'il ait pris la précaution d'indiquer qu'il n'avait pas vocation à entrer dans le détail des mesures prévues. Elles portent sur le principe même du projet et les conditions de cession de TF1. Le président de la République a également émis des réserves sur le projet de loi concernant le statut des étrangers, présenté par M. Pasqua, ministre de l'intérieur. Le conseil a autorisé M. Chirac à engager la responsabilité du gouvernement sur ces deux textes.

Lourde tâche pour neuf « sages »

En présentant son texte, M. Léotard a réaffirmé son intention de briser un triple monopole : celui des chaînes publiques sur la programmation et l'audience mais aussi celui de la Société française de production, qui sera privatisée, et de l'Édition de France, mise en concurrence et partiellement privatisée. Pour justifier le projet de loi, le ministre, tout en se référant à la nécessaire séparation de la communication et de l'État, a mis en avant les critères d'efficacité économique. Des critères illustrés par quelques chiffres propres à l'audiovisuel : une création audiovisuelle en baisse de 20 % sur cinq ans, alors que la redevance a augmenté de 50 %, un service public qui importe plus de programmes (70 %) d'augmentation en cinq ans.

Pour redresser la situation, pour gagner la finisème « guerre des images », M. Léotard fait confiance à l'initiative privée : celle des grands groupes de communication, épaulée par une forme de capitalisme populaire. A ceux qui l'accusent de brader le patrimoine public, d'enlever aux Français ce qu'ils ont financé par la redevance, le ministre répond aujourd'hui qu'il « veut rendre la télévision aux Français » en leur permettant d'être actionnaires jusqu'à 40 % des chaînes privées. A ceux qui lui reprochent de substituer à un monopole public des monopoles privés, il répond en soulignant la nouveauté du dispositif anticoncentration.

Toute l'architecture du projet de M. Léotard repose, de fait, sur les pouvoirs de la CNCL, considérablement plus étendus que ceux de la Haute Autorité. C'est elle qui conduira la privatisation de TF1, la répartition de la « 5 » et de TF 6, la création de télévisions locales, la politique du câble et du satellite. C'est elle qui veillera au respect des cahiers des charges comme au plurielisme de l'information. C'est elle encore qui doit entreprendre la dérégulation des télécommunications, véritable vague de fond dont la libéralisation de l'audiovisuel n'est aujourd'hui que l'épave. Face à cet enchevêtrement d'enjeux industriels, culturels et politiques, la tâche dont hériteront les neuf « sages » risque de se révéler particulièrement lourde.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(Lire page 11)
Les principales dispositions du projet de loi, en page 10
Le compte rendu du débat sur la presse
à l'Assemblée nationale.)

ÉLECTIONS EN BASSE-SAXE LE 15 JUIN

Les petits-fils de Willy Brandt

Des élections régionales auront lieu, le dimanche 15 juin, dans le Land de Basse-Saxe, en Allemagne fédérale (le Monde du 11 juin).

De notre correspondant

Bonn. — On les appelle « les petits-fils de Willy Brandt ». La quarantaine à peine entamée, flirtant avec les Verts comme le chat avec la souris, ils signent actuellement leurs armes dans les régions où dans les coulisses de la « Baraque », le siège du Parti social-démocrate, on attendait leur heure. Les élections de la Basse-Saxe ont confirmé l'année dernière la montée en puissance d'Otmar Lafontaine, devenu ministre-président après avoir écarté ses adversaires démocrates-chrétiens et libéraux les Verts. La campagne de Basse-Saxe, où l'on votera dimanche 15 juin, a révélé au grand public un homme jusqu'ici peu connu, Gerhard Schröder, ancien chef des Jusos (le mouvement des jeunes sociaux-démocrates), qui s'est imposé comme un redoutable concurrent face au tout-puissant Ernst Albrecht, le ministre-président chrétien-démocrate sortant.

Gerhard Schröder, à la tête du gouvernement régional de Basse-Saxe ? L'idée aurait sans doute fait sourire il y a quelques mois encore ses propres amis, d'habitude habitués à le voir refaire le monde en jeans et pull-over qu'il soigne sa mise, convaincre le bon peuple ou affronter les caméras de télévision. A la veille du vote pourtant, personne, pas même les instituteurs de sondage, ne s'aventure à faire des pronostics.

Si les libéraux ne réussissent pas leur rentrée dans le Parlement régional - dont ils avaient été éliminés il y a quatre ans - Ernst Albrecht ne parviendra sans doute pas à retrouver son actuelle majorité absolue pour continuer à gouverner seul. Les sociaux-

démocrates seraient alors seuls en mesure de trouver une majorité de gouvernement à condition que les Verts s'y prêtent, c'est-à-dire qu'ils ne se montrent pas trop gourmands. Une hypothèse sur laquelle Gerhard Schröder, accusé de vouloir faire entrer les loups dans la bergerie, préférerait, ces derniers temps, ne pas trop s'étendre, après avoir plusieurs fois modifié sa position, pour des raisons tactiques, au cours de la campagne. Il aurait en effet le choix entre se faire couronner calife à la place du calife, mais avec les voix des Verts, ou tolérer un gouvernement minoritaire chrétien-démocrate en attendant les élections législatives de janvier 1987 pour ne pas gêner son parti.

Quoi qu'il arrive, le candidat social-démocrate aura au moins réalisé son objectif premier, celui de restaurer la crédibilité d'un parti qui, après avoir régné sans interruption de 1946 à 1976, n'a plus cessé ensuite de perdre du terrain pour atteindre son plus bas résultat en 1982, avec seulement 36,5 % des voix.

HENRI DE BRESSON.

(Lire la suite page 3.)

DROIT D'ASILE CONFIRMÉ MAIS CONTROLES RENFORCÉS

Tour de vis pour les étrangers

Le gouvernement de M. Chirac a provisoirement renoncé à modifier le droit d'asile en France : les dispositions concernant les réfugiés, qui figuraient dans l'avant-projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers, ont disparu du texte définitif, adopté ce mercredi 11 juin au conseil des ministres.

Ce n'est pas le seul coup de gomme donné, après les protestations de diverses organisations humanitaires et plusieurs avis défavorables du Conseil d'Etat. Mais l'esprit du projet reste le même : il s'agit de « maîtriser les flux migratoires », en rendant plus faciles les expulsions, plus difficiles l'entrée et le séjour en France, avec des pouvoirs accrues à la police et à l'administration.

Sur le droit d'asile, le Conseil d'Etat a émis de telles réserves que le gouvernement a, semble-t-il, préféré retirer purement et simplement son texte. Le ministre de l'intérieur, autour du projet, envisageait de confier à la police des frontières le soin de faire le tri entre « vrais » et « faux » réfugiés. Elle aurait pu, notamment,

refuser l'entrée du territoire national à tout candidat constituant à ses yeux « une menace pour l'ordre public ».

Le réfugié ayant franchi ce premier barrage n'aurait pas été assuré, pour autant, de pouvoir déposer une demande d'asile auprès de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA). Il lui aurait encore fallu un titre provisoire de séjour, délivré par la préfecture. Or celui-ci aurait pu le lui refuser en se fondant à son tour - et de manière tout aussi vague - sur la notion d'ordre public... L'OFPRA risquait ainsi de se transformer en simple chambre d'enregistrement pour entériner les décisions de la police et des préfets.

Le Conseil d'Etat a demandé deux modifications. D'une part, tout étranger refoulé à la frontière devrait être informé au préalable de la possibilité de demander le statut de réfugié. D'autre part, aucune personne interdite d'entrée en France ne pourrait être renvoyée dans un pays où sa vie serait en danger. Autrement

dit, la clause de la convention de Genève sur les expulsions serait étendue aux non-admissions... Ne voulant pas engager une bataille aussi délicate - surtout après avoir ignoré d'autres avis du Conseil d'Etat sur la sécurité - le gouvernement a préféré refaire calmement sa copie.

Pour le reste, le projet gouvernemental apporte plusieurs modifications à la législation actuelle sur les étrangers. C'est un triple tour de vis : pour l'entrée en France, pour le séjour et pour les expulsions.

L'entrée d'abord. Il s'agit de « mettre un terme » à des « détournements de procédures » et à des « fraudes ». L'étranger qui entre en France devra notamment justifier « ses moyens d'existence ». On ne parle plus de moyens d'existence « suffisants ». En cas de refus d'admission, il est prévu un renvoi immédiat, mais un sursis de vingt-quatre heures peut être obtenu à la demande du consulat.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 6.)

Impasse en Afrique du Sud

La mission de bons offices des « sages » du Commonwealth a échoué. Pretoria leur reproche d'avoir agi dans un « esprit partisan ». A Crossroads, près du Cap, les affrontements entre Noirs ont fait une vingtaine de morts en deux jours.

PAGE 4

Les violations des droits de l'homme en Corée du Sud

Un rapport accablant d'Amnesty International.

PAGE 3

Attentats meurtriers à Sri-Lanka

Plus de soixante-dix personnes tuées par des bombes dans deux autobus.

PAGE 28

Campagne pour les DOM-TOM

En attendant la mise au point d'une loi-programme, M. Bernard Pons veut inciter entreprises et particuliers à investir dans les départements et territoires d'outre-mer.

PAGE 7

Le lobby du solaire se reconvertit

Une fondation se propose de promouvoir de petites installations énergétiques dans le tiers-monde.

PAGE 22

Etranger (2 à 5) • Politique (6 à 11) • Société (12) • Sports (13) • Education (14) • Culture (15 à 21) • Economie (24 à 27)

Programmes des expositions (16 et 17) • Programmes des spectacles (18 à 21) • Radio-télévision (21) • Mode (21) • Informations services : Météorologie, Mots croisés (22) • Carnet (23) • Annonces classées (23)

science va-t-elle rendre beau

MEDECINES A BEAUTE

renoma

audit et réaménage sa boutique à cette occasion nous invite à la

QUIDATION

ses collections femmes et Femmes

étranger

EUROPE

LA CAMPAGNE POUR LES ÉLECTIONS EN ESPAGNE

La pugnacité retrouvée de M. Adolfo Suarez, ancien premier ministre

De notre correspondant

Madrid. — Bronzé à souhait, l'air décontracté avec sa chemise à manches courtes, Adolfo Suarez aux anges : visiblement, il retrouve avec ravissement les délices des bains de foule. Il prodigue les accolades, serre les mains et tapote les joues : lui que l'on accusa si longtemps d'être reculé dans son palais de la présidence, le voilà qui a maintenant pris possession de la rue. Et partout où il va, comme dans ce faubourg industriel de Madrid, il semble rencontrer, durant cette campagne électorale, une ferveur populaire qui étonne les observateurs.

A la tribune, le discours est radical : « Le gouvernement socialiste, dit-il, a obtenu le pouvoir le plus grand jamais octroyé par les urnes dans ce pays, et il n'a su l'utiliser que pour cohabiter avec les puissances, plutôt que d'en faire usage au service des faibles... Les bénéfices des banques n'ont jamais été aussi élevés que depuis l'arrivée des socialistes au gouvernement : nous ne nous sommes jamais mis à genoux devant les banquiers, ce qu'ils ne nous pardonnent d'ailleurs guère... Que reste-t-il du rêve de ceux qui ont voté pour les socialistes en pensant qu'ils allaient changer le pays et qui constatent aujourd'hui que ce sont toujours les mêmes qui commandent en Espagne ? »

Non, nous ne sommes pas à un meeting du Parti communiste ou d'une formation d'extrême gauche. L'orateur est bien l'ancien président du gouvernement, M. Adolfo Suarez, venu solliciter le vote pour un parti qui se veut pourtant centriste et modéré, le CDS (Centre démocratique et social), un parti qui aspire à rede-

venir le 22 juin la troisième force politique du pays, et auquel plusieurs sondages attribuent une étonnante poussée, faisant de lui le trouble-fête inattendu de ces élections.

M. Suarez, décidément, n'aura jamais fini de surprendre ! Il avait déjà étonné l'Espagne lorsque le roi Juan Carlos le nomma, à la surprise générale, en juillet 1976, chef du gouvernement. Cet ancien ministre de Franco et secrétaire général du Movimiento, le parti unique de l'époque franquiste, a réussi, en quelques années, à démanteler, avec une indéniable habileté, les institutions de la dictature et à jeter les bases du système démocratique. Une prouesse qui constitue aujourd'hui son principal atout politique : « C'est le Centre de Suarez qui a légalisé les partis, promulgué une constitution pour tous, conçu les autonomies et rétabli la liberté ; rien de plus important n'a été fait depuis », lit-on sur les affiches électorales du CDS.

Sans alliances

En janvier 1981, pourtant, abandonné par son propre parti de l'époque, l'Union du centre démocratique, M. Suarez présentait sa démission, trois semaines à peine avant le putsch manqué du 23 février, dans des circonstances qui restent aujourd'hui encore mystérieuses. Sa carrière politique semblait terminée. Il aurait pu jeter l'éponge, il préféra relever le gant. Les hasards de l'histoire l'obligèrent à inverser les étapes : il avait d'abord été nommé d'en haut président du gouvernement, il lui fallait maintenant créer d'en bas un véritable parti politique : ce fut le Centre démocratique et social. Sans structures locales, sans « appe-

rel », le CDS partait de zéro et obtint à peine deux sièges aux législatives de 1982. Une longue traversée du désert commençait : accompagné des rares fidèles qui ne l'avaient pas quitté, comme son ancien ministre de la défense, M. Agustín Rodríguez Sahagún, M. Suarez sillonna inlassablement durant quatre ans l'Espagne profonde, créa des comités locaux, prit langue avec des notables, recruta dans les villages les plus reculés.

Aujourd'hui, il espère enfin commencer à recueillir les fruits de cet effort de constance... et d'humilité. Il s'est refusé sans surprise à tout compromis avec les forces politiques qui veulent occuper, comme lui, l'espace politique centriste, comme le PRD (Parti réformiste démocratique) de M. Niquero Roca. Son intransigeance a d'ailleurs provoqué l'agacement de certains de ses lieutenants qui craignent que cette politique de « splendide isolement » ne contraigne le CDS à un long purgatoire. Mais M. Suarez n'a cure : il entend réussir tout seul, sans alliances.

Il ne servira pas non plus de force d'appui aux socialistes, si ces derniers n'obtiennent pas la majorité absolue le 22 juin, et-t-il déjà annoncé. Bien au contraire, c'est contre eux que M. Suarez lance ses salves oratoires : convaincu qu'il s'agit là de la meilleure tactique pour se retrouver au centre du débat politique, il n'a d'ailleurs pas hésité à mettre les pieds dans le plat en rappelant certains épisodes controversés de l'histoire récente des socialistes, comme les contacts qu'ils auraient entretenus avec certains militaires peu avant la tentative de putsch de février 1981, à l'époque où l'opposition ne songeait qu'à se débarrasser du président Suarez. « La campagne de

Suarez est cynique, honteuse et malpropre », a répliqué, visiblement agacé, le vice-président du gouvernement socialiste, M. Alfonso Guerra.

« J'ai réalisé le changement politique en Espagne, les socialistes n'ont pas été capables de réaliser par la suite le changement social », affirme aujourd'hui M. Suarez. « Si je suis élu, assure-t-il dans des meetings, je tiendrai tête à ces pouvoirs (pouvoirs traditionnels) à l'égard desquels M. Felipe Gonzalez s'est montré trop accommodant » : à l'intérieur, les forces armées (il propose de réduire le service militaire à trois mois) et le secteur des banques qui lui a refusé la plupart des crédits qu'il avait demandés pour la campagne, et qu'il désigne désormais dans ses discours comme « la marâtre ». Et à l'extérieur, les Etats-Unis : le CDS demande la dénonciation immédiate du traité bilatéral avec Washington et le démantèlement des quatre bases américaines en territoire espagnol.

« Je lutte pour enlever aux socialistes les votes du centre qui leur ont été prisés en 1982 et qu'ils doivent restituer avec les intérêts », dit M. Suarez. Mais peut-on conquérir le centre avec un programme qui déborde les socialistes sur leur gauche ? Les dirigeants du CDS en sont convaincus. « Il existe dans ce pays un large électorat qui se définit politiquement comme centriste, mais qui, en politique extérieure, et en économie, notamment, penche beaucoup plus à gauche que dans les autres pays occidentaux », souligne M. Rodríguez Sahagún. Les urnes diront le 22 juin si cette stratégie est la bonne.

THIERRY MALINAK.

LES CONSÉQUENCES DE LA CATASTROPHE DE TCHERNOBYL

Moscou pourrait payer des dédommagements aux pays victimes déclare un savant soviétique

La réunion au sommet du pacte de Varsovie devait se terminer ce mercredi 11 juin par l'adoption de plusieurs documents, dont l'un au moins a pour objet de proposer « un programme détaillé de négociations sur la réduction des armements classiques » en Europe, a annoncé le même jour la Pravda. En visite en Hongrie depuis lundi, M. Gorbatchev avait été rejoint mardi par une importante délégation soviétique comprenant notamment MM. Gromyko, chef de l'Etat, Rykov, premier ministre, et Chevardnadze, ministre des affaires étrangères, ainsi que les marchands Sokolov et Koulikov, respectivement ministre soviétique de la défense et commandant en chef des forces du pacte de Varsovie.

Le numéro un soviétique est accompagné également d'un atome soviétique, M. Legasov, qui a donné quelques précisions à la presse, mardi, sur les conséquences de l'accident nucléaire de Tchernobyl au plan international. Selon lui, et contrairement à ce qui était généralement supposé (le Monde du 11 juin), l'URSS pourrait accorder à certains pays, « de façon amicale », des compensations pour les dommages subis. « Je ne suis pas économiste, mais je sais que lorsque des dégâts sont visibles, des mesures peuvent être prises », a-t-il dit. Nous menons actuellement des discussions de manière très concrète.

M. Legasov a toutefois ajouté que l'étendue des responsabilités financières de l'URSS est difficile à déterminer, certaines pertes économiques ayant découlé d'informations occidentales « sans fondement ».

Un responsable hongrois avait précisé que son pays a perdu quelque 150 millions de dollars du fait des mesures d'embargo sur les produits alimentaires de l'Est décidées par la Communauté européenne.

Les Etats-Unis accueillent pour leur part « favorablement » la proposition de M. Gorbatchev de renforcer la coopération pour faire face aux accidents nucléaires, a dit mardi un porte-parole du département d'Etat. Celui-ci a noté que l'idée d'un engagement à fournir aide médicale et financière aux victimes « est une nouvelle idée, qui va au-

delà des directives existantes » au sein de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

La journée de mardi a été marquée à Genève par la reprise de la conférence de l'ONU sur le désarmement. Le principal orateur a été M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, qui a jugé possible avant la fin de 1987 la conclusion d'un accord sur les armes chimiques, un sujet auquel la RFA, a-t-il dit, accorde « la priorité absolue ». A l'URSS, qui a à nouveau condamné la récente décision américaine de fabriquer des armes binaires et l'appel donné à cette décision par l'OTAN, M. Genscher a répondu que les Etats-Unis « ont arrêté la production d'armes chimiques en 1969 et que l'on ne peut en dire autant de l'URSS ». Il a toutefois trouvé les dernières déclarations de M. Gorbatchev sur la question « remarquables et comportant des nouveautés sur le problème du contrôle ». — (AFP, Reuters.)

Toujours du veau radioactif...

De notre correspondant

Moscou. — Le compteur Geiger de l'ambassade de France a révélé à nouveau, mardi 10 juin, une radioactivité inhabituelle dans du veau acheté au marché central de la capitale. Un incident semblable s'était produit le 27 mai dernier. Envoyé à Paris pour analyse, le produit suspect a été trouvé porteur d'un taux de radioactivité dix fois supérieur à la norme récemment établie par la CEE pour les enfants de moins de six mois et les femmes enceintes.

Le quotidien *Sovetskaya Rossiya*, d'autre part, dément, mardi, qu'il y ait des pillards à l'œuvre dans la zone évacuée. « Ceux qui disent que des voleurs errent dans les villes et villages évacués et vivent aux dépens du bien d'autrui racontent des bobards », explique un colonel responsable de la sécurité. Une soixantaine de personnes ont demandé la permission de revenir chez elles pour prendre quelques effets. « On a ouvert les appartements et rien ne manquait », affirme-t-il.

Sovetskaya Rossiya s'efforce enfin de réfuter les rumeurs qui courent sur la vente libre — vingt-quatre heures sur vingt-quatre — de la vodka à Kiev et la distribution de vin rouge aux chauffeurs de camion qui transportent les équipes de décontamination sur le site de Tchernobyl. Un général affirme qu'il n'a vu personne ivre ou même éméché, et que les règles pour la vente de boissons alcoolisées sont les mêmes à Kiev qu'ailleurs. Comme d'autres médias soviétiques l'ont déjà fait depuis quelques semaines, *Sovetskaya Rossiya* rejette comme un « conte de bonne femme » l'idée que l'alcool provoquerait des radiations.

M. Semenov, vice-président du comité d'Etat pour l'énergie atomique, évoque de son côté, ce mercredi, dans la *Literaturnyia Gazeta*, la question des denrées alimentaires produites dans la région de la centrale. « La lait où la présence d'iode 131 dépasse les normes prévues est traité. On en fait du beurre qui ne pourra pas être consommé avant un ou deux mois. Nos normes pour le contrôle du lait sont dix fois supérieures à celles qui avaient été adoptées en Angleterre à la suite de l'accident d'un réacteur », affirme-t-il. M. Semenov estime qu'il n'y a aucun danger pour les légumes, les fruits et les céréales qui seront récoltés à la fin de l'été ou en automne. Sa remarque ne vaut cependant que pour l'iode 131 qui a une durée de vie radioactive relativement brève.

DOMINIQUE DHOMBRES.

« Un mois cachées à Pripiat. — Deux vieilles femmes qui avaient « échappé » à l'évacuation de la ville de Pripiat, quelques jours après la catastrophe de Tchernobyl, ont passé plus d'un mois dans cette localité hautement irradiée, avant d'être découvertes par une patrouille de miliciens à la fin du mois de mai. Selon le quotidien *Sovetskaya Rossiya*, les deux femmes, âgées de quatre-vingt-cinq ans et soixante-quatorze ans, s'étaient cachées lors de l'opération d'évacuation des 30 000 habitants de la ville.

Autriche

Les ministres des affaires étrangères et de l'agriculture ont démissionné

La démission du chancelier autrichien, M. Fred Sinowatz, remplacé par M. Franz Vranitzky (le Monde du 10 juin) a été suivie mardi 10 juin par celles de deux ministres. Il s'agit de M. Leopold Gratz, ministre des affaires étrangères, et de M. Günter Haiden, ministre de l'agriculture, tous deux membres du Parti socialiste.

M. Leopold Gratz, ancien maire de Vienne, occupait son poste depuis septembre 1984. Il justifie sa décision par ses prises de position contre M. Kurt Waldheim au cours de la campagne présidentielle. « J'estime donc, a-t-il déclaré, que, pour des raisons strictement personnelles, il serait pour moi excessif de remplir certains aspects de mes fonctions de ministre des affaires étrangères ». Le chef de la diplomatie doit en effet coopérer très étroitement avec le président de la République. Les noms les plus souvent avancés pour sa succession sont ceux de M. Heinz Fischer, actuellement secrétaire général du Parti socialiste, et de M. Peter Jankowitsch, responsable

des relations internationales du parti.

La démission de M. Haiden semble, elle, liée aux suites du scandale sur les vins falsifiés de l'automne 1985. La loi draconienne sur le contrôle de la qualité des produits vinicoles autrichiens, récemment promulguée, lui a valu les vives critiques des agriculteurs.

D'autre part, des membres de l'entourage de M. Kurt Waldheim se sont déclarés favorables au principe d'une enquête internationale sur les crimes de guerre, à condition qu'elle ne se transforme pas en tribunal dirigé contre l'ancien secrétaire général des Nations unies.

De nombreux télégrammes de félicitations pour l'élection de M. Waldheim sont parvenus mardi dans la capitale autrichienne, notamment ceux de M^{me} Margaret Thatcher et de M. Bettino Craxi. En revanche, de sévères critiques continuent d'être formulées contre le nouveau président dans de nombreux journaux, en Europe, aux Etats-Unis et en Israël.

Pologne

APRÈS L'ARRESTATION DE M. BUJAK

Les structures clandestines de Solidarité semblent toujours fonctionner

La commission provisoire de coordination de Solidarité (TKK) s'est réunie vendredi 6 juin « quelque part en Pologne », moins d'une semaine après l'arrestation de Zbigniew Bujak. « La perte de la liberté est le prix de notre lutte pour les droits syndicaux », indique un communiqué signé par les deux membres de la TKK qui engagent toujours sous leur nom propre, et par quatre représentants de sept organisations régionales du mouvement dis-

sous. D'autre part, l'hebdomadaire clandestin *Tygodnik Mazowiecki*, qui est considéré comme l'organe privilégié de la TKK, est paru normalement, avec en première page une photographie de Zbigniew Bujak, et un commentaire affirmant que « le pouvoir ne doit pas confondre succès policier avec succès politique ». Ce commentaire est signé par le président de l'ancienne Association des journalistes polonais (dissoûte par les autorités), M. Stefan Bratkowski.

Par ailleurs, le porte-parole du gouvernement, M. Urban, a annoncé sa traditionnelle conférence de presse du mardi, qui aurait été l'occasion de l'interrogatoire sur l'arrestation, dans le cadre de l'enquête sur l'affaire Bujak, d'un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. 01 45 23 06 81
Tél. (1) 42 47 97 27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :

André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Bonnier-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cinq ans à compter du

10 décembre 1984.

Capital social :

570 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Worms.

Rédacteur en chef :

Daniel Varner.

Contrôleur en chef :

Claude Sales.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42 47 98 72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 388 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 888 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires (deux semaines au plus) : nos

abonnés sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins avant

leur départ. Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie.

Reproduction interdite de nos articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45 55 91 25 ou 45 55 91 71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Arabie, 420 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 318 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; Grèce, 220 dr. ; Irlande, 65 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 336 F CFA ; Norvège, 6 kr. ; Pays-Bas, 2,40 f. ; Portugal, 110 esc. ; Royaume-Uni, 110 p. ; Suède, 1,80 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Yougoslavie, 110 ad.

Etudes en SUISSE

littéraires,
scientifiques et commerciales
Baccalauréat (séries A, B, C, D)
Baccalauréats suisses. Admission
dès 10 ans. Internat et externat.
Ambiance calme et studieuse.
Excellents résultats.

école
lémania
lausanne

3, ch. de Préville, Tél. 19-41/21/2015 01, Tél. 26600

مكتبة ليمان

EUROPE

LES ÉLECTIONS EN BASSE-SAXE

Les petits-fils de Willy Brandt

(Suite de la première page.)

Un objectif qui n'apparaissait de prime abord évident à personne lorsque le jeune outsider s'imposait comme tête de liste contre la candidature du président de la fédération SPD, M^{me} Anke Fuchs, une des personnalités d'envergure nationale du parti. L'ancien gauchiste avait montré son savoir-faire en menant campagne directement dans les sections locales et en concluant un accord avec le représentant de l'aile droite du parti pour se répartir le pouvoir.

Le sourire sympathique, l'air libre sportif, juste le début d'embourgeoisement qu'il faut pour rassurer, Gerhard Schröder a mené une campagne tranquille, évitant toute agressivité superficielle, argumentant avec calme et clarté sur le chômage, le nucléaire, les relations avec l'Allemagne de l'Est. Ex-Jusos ? « Un temps d'apprentissage », assure ce self-made man qui s'est hissé jusqu'aux sommets à la force du poignet.

Une mère veuve de guerre, avec cinq enfants à élever en faisant des ménages, l'impossibilité de poursuivre longtemps sa scolarité, un apprentissage commercial : les débuts de Gerhard Schröder n'ont pas été des plus faciles. Inscrit à dix-neuf ans au SPD, le jeune employé se décide pourtant à fréquenter les cours du soir, passe son bac, entreprend des études de droit pour s'établir comme avocat, fondant en 1978 son propre cabinet à Hanovre. Il devient le même année président des Jusos, alors en pleine rébellion contre la centrale du parti et le gouvernement de Helmut Schmidt, une position dans laquelle il se découvre des qualités d'organisateur et de polémiste qui le feront vite remarquer. A trente-six ans, en 1980, il est élu député au Bundestag, avant de prendre la tête des sociaux-démocrates de Hanovre quelque temps plus tard.

Qu'à de commun cet homme avec Oskar Lafontaine, formé, lui, par les jésuites, propulsé très

Efficacité d'abord, idéologie ensuite : tel est le credo de l'étoile montante du Parti social-démocrate, Gerhard Schröder...

jeune dans la hiérarchie du SPD sarrois et devenu rapidement maître de Sarrebruck ? Qu'a-t-il de commun avec Wolfgang Clement, moins connu sans doute du grand public, mais qui, comme porte-parole du SPD et protégé de Willy Brandt, assumait, aujourd'hui, un rôle de tout premier plan dans l'élaboration de la stratégie du parti ? Un sens développé du pouvoir, des talents de meneurs d'hommes, mais aussi le sens des évolutions en cours, l'appartenance à la même génération que les Verts et les pacifistes qui bouleversent depuis quelques années la scène politique ouest-allemande.

L'engagement dans l'aile gauche du parti de Gerhard Schröder est ancien : celui d'Oskar Lafontaine, qui avait d'abord en tête de faire ses preuves comme gestionnaire à la tête de sa mairie, s'est opéré sur le tard, alors que le mouvement écolo-pacifiste était déjà en pleine ascension. Il n'en a été que plus brutal, faisant de lui le tribun de la gauche du parti, d'abord contre Helmut Schmidt, puis lors des grandes manifestations pacifistes.

Des trois, le ministre-président de Sarre est certainement celui dont les prises de position ont été les plus extrêmes. C'est aussi celui dont l'ambition, le sens politique frappent le plus, amis comme adversaires. « Un décideur », reconnaît le chef du parti libéral sarrois, M. Rehberger. « Un instinct politique », s'enthousiasme Willy Brandt, qui apprécie en connaissance de cause le ministre-président. M. Lafontaine a imposé à tous, banquiers et gouvernement fédéral, mais surtout au syndicat IG -

Mettall, une solution pour sortir de l'affaire Arbed-Saarstahl, la branche sarroise du groupe sidérurgique Arbed, dont la situation constituait depuis des années un casse-tête politique et financier pour les autorités chrétiennes-démocrates sarroises. Si tout va bien, le problème devrait être réglé dans les mois à venir après fusion de l'entreprise assainie avec les forges de Dilling, une filiale de Sacilor...

« Un gaulliste sarrois »

Efficacité d'abord, idéologie ensuite : tel semble être le credo des trois étoiles montantes du SPD. Pendant toute sa campagne, M. Gerhard Schröder s'est montré d'un étonnant pragmatisme pour quelqu'un que ses adversaires soupçonnent d'être prêt à se vendre aux Verts à n'importe quel prix : « J'ai abandonné l'idée que les nationalisations sont synonymes de justice sociale », admet-il notamment en défendant les conceptions plus que modérées du porte-parole du groupe parlementaire social-démocrate pour les affaires économiques, M. Roth, qui prêche pour une intervention limitée de l'Etat, même dans la lutte contre le chômage.

Hostile depuis toujours à la fièvre du plutonium, Gerhard Schröder est plus prudent qu'Oskar Lafontaine sur le problème des centrales nucléaires, comme en matière d'environnement en général. S'il a quelque peu durci le ton après Tchernobyl, il reconnaît néanmoins qu'on ne peut éliminer les centrales du jour au lendemain. La Basse-Saxe tire, il est vrai, une bonne partie de son électricité du nucléaire, contrairement à la Sarre, région minière,

où le charbon reste une importante activité économique.

Même en matière de défense, il serait faux d'assimiler trop vite le côté volontiers provocateur d'Oskar Lafontaine aux débats souvent irréalistes qui agitent les Verts ou certaines franges du SPD. Ce qu'ont en commun les hommes de la relève social-démocrate, c'est de juger nécessaire à terme pour la République fédérale de disposer, à l'égard des Etats-Unis, d'un poids politique dont elle a été pratiquement privée depuis la guerre.

Cette revendication s'exprime avec des nuances. Même s'il affirme que la RFA doit disposer « d'une plus grande marge de manœuvre au sein de l'OTAN » et appuyer les efforts de la France pour une plus grande autonomie européenne, Gerhard Schröder reconnaît que son pays est dans une situation spécifique, dont on est bien obligé de tenir compte. C'est ce qui fait sa différence avec le ministre-président de Sarre, qui demande le retrait immédiat de la RFA de l'organisation militaire intégrée de l'alliance atlantique et réclame pour elle un statut similaire à celui de la France ou de l'Espagne.

Pour celui que l'on appelle souvent le « gaulliste sarrois », l'important est, en effet, que la République fédérale cesse d'être un enjeu dans la rivalité entre les deux superpuissances et ne puisse avoir d'armes nucléaires sur son sol. A partir de là, estime-t-il, il y a deux modèles de pensée, l'un basé sur une conception purement défensive et qui conduit à des solutions, reconnait-il, partiellement irréalistes. L'autre, le plus probable, reposant sur l'idée française d'indépendance vis-à-vis des blocs et d'une défense européenne autonome — dont il n'exclut pas d'ailleurs qu'elle puisse disposer d'une composante nucléaire, si possible en mer.

HENRI DE BRESSON.

ASIE

ARRESTATIONS, TORTURES, EXÉCUTIONS

Un rapport accablant d'Amnesty International sur la répression des opposants en Corée du Sud

Dans un communiqué diffusé ce mercredi 11 juin, à l'occasion de la publication d'un rapport sur la Corée du Sud, Amnesty International affirme :

« En Corée du Sud, des centaines de personnes sont emprisonnées chaque année pour avoir critiqué le gouvernement. Certaines d'entre elles sont torturées jusqu'à ce qu'elles aient voulu renverser le gouvernement ou avoir fait de l'espionnage pour le compte de la Corée du Nord. Par la suite, elles sont condamnées à l'issue de procès qui ne respectent pas les normes du droit international en matière d'équité ».

Par ailleurs, à l'occasion du dixième anniversaire de la création du Comité international de justice pour la démocratie et les droits de l'homme en Corée du Sud, un séminaire sur les problèmes généraux de la violation des droits de l'homme dans ce pays, en liaison avec les problèmes du développement, de la dépendance et de la réunification du pays, est organisé le samedi 14 juin à Paris (hôtel Ibis, 4, boulevard de Neuilly, Courbevoie).

l'organisation en 1984 et 1985 et sur l'étude continue des informations en provenance de ce pays ».

En août 1985, Amnesty International a adressé un mémorandum au gouvernement sud-coréen demandant que soient prises des mesures urgentes afin de mettre fin aux violations. Cependant, les autorités sud-coréennes, dans leur réponse, se sont déclarées acquiescentes à la protection des droits de l'homme, mais se sont abstenues de prendre position sur des faits concrets et sur les recommandations contenues dans le mémorandum, conclut le communiqué.

« Torture à l'électricité, coups, privation de nourriture et de sommeil, sont parmi les tortures décrites dans ce rapport » de quarante pages, précise le communiqué. Il ajoute notamment : « Les prisonniers parlent également d'autres tortures qui consistent par exemple à leur plonger la tête dans l'eau ou à provoquer l'étouffement à l'aide de serviettes mouillées ; également la torture appelée « poulet sur le gril », où l'on fait tourner sur elle-même la victime suspendue à une barre par des menottes ».

Depuis 1975, au moins dix prisonniers politiques ont été exécutés, et au moins deux sont actuellement en attente de leur exécution, souligne Amnesty.

« Parmi les prisonniers détenus pour avoir exprimé d'une façon non violente leurs opinions, il y a des étudiants, des prêtres, des enseignants, des journalistes, des syndicalistes et des agriculteurs. Beaucoup sont emprisonnés pendant un mois pour avoir participé à des manifestations susceptibles de troubler l'ordre social (...) ».

« D'autres sont condamnés à de lourdes peines, étant accusés d'être « communistes », de porter atteinte à la sécurité nationale ou de faire de l'espionnage au profit de la Corée du Nord. Ces condamnations ont lieu à l'issue de procès ne respectant pas les garanties les plus élémentaires d'équité », poursuit le texte.

« La législation sud-coréenne contient des garanties contre la torture, mais les autorités ne les appliquent pas », indique Amnesty, qui précise que son rapport s'appuie sur deux missions effectuées en Corée du Sud par des délégués de

« Démenti de Séoul. — La Corée du Sud a qualifié mercredi le rapport d'Amnesty International de « pure invention ». Le ministre sud-coréen de l'Information a affirmé qu'il n'y avait pas de prisonniers politiques en Corée du Sud, et que les personnes détenues pour violation de la loi avaient été jugées régulièrement. Les prisonniers existaient depuis 1975, auxquels le rapport d'Amnesty fait allusion étaient « des espions à la solde de la Corée du Nord condamnés à mort par des tribunaux sud-coréens », a ajouté le ministre.

« La France considère la Corée du Sud comme « un partenaire privilégié ». — C'est ce qu'a déclaré mardi 10 juin à Séoul, le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Didier Bariani, au terme d'une visite de quatre jours. Il a été reçu par le président Chun Doo Hwan, auquel il a remis des messages d'amitié du président Mitterrand et de M. Chirac, à l'occasion du centenaire des relations diplomatiques entre les deux pays. Lundi, M. Bariani avait inauguré un symposium consacré au renforcement de la coopération économique entre la Corée du Sud et la France. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

ÉTATS-UNIS

Election d'un pasteur « fondamentaliste » à la tête de la Convention des baptistes du Sud

Atlanta. — La plus importante confession protestante des Etats-Unis, la Convention des baptistes du Sud, a porté à sa tête, mardi 10 juin, un pasteur se réclamant de la tendance « fondamentaliste », confirmant ainsi la force de son aile la plus conservatrice. Le révérend Adrien Rogers a été élu président de la Convention par 21 000 voix contre 17 900 au pasteur Winfred Moore, plus modéré. Les divergences entre les deux tendances portent principalement sur l'interprétation de la Bible, les fondamentalistes estimant que celle-ci est, scientifiquement et philosophiquement, l'expression de la vérité. Les modérés sont au contraire ouverts à des interprétations moins dogmatiques. — (AFP.)

[La Convention des baptistes du Sud est une puissante organisation qui regroupe quatorze millions de fidèles : trois-six mille lieux de culte répartis dans les cinquante Etats américains, six séminaires et des milliers de missionnaires en dépendent. Elle est née en 1845 d'une scission avec les baptistes du Nord à propos de l'esclavage. Les différentes Eglises qui s'y rattachent sont autonomes et ont une grande liberté dans la désignation de leurs ministres. Les baptistes du Sud se reconnaissent une hiérarchie ecclésiastique et autorité épiscopale. Le terme de Convention et non d'Eglise, pour qualifier leur organisation, traduit cette particularité. Le pasteur Rogers, qui succède au pasteur Charles Stanley, un fondamentaliste lui aussi, avait reçu l'appui de M. Jerry Falwell, le porte-drapeau de la Majorité morale, un mouvement ultraconservateur qui soutient le président Reagan.]

GRANDE-BRETAGNE

Vers une dissolution de l'assemblée d'Irlande du Nord

Londres. — Le gouvernement britannique a décidé de dissoudre le Parlement d'Irlande du Nord, parce qu'il n'a pu rassembler les communautés protestante et catholique divisées, a-t-on appris, mardi 10 juin, dans la capitale britannique. La décision, prise lors d'une réunion ministérielle, reflète l'échec de la septième initiative en quatorze ans pour établir un pont entre les deux communautés et mettre fin à la violence politique en Irlande du Nord. « Il était clair depuis longtemps que l'Assemblée était un canard boiteux », a remarqué un responsable du secrétariat à l'Irlande du Nord, en précisant que le gouvernement avait décidé de dissoudre l'Assemblée pour annuler des élections prévues au mois d'octobre prochain. « Il n'y avait rien à gagner à organiser des élections pour un Parlement qui ne fonctionnait pas réellement », a-t-il encore expliqué.

L'Assemblée d'Irlande du Nord avait été mise en place en 1982 dans le but de faire davantage participer les deux communautés à la vie politique de la province. Mais les premières élections s'étaient soldées par un boycottage catholique. Le Parti travailliste et social-démocrate catholique (SDLP), principale formation nationaliste, avait estimé que l'Assemblée n'avait pas une « dimension irlandaise » et avait interdit à ses quatorze représentants élus de siéger. Les cinq représentants du Sinn Féin, aile politique de l'IRA, en lutte contre le pouvoir britannique dans la province, avaient adopté la même attitude. — (Reuters.)

Patrick Magee reconnu coupable de l'attentat de Brighton

Londres. — Patrick Magee, un Irlandais de trente-cinq ans, membre de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), a été reconnu coupable, mardi 10 juin, de l'attentat à la bombe commis, le 12 octobre 1984, au Grand Hôtel de Brighton, contre le premier ministre M^{me} Margaret Thatcher, indique-t-on de source proche de l'Old Bailey, la cour d'assises de Londres. Magee a posé la bombe. Celle-ci a explosé lors de la dernière nuit de la conférence annuelle du Parti conservateur, alors que M^{me} Thatcher et la plupart des membres de son gouvernement se trouvaient à l'hôtel. L'attentat avait fait cinq morts et des dégâts considérables. A l'ouverture du procès, voici cinq semaines, Magee avait plaidé non coupable. Six autres membres présumés de l'IRA étaient jugés en même temps que lui et étaient accusés d'avoir projeté une série d'attentats, à Londres, et dans les stations balnéaires britanniques. La sentence rendue contre Magee et ses coaccusés sera prononcée ultérieurement. — (Reuters.)

NICARAGUA

Libération des huit Allemands prisonniers de la Contra

Tegucigalpa. — Un porte-parole de la Force démocratique nicaraguayenne (FDN) a annoncé, mardi 10 juin à Tegucigalpa, que les huit coopérants ouest-allemands détenus depuis le 17 mai par des unités de cette organisation antisandiniste avaient été libérés, conformément à un accord passé avec des représentants du gouvernement de Bonn. Les huit prisonniers ont été remis en liberté dans un petit village du département de Zelaya, sur la côte atlantique, à une quinzaine de kilomètres au nord d'El Rama. Des unités de la FDN ont pénétré par surprise dans le village et abandonné leurs prisonniers dans l'église. A Managua, les autorités ont confirmé cette libération, retardée à plusieurs reprises par des incidents, les sandinistes et les dirigeants de la Contra s'accusant réciproquement de ne pas respecter les accords conclus. Les coopérants ouest-allemands participaient à la construction de logements dans une coopérative agricole de Jacinto-Baca, dans l'est du Nicaragua. — (AFP.)

PHILIPPINES

Le missionnaire français enlevé serait bien traité

Le cardinal Ricardo Vidal, président de la Conférence épiscopale des Philippines, a lancé, mardi 10 juin, un appel pour la prompte libération du missionnaire français, le Père Michel de Gigord, enlevé le 4 juin, dans l'île de Mindanao. Il a révélé que, « dans un enregistrement sur cassette dont la voix a pu être identifiée comme étant celle du Père Michel, celui-ci disait être bien traité par ses ravisseurs ». — (AFP.)

Afghanistan

La résistance est affaiblie dans le Panchir

Islamabad. — Les combats ont presque complètement cessé dans la vallée du Panchir, qui fut l'un des principaux bastions de la résistance, indiquent des sources diplomatiques occidentales, à Islamabad. Il semble qu'il y ait eu très peu de combats dans le Panchir ces derniers mois, hormis des attaques ponctuelles de la résistance. Celle-ci, qui avait résisté à plusieurs offensives soviétiques dans la vallée du Panchir, ainsi que dans le nord du pays, a souffert de l'intensification des opérations de la pénurie de vivres et de munitions. Les routes d'approvisionnement qui relient le Pakistan à l'Afghanistan sont fréquemment attaquées par les forces sovié-

afghanes. Les villages du Panchir ne sont plus peuplés que de femmes, d'enfants et de vieillards, précise-t-on de même source.

D'un autre côté, un officier soviétique, le lieutenant-colonel Ivano Piazine, est mort dans l'explosion de son hélicoptère abattu par des « contre-révolutionnaires », au-dessus de Kaboul, ont annoncé, mardi 10 juin, les Izvestia. Selon le quotidien du gouvernement soviétique, « dès la tombée de la nuit, les bandits descendent des montagnes entourant Kaboul et bombardent la ville à l'aide de lance-missiles portables de fabrication américaine ». — (AP, AFP.)

CASAMAYOR

...et pour finir, le terrorisme

La société face aux différentes formes de la violence. Contre le découragement, un livre d'audace

GALLIMARD

PROCHE-ORIENT

LA FIN DE LA VISITE DE M. TAREK AZIZ

Nos rapports seront toujours au beau fixe quelle que soit la formule de normalisation entre la France et l'Iran
déclare le vice-premier ministre irakien

Le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, a achevé, mardi 10 juin, sa visite en France par une conférence de presse au cours de laquelle il a affirmé que ses entretiens avec les dirigeants français avaient été « très satisfaisants et fructueux » et qu'« aucun nuage n'obscurcit le ciel des relations franco-irakiennes ». M. Aziz avait été reçu par le président Mitterrand, qui avait assuré de la « loyauté » et de la « solidarité » de la France (nos dernières éditions du 11 juin).

M. Aziz a affirmé, sur le perron de l'hôtel Matignon, à l'issue de son entretien avec M. Chirac, que « l'amitié entre Bagdad et Paris est forte et se maintiendra ». De son côté, le premier ministre a souligné la « constance » de la politique française à l'égard de l'Irak. « C'est une politique d'amitié et de solidarité, cela ne date pas d'hier, et cette politique n'a jamais été mise en cause, quelle que soit la succession des gouvernements français, ce qui veut dire qu'elle correspond à une vraie réalité ».

Au cours de sa conférence de presse, M. Aziz a assuré que le processus de normalisation franco-irakienne n'affectera en rien les rapports entre Paris et Bagdad. « Nous respectons, a-t-il dit, nos amis et leurs choix politiques... Quelle que soit la formule de normalisation éventuellement adoptée par la France dans ses relations avec l'Irak, nos rapports demeureront toujours au beau fixe ».

Qualifiant sa visite en France de « politique », M. Aziz a souligné qu'il n'y avait pas eu « pour passer des commandes ». Tous les dossiers bilatéraux, a-t-il dit, « ont été discutés et résolus avant mon arrivée en France au niveau des experts ». Il a précisé notamment que Paris avait accepté avant sa visite de différer le remboursement des dettes irakiennes estimées à plus de 20 milliards de francs. Il n'a toutefois pas donné de précisions sur ce rééchelonnement, suscité comme les précédents par les difficultés financières dues à la guerre et à la chute des cours pétroliers. Il a cependant indiqué qu'un groupe d'experts se rendra à Paris sous peu pour discuter des termes du prochain contrat de troc de pétrole contre des armes conclut entre les deux pays.

Le vice-premier ministre estime qu'il est « encore trop tôt » pour parler de progrès dans les efforts déployés par le roi Hussein de Jordanie pour réconcilier l'Irak et la Syrie, qui soutient l'Irak dans la guerre du Golfe. En ce qui concerne l'arrivée des Moudjahidins du peuple en Irak, il a affirmé, avec le sourire, que leurs activités ne se réduiraient pas « à des opérations de relations publiques », ainsi que cela était le cas en France. « Nous leur donnerons, a-t-il dit, dans la mesure de nos moyens, toute l'aide nécessaire pour qu'ils puissent atteindre leurs objectifs ». C'est-à-dire, a-t-il précisé en réponse à un journaliste, « renverser un gouvernement qui essaie de renverser notre gouvernement ».

A ce propos, il a laissé entendre que la présence des Moudjahidins constituait une carte entre les mains de Bagdad dans l'épreuve de force qui l'oppose à Téhéran. « Nous avons pris la décision d'accorder l'asile aux Moudjahidins, a-t-il dit, parce que les Irakiens entretiennent à Téhéran un gouvernement irakien en exil prêt à prendre le pouvoir à Bagdad. Il s'agit donc d'une mesure politique de réciprocité. Les moudjahidins s'engagent dans nos affaires et veulent nous dicter leur volonté. Ils doivent désormais comprendre que nous aussi, nous sommes capables de faire la même chose et qu'ils n'ont plus l'initiative, pas plus dans le domaine politique que dans celui de la guerre. Nous avons jusqu'à présent été trop patients. Mais tout cela est terminé », a conclu M. Aziz, en assurant que son pays mènerait une « politique offensive sous azimut » contre l'Irak.

L'Irak n'est « pas concerné » par la question des otages au Liban

A Beyrouth, le vice-ministre irakien des affaires étrangères, M. Becharati, a déclaré mardi 10 juin qu'il « espère obtenir incessamment des renseignements sur le mouvement chiite Amal et les organisations palestiniennes », a déclaré mardi : « Nous ne sommes pas concernés par la question des otages étrangers. Nous n'avons joué aucun rôle dans ces actions. Nous ne comptons, par conséquent, jouer aucun rôle pour leur règlement ».

Interrogé sur le rôle du Hezbollah (Parti de Dieu, pro-iranien) dans cette affaire, M. Becharati a répondu : « Si vous êtes convaincus que le Hezbollah est responsable de ces rapt, nous ne partageons pas cette conviction ».

A Téhéran, le président du Parlement islamique iranien, l'hojatoleslam Hachemi Rafsanjani, a estimé mardi que la politique de la France à l'égard de l'Irak était « en voie d'amélioration, bien que ce ne soit qu'un début et que les progrès restent minimes ». « Les relations de la France avec l'Irak, a-t-il dit, étaient très mauvaises. Paris était pratiquement complice de Bagdad dans la guerre imposée à l'Irak et servait de base aux contre-révolutionnaires irakiens, qui y menaient leurs activités terroristes sous couvert d'asile politique, contrairement aux lois mêmes de la France ».

Le haut responsable iranien a, par ailleurs, affirmé que son pays était désireux d'avoir des relations « bonnes et amicales » avec l'Occident, notamment la France et les Etats-Unis, mais refusait toute « domination » occidentale. Il a toutefois exclu tout rétablissement des liens avec les Etats-Unis tant que Washington poursuivra sa « politique d'agression » et persistera dans son attitude « déraisonnable ».

Prochaine rencontre syro-irakienne

Le roi Hussein de Jordanie a confirmé au Washington Post que les ministres des affaires étrangères de l'Irak et de la Syrie, deux pays ennemis depuis plus de dix ans, avaient accepté de se rencontrer vendredi grâce à ses efforts de médiation.

Cette rencontre, a précisé le souverain, devrait préparer un « sommet » de la réconciliation entre les deux chefs d'Etat, MM. Hafez el Assad et Saddam Hussein.

Dans l'entretien publié mercredi, le souverain hachémite, qui est en visite aux Etats-Unis, a estimé qu'une trêve politique entre Bagdad et Damas constituerait la pierre angulaire pour une relance du processus de paix au Moyen-Orient en permettant de mettre fin à la guerre Irak-Irak. — (AFP.)

LA « GUERRE DES CAMPS » AU LIBAN

La médiation iranienne semble peu efficace

Le vice-ministre irakien des affaires étrangères, M. Mohammad Ali Becharati, a déclaré mardi 10 juin qu'il « espère obtenir incessamment des renseignements sur le mouvement chiite Amal et les organisations palestiniennes », a déclaré mardi : « Nous ne sommes pas concernés par la question des otages étrangers. Nous n'avons joué aucun rôle dans ces actions. Nous ne comptons, par conséquent, jouer aucun rôle pour leur règlement ».

mouvement Amal. Dans une conférence de presse tenue au siège de l'ambassade d'Irak à Beyrouth-Ouest, le responsable irakien, arrivé dimanche dans la capitale libanaise, a relevé qu'il existait des « divergences profondes entre les belligérants », précisant qu'il avait fait « des propositions pour rapprocher les points de vue ». « Mais il faut d'abord arrêter l'effusion de sang et permettre l'évacuation des blessés », a-t-il ajouté.

A Téhéran, le président du Parlement islamique, l'hojatoleslam Hachemi Rafsanjani, avait déclaré mardi les affrontements entre Palestiniens et chiites au Liban, regrettant que les parties du conflit « restent sourdes aux appels de l'Irak ». Il avait notamment regretté que « l'OLP, en raison de ses liens avec l'Egypte, la Jordanie et l'Irak, n'ait pas de bonnes relations avec l'Iran, et de ce fait ne nous écoute pas ». Quant aux miliciens chiites d'Amal, « parfois ils nous écoutent, parfois ils s'y refusent », a ajouté M. Rafsanjani. Selon lui, « seul le Hezbollah prête l'oreille à la voix de l'Iran, mais cette organisation ne participe pas aux combats [contre les Palestiniens] et est opposée à la guerre civile ».

Deux personnes ont été tuées et deux autres blessées mardi à Beyrouth. — (AFP.)

AFRIQUE

Afrique du Sud

L'ÉCHEC DE LA MISSION DU COMMONWEALTH

Pretoria reproche aux sept « sages » d'avoir agi dans un esprit partisan

De notre correspondant

Johannesburg. — Sans attendre la publication, prévue pour jeudi 12 juin, du rapport de la commission des « sages » du Commonwealth, le gouvernement sud-africain a décidé, mardi 10 juin, de révéler la teneur des lettres échangées avec cette mission de bons offices. M. « P.K. » Botha, ministre des affaires étrangères, a estimé qu'il n'était plus tenu au secret, accusant le groupe des « sept » d'avoir brisé les consignes de silence.

Il a informé immédiatement les « personnalités éminentes » du Commonwealth de son initiative, leur reprochant d'avoir pris parti sur la question qui était au cœur des négociations, à savoir le problème de la suspension de la violence.

Selon M. Botha, le groupe du Commonwealth avait demandé l'instauration d'une trêve lors des pourparlers que cette mission tentait d'instaurer entre le régime de Pretoria et le mouvement nationaliste noir du Congrès national africain (ANC).

Le chef de la diplomatie sud-africaine a fait remarquer que ce point constituait un « élément nouveau » et que le gouvernement « ne pouvait accepter que la violence soit interrompue uniquement pendant le temps des négociations ». M. Botha demande une renonciation totale à la violence, la fin des « intimidations » et la mise en place d'« une solution pacifique dans le cadre d'une nouvelle Constitution ».

Dans la lettre qu'il a adressée mardi au siège du Commonwealth, à Londres, il rejette le point de vue des « sept » selon lequel le gouvernement sud-africain est responsable de la violence, et présente le triple raid du 19 mai sur Harare, Lusaka et Gaborone comme une riposte aux attaques de l'ANC sur le territoire sud-africain.

« Nous n'abandonnerons pas nos responsabilités dans le maintien de la loi et de l'ordre et dans la sauvegarde du droit et des libertés de tous les Sud-Africains », précise-t-il. Pour M. Botha, « la violence, ou

la menace de violence, ne peut faire l'objet de discussions à une table de négociations ».

Cette question de la violence a manifestement été la pierre d'achoppement sur laquelle a buté la mission du Commonwealth, Pretoria refusant d'accepter le principe même d'une trêve. Mais elle ne fut pas le seul obstacle.

M. Botha se demande si les sept « sages » partagent les vues de l'ANC selon lesquelles les pourparlers devraient porter sur le principe de la dévolution du pouvoir blanc aux Noirs, ce qu'il n'était absolument pas question d'envisager.

Il a critiqué la référence faite par le groupe aux accords de Lancaster qui ont conduit à l'indépendance de la Rhodésie. « Cette référence est un défi au bon sens », a-t-il indiqué, car les deux situations ne peuvent absolument pas être comparées, ni historiquement ni juridiquement.

Tentative de la dernière chance

M. Botha fait remarquer aux « sept » que les vues de l'ANC ne sont pas les seules à prendre en compte, car il existe une « multiplicité d'intérêts en Afrique du Sud ». Manifestement les deux parties ne sont pas parvenues à un terrain d'entente sur le concept même de la négociation, ainsi que le reconnaît M. Botha.

Les représentants du Commonwealth avaient proposé au gouvernement de Pretoria de relâcher Nelson Mandela et les autres prisonniers politiques, de légaliser l'ANC et le PAC (Pan-African Congress), d'autoriser la liberté de réunion, de mettre un terme à la détention sans jugement et de restituer les forces de sécurité des townships, en échange d'une suspension de la violence et de l'ouverture de négociations.

Leur mission avait été écourtée par le triple raid du 19 mai. Pretoria avait tenté en vain de les inciter à poursuivre les pourparlers et à revenir en Afrique du Sud. Les « sept » ont refusé, demandant qu'un geste soit fait en rétroaction.

par exemple, Nelson Mandela, ou en légalisant l'ANC.

Ce qui était considéré comme la tentative de la dernière chance de faire s'asseoir à une table de négociations le gouvernement de M. Pieter Botha et l'ANC a donc échoué. Les conséquences pour l'Afrique du Sud risquent d'être dramatiques.

Il apparaît, en effet, de plus en plus nettement que les sept « sages » vont maintenant réclamer contre le régime de l'apartheid des sanctions que M^{me} Margaret Thatcher avait évitées en proposant, lors du sommet du Commonwealth de Nassau, aux Bahamas, en octobre dernier, de créer cette mission de bons offices face à la pression des quarante-huit autres membres du Commonwealth, l'unité de l'organisation risque d'être remise en cause. Le président Kenneth Kaunda, de Zambie, a renoncé, à deux reprises, de se retirer si M^{me} Thatcher ne modifiait pas sa position. M. Rajiv Gandhi, premier ministre de l'Inde, a souligné que le chef du gouvernement britannique ne pouvait plus s'opposer indéfiniment aux requêtes des membres de l'union, sous peine de mettre en danger celle-ci. La menace inquiète la reine, chef du Commonwealth, qui aurait fait part de ses préoccupations à M^{me} Thatcher.

La prochaine réunion du Commonwealth est prévue pour le début du mois d'août. D'ores et déjà, l'Afrique du Sud se prépare aux sanctions, considérées maintenant comme pratiquement inévitables.

Celles-ci risquent d'avoir un fort impact sur l'opinion internationale. En effet, la décision que prendra le Commonwealth peut entraîner d'autres pays sur la même voie. Même si l'Afrique du Sud a quitté l'union en 1961, elle conserve des liens historiques avec elle. Aux yeux de beaucoup, elle était la seule qui pouvait encore essayer de rapprocher les points de vue de Pretoria et de l'ANC. Qui d'autre maintenant peut tenter de promouvoir le dialogue sans être taxé de se mêler de ce qui ne le regarde pas ?

MICHEL SOLE-ROCHARD.

DIX-SEPT MORTS

DANS LES AFFRONTEMENTS DE CROSSROADS

Quatre journalistes blessés

Le bilan officiel des affrontements qui se sont déroulés, lundi 9 et mardi 10 juin dans le camp de Crossroads, près du Cap, s'élevait mardi soir à dix-sept morts et plusieurs dizaines de blessés, parmi lesquels quatre journalistes dont un Français. Mardi soir, le camp KTC, proche de l'immense bidonville achevée de se consumer et l'on entendait encore des coups de feu isolés. La situation, selon la police, restait « très tendue » après deux jours d'affrontements entre « camarades » (jeunes militants radicaux anti-apartheid) et « pères » (vieux conservateurs). La plupart des corps découverts par la police étaient coupés en morceaux à coups de machette ou avaient le crâne défoncé.

Un caméraman de la télévision britannique ITN, George De'ath, a été hospitalisé mardi soir, dans un état critique, à l'hôpital Groote Schuur du Cap. Avec son preneur de son, Andie Siso, il a été attaqué à coups de machette aux abords de Crossroads. Les deux autres journalistes, Patrick Durand, photographe français de l'agence SIFA, et Bert Van Hoes, correspondant au Cap du journal pro-gouvernemental de Johannesburg The Citizen, ont été blessés par balles. De nouveaux affrontements se sont également produits à Alexandra, cité noire proche de Johannesburg.

Enfin, les travaux de la commission parlementaire, chargée de trouver un compromis sur deux projets de loi renforçant les pouvoirs de répression du gouvernement, se heurtent, semble-t-il, à un blocage, ce qui pourrait conduire les autorités sud-africaines à décréter une nouvelle fois l'état d'urgence dans le pays en prévision du dixième anniversaire des émeutes de Soweto, le 16 juin. — (AFP, Reuter, UPI.)

Pretoria nie avoir mené le raid contre Namibe

L'armée sud-africaine a, pour la première fois, catégoriquement nié, mardi 10 juin, être responsable du raid lancé le 5 juin contre le port angolais de Namibe, au cours duquel un cargo cubain a été coulé et deux navires soviétiques endommagés. L'état-major de Pretoria souligne notamment : « Il faut se souvenir qu'il y a une guerre civile en Angola. Ce genre d'incident doit être examiné dans ce contexte ».

Ce démenti des autorités sud-africaines a été rendu public quelques heures après qu'un responsable du département Afrique du ministère des affaires étrangères soviétique ait indiqué, à

Moscou, au cours d'une conférence de presse : « Nous disposons d'un arsenal de masses éventuelles que nous étudions. Si ces actions (les raids de Pretoria) ne cessent pas, les responsables devront en supporter les conséquences ». L'URSS demandera probablement des dédommagements à l'Afrique du Sud, a-t-il ajouté.

En Angola, l'Unita, le mouvement de maquisards de M. Jonas Savimbi, a revendiqué une opération de commandos à Cabinda, qui aurait provoqué la destruction de nombreux édifices officiels, ce qu'ont démenti les autorités de Luanda. (AFP, Reuter.)

AFRICA international

CÔTE D'IVOIRE : Le prix de la reprise

SENEGAL : Voyage à l'intérieur de l'opposition

GABON-FRANCE : Une nouvelle étape ?

ZAÏRE : Le M.P.R.

CAMEROUN : Les hommes d'affaires face à l'administration

BURKINA FASO : LA RÉVOLUTION OU LA MORT ?

EN VENTE dans les principales librairies en France

Belgique : ANNUUEL (11 numéros) France Int 150 FF

Suisse : 45 FF

Belgique : 1000 FB

Aut. noire : 5500 F CFA

AFRICA BP 1826 Dakar

Spec. sur déle 10, rue des Pyramides Paris 1er

INFORMATIQUE ANIMATION

TROUVEZ LA FILIÈRE

Animier des projets éducatifs et créatifs en club ou atelier micro, utiliser et créer des petits logiciels : l'Université Paris-Nord ouvre un cycle expérimental Informatique-Education-Animation de 6 mois en formation continue.

RENSSEIGNEZ-VOUS A L'UT, 93430 VILLETANEUSE. TÉLÉPHONEZ AU (1) 48 21 61 70, POSTE 48-44.



isth INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR À :

CPECF : Rentrée en novembre cours du jour et stages intensifs

DECS : Nouveaux cursus stage intensif août et rentrée en novembre

BTS : Comptabilité et gestion de l'entreprise : 2 ans

ENSEIGNEMENTS COMPLETS - TOUTES U.V. CONTRÔLES ÉCRITS HEBDOMADAIRES

TOLMAC : 83 av. d'Italie 75013 Paris - AUTERIL : 6 av. Léon-Houzeau 75016 Paris

Tél. : 45.85.59.35+ Tél. : 42.24.10.72+

ENEL Le mystère de la vie et de la mort

d'après l'enseignement des temples de l'ancienne Égypte

Collection « La Bibliothèque initiatique » 130 F

En vente chez tous les libraires et dans les kiosques

MAISONNEUVE ET LAROSE

65 rue Victor-Basch 75005 Paris - Tél. : 4954 80 10

مكتبة من رصاص

ÉCONOMIE « CAPITALISTE » AU GHANA « RÉVOLUTIONNAIRE »

Le bras de fer syndical du président Rawlings

De notre envoyé spécial

Cape-Coast. - Le son grêle de la clochette annonce le début du halage. De part et d'autre d'une longue corde de fibres naturelles, les pêcheurs s'arment. Ils sont près d'une centaine, hommes, femmes et enfants. Presque au large, un immense filet forme un cercle à la surface de l'eau. Quatre grandes pirogues surveillent le déroulement des opérations. Leurs coques, ornées d'une seule pièce dans le wawa, l'arbre de la forêt, sont ornées de couleurs vives et de motifs géométriques dont le caractère symbolique est parfois souligné d'une inscription sur la proue.

Par ces sentances, qu'arborent aussi les *mammy trucks*, ces petits canons collectifs faits de bois et de broc à la cabine aplatie, les propriétaires, souvent avec humour, prennent Dieu à témoin de la précarité de leur existence. « We must grow what we eat and eat what we grow. » Cet appel à « faire pousser ce que nous mangeons et manger ce que nous cultivons » qui s'étale sur un grand panneau à Redemption Circle, carrefour d'Accra, les pêcheurs de Cape-Coast l'ont entendu depuis toujours. Ils ne sont donc pas suspects de comportement « contre-révolutionnaire ».

La ville s'organise en un dédale de rues tortueuses qui convergent vers le port. Aux pieds du château fort imposant, les pêcheurs ramènent leurs filets. La quiétude semble totale et contraste fort avec la tension politique et les embouteillages de la capitale. Ici, à deux heures et demie de voiture d'Accra, les Mercedes militantes, qui agacent tant le président J.J. Rawlings, n'ont pas encore fait leur apparition. Mais le véritable joyau architectural est situé plus loin, le long de l'Océan : ultime vestige des colonisateurs hollandais, danois et anglais, qui échan-

rent la côte pour se fournir en or et en bois d'ébène.

Le château d'Elmina, avec ses canons de bronze qui menacent l'envahisseur venu du large, est un curieux symbole. Les Fantis, ethnies du littoral, n'ont, en effet, pas toujours résisté. Intermédiaires ou renégats, ils se firent les alliés des marchands d'esclaves contre le puissant royaume ashanti. Il sont pourtant issus du même groupe ethnique, les Akan, majoritaires au Ghana. Mais, souvent méisés, comme les Ewés de la région Volta, ils étaient méprisés des Ashantis, qui s'ont jamais admis que la domination du pays leur échappe. Par sa mère, le président Rawlings est éwé.

La puissance des Ewés

Ce groupe ethnique, à forte tradition combattante, qui repoussa l'avancée du royaume ashanti vers l'est, est largement représenté dans l'armée ghanéenne. Souvent à l'origine des coups d'État, les Ewés sont nombreux parmi les officiers supérieurs et dans l'entourage du président, ce qui n'est le fruit du hasard. Le régime d'Accra étant fragilisé sur le plan social par une politique d'austérité imposée par le Fonds monétaire international (FMI), le « pays profond » Ashanti, notamment Kumasi, la ville traditionnelle, recommence à bouger, en dépit ou à cause de l'acte d'indépendance fait par l'Assemblée (roi des Ashantis), au chef de l'État et à sa « révolution ». Ce souhait d'un retour à l'ordre ancien n'est pas isolé. Une partie des intellectuels ghanéens (avocats, professeurs, médecins), ainsi que les quelques représentants de l'établissement bourgeois qui n'ont pas choisi l'exil, nostalgiques d'un système démocratique et parlementaire, murmurent aussi contre le régime. Pourtant, comparée à d'autres plus radicales (le Monde

du 5 juin), la menace qu'ils représentent apparaît encore bien mince.

Tel n'est pas le cas, surtout depuis quelques semaines, de la force syndicale du Trade Union Congress (TUC). En deux ans et demi pourtant, les conditions de vie de la population se sont, dans une certaine mesure, améliorées.

Le « miracle » ghanéen est en trompe-l'œil. Car qui peut acheter les marchandises importées qui ont envahi les marchés ?

« Jusqu'en 1983, raconte le représentant d'une compagnie étrangère, les gens ont vécu dans un état de quasi-famine. Les magasins étaient vides, il n'y avait rien à manger, rien à acheter, même pour ceux qui avaient de l'argent. Au début, la purge du FMI est bien passée parce que la population ne se rebellait plus. Une aide internationale est arrivée et, en septembre 1984, le mal a fait sa réapparition sur les marchés. » Une sécheresse sans précédent, le retour d'un million de réfugiés du Nigeria, la destruction des plantations de cacao par des feux de brousse, la baisse des cours, enfin une désorganisation de la production et un *mismanagement* (mauvaise gestion) dans tous les secteurs de l'économie, expliquent la grande crise de 1983.

Dévaluations successives

Dans les quartiers populaires, la profusion de *chop-bar* est révélatrice de la reprise économique du pays, tout comme le retour des commerçants libanais. « En 1983, se souvient un étudiant, quand une « mammy » ouvrait un *chop-bar*, c'était presque un événement dans le quartier. » Construit de brique et de broc, ces petites échoppes proposent des plats traditionnels : le

keney (boule de maïs pilé cuit dans de l'eau bouillie) et le *fu-fu* (igname-manioc ou igname-plantain). Pour 10 à 40 cedis, la plupart des habitants d'Accra se nourrissent ainsi, à la va-vite, sur le trottoir.

Le « miracle » ghanéen, annoncé imprudemment par certains experts

internationaux, est en effet en trompe-l'œil. Si les marchandises d'importation (en provenance du Togo, de Côte-d'Ivoire ou du Nigeria) ont envahi les marchés d'Accra, elles sont hors de portée de la bourse de la majorité des Ghanéens. L'augmentation du salaire journalier, porté à 90 cedis (le prix d'une bouteille de bière), pour compenser les dévaluations successives de la monnaie (1) s'est, en effet, accompagnée de hausses massives des tarifs publics et de la plupart des *social commodities* (marchés de base), suivant en cela les recommandations du FMI. Pourtant, sous les barreaux lépreux de Nims, le ghetto numéro un d'Accra, ou à Newton, autre bidonville de la capitale, l'argent circule : les riches Ghanéens, parfois, préfèrent se fonder dans la masse. « *Poverty is a culture* », dit-on avec humour à Accra.

Dans le centre-ville, l'illusion d'une presque opulence se poursuit : casques colonial et gants blancs, les policiers règlent, avec un flegme tout britannique, une circulation souvent paralysée. En partie grâce au *clean-up exercise* (exercice de nettoyage) auquel se livrent régulièrement de petits groupes de soldats, les rues sont propres et les marchands peu nom-

breux. Dans les quartiers résidentiels, des concessions boîtes abritent de vastes demeures blanches de style colonial.

A Legon University, le campus offre au regard des allées bien dessinées et des massifs de flamboyants. Toutes les disciplines disposent de pavillons bien entretenus, mais les étudiants ne mangent pas à leur faim et pétissent d'un manque cruel de moyens pour acheter livres et cahiers. Souvent, comme du reste les professeurs, ils préfèrent sécher les cours pour tenter de gagner un peu d'argent à l'extérieur. Au Ghana, la baisse du niveau de l'éducation, accentuée par la fermeture de toutes les universités pendant l'année 1983, prend des proportions inquiétantes.

La force du Trade Union Congress

Dans l'immédiat pourtant, il y a plus préoccupant. Le blocage des salaires a conduit depuis plusieurs années les employeurs à verser à leur personnel une multitude de gratifications et de primes, qui échappent à toute imposition. Engagé dans un programme de redressement économique, le gouvernement a estimé que le maintien de ce système était incompatible avec une politique de vérité budgétaire. Dans un premier temps, il a pris pour cible la « prime coloniale » de congé, accordée à l'origine aux Occidentaux expatriés et peu à peu étendue à tout le monde. L'annonce de sa suppression a provoqué une levée de boucliers de la part du Trade Union Congress.

Déjà, au début de l'année, le TUC avait dû s'incliner. Soucieux d'inciter la population à se remettre au travail, le gouvernement avait accordé une augmentation générale des rémunérations, en croisant délibérément l'éventail

des salaires. Les « petits » eurent droit à de faibles augmentations, alors que, en haut de l'échelle, celles-ci ont parfois atteint jusqu'à 70 % du traitement de base. De la part d'un gouvernement « révolutionnaire et progressiste », cette décision frisait la provocation. Aussi, à propos de l'indemnité de congé, les syndicats se sont mobilisés. En une journée, le TUC a fait descendre plusieurs milliers de travailleurs dans la rue, obligeant le premier ministre, M. P.V. Obeng, à différer l'application de cette mesure.

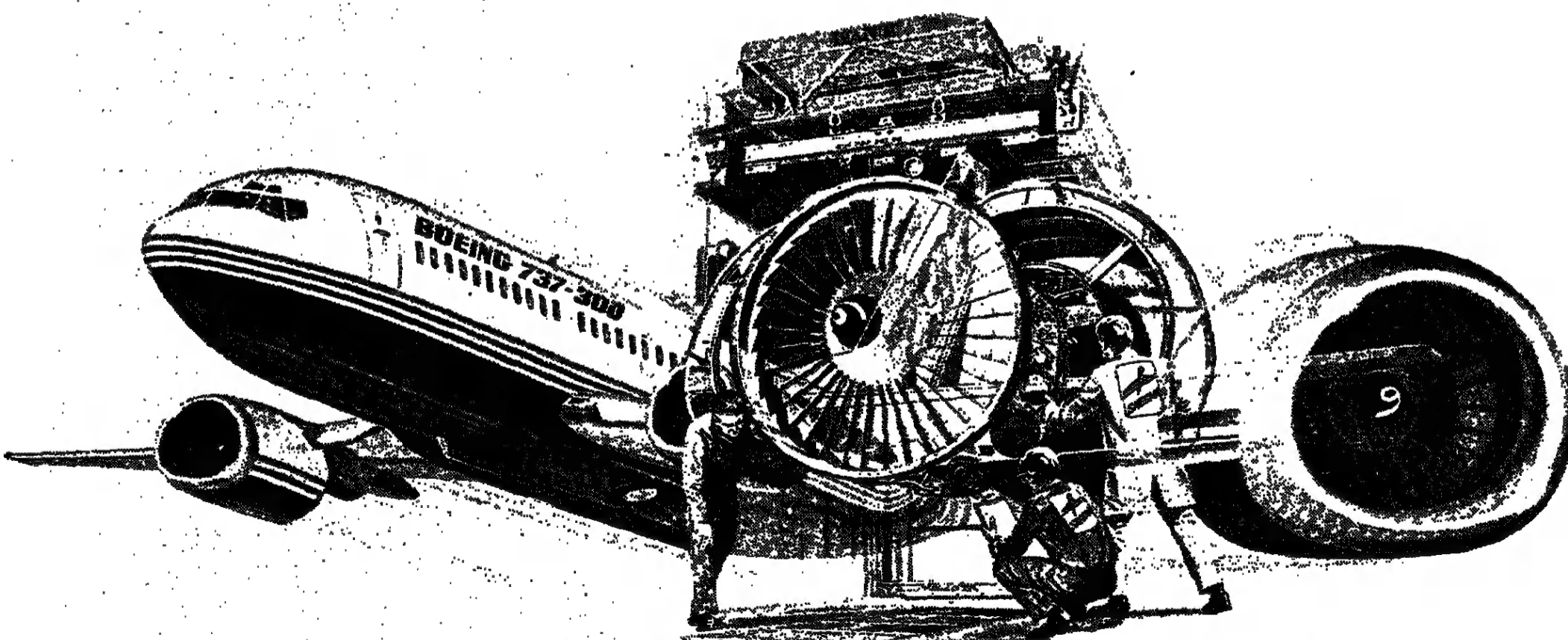
Sur le plan politique, l'affaire est d'importance, dans la mesure où, pour la première fois, le président Rawlings a dû reculer devant la pression sociale. Or, depuis que les autorités d'Accra ont été obligées de lâcher du lest en augmentant les salaires, le FMI se montre réticent à accorder de nouvelles facilités financières au Ghana. De son côté, le régime est contraint à une logique économique qui passe notamment par la taxation des quelque cent cinq primes distribuées aux salariés. Le TUC, enfin, a fait la preuve de sa détermination et de sa capacité à faire échec à la politique d'austérité en cours. Depuis quelques semaines, le ton monte à Accra entre le « front » syndical, accusé par les journaux proches du « château » de se faire le complice des « manœuvres de déstabilisation » du régime formées par les « éléments ennemis extérieurs », et le pouvoir.

Pour le président Rawlings, ce bras de fer avec le Trade Union Congress est sans doute plus lourd de menaces que n'importe quel complot.

LAURENT ZECCHINI

(1) La plus récente dévaluation du cedi a ramené sa parité à 90 cedis pour 1 dollar au taux officiel et à environ 150 cedis au taux parallèle.

QUELLE RÉUSSITE POUR LA FRANCE !



La plus belle réussite de l'aéronautique civile française en 1985 a été... le Boeing 737-300 !

Exclusivement équipés de moteurs CFM56 coproduits en France par la Snecma, les 737-300 vendus par Boeing au cours de la seule année 1985 ont représenté pour la France un chiffre d'affaires supérieur à celui engendré par la participation française à tout autre programme d'avion civil.

Ce succès est le fait d'une collaboration exemplaire qui a vu Boeing investir des centaines de millions de dollars sur ses fonds propres pour réaliser le mariage cellule-moteur parfait qui permet à Boeing de proposer le seul CFM56 pour la motorisation de ses 737-300.

Cette coopération a largement prouvé son bien-fondé. Elle est porteuse également de grandes promesses pour l'avenir.

BOEING

ENEL Le mystère de la vie et de la mort

politique

LES PARTISANS DE L'ANCIEN PREMIER MINISTRE
RELÈVENT LA TÊTE

M. Méhaignerie réaffirme la fidélité du CDS envers M. Barre

Le barisme, en plongée depuis le 16 mars, a engagé sa manœuvre de remontée à la surface. Son péricope traverse les rudes de la cohabitation. M. Raymond Barre lui-même se borne à réparer. Il ne dit rien, comme lors de sa figuration muette, mais télévisuelle, au troisième débat de censure de la législature, le 30 mai dernier à l'Assemblée nationale : ou bien il parle d'autre chose, comme le 7 juin à Metz.

M. Barre se montre, les baristes parlent. De plus en plus. C'est M. Charles Millon, député de l'Ain, membre du secrétariat politique du PR, qui, le 4 juin, s'inquiète de l'image « réactionnaire » qui pourrait coller à la politique du gouvernement. C'est M. Philippe Mestre, député de la Vendée, animateur des adhérents directs de l'UDF, qui, le 10 juin, sur France-Inter, confirme que le député de Lyon sera candidat à la prochaine élection présidentielle. C'est M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, président du CDS, qui, le même jour, sur la même station, affirme sa fidélité envers M. Barre.

Les baristes parlent, et le barisme se fait entendre au-delà du cercle des fidèles patentés. M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a repris, mardi, ses attaques contre le président de la République. Certes, a-t-il observé, les Français, selon les sondages, apprécient la cohabitation, parce qu'ils sont « fatigués des matches de catch » et « préfèrent l'apaisement ». Il n'est pas moins vrai, a-t-il dit, que M. Barre, qui « s'inscrit dans la tradition gaullienne », et attendra des partis, lorsqu'il se sera déclaré officiellement candidat, qu'ils le « rejoignent ». Au reste, a

observé M. Gaudin, le député de Lyon n'est pas dépourvu de structure politique : « Il y a déjà des mois que ses réseaux sont organisés », a dit le président du groupe UDF.

M. Léotard a ouvert la partie en déclarant, le 28 mai, à Antenne 2, qu'il faudra compter avec lui. Les bouches s'ouvrent. M. Méhaignerie à « Face au public » : « François Léotard a, certainement, des qualités évidentes. Cependant, je reste convaincu que la fonction présidentielle exige une très grande expérience politique et, probablement, la nécessité d'obtenir le maximum de consensus ». Et de préciser que lui-même et le CDS restent « fidèles à Raymond Barre ».

« La mandoline »

Tandis que Valéry Giscard d'Estaing, toujours cohabitationniste, semble chercher un créneau sur le côté droit de la majorité, quel que part entre le RPR et le Front national — y a-t-il un électoral potentiel ? On peut en douter, — les baristes regardent plutôt vers le centre, libéral, sans doute, mais aussi « social ». M. Méhaignerie n'a pas l'intention, a-t-il dit, de « tomber du balcon », mais il ne lui déplaît pas que M. Lionel Jospin soit venu, la semaine dernière, « jouer de la mandoline » sous ses fenêtres. Tout ce qui contribue à valoriser le centre est bienvenu pour le président du CDS et pour ses amis, ne serait-ce que pour rappeler à M. Jacques Chirac qu'il n'a pas, du côté de l'UDF, un seul partenaire nommé, M. Léotard.

Le RPR et son chef ne voient pas sans inquiétude l'agitation qui commence à l'UDF. Comme M. Chirac, la veille, M. Pierre Messmer, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a déclaré, mardi, que le sujet de l'élection présidentielle « n'est pas d'actualité ». « Pensons-y toujours, n'en parlons jamais », a-t-il demandé. A l'UDF, plus on y pense, plus on a envie d'en parler.

PATRICK JARREAU.

Nouveau coup de tabac pour la municipalité nantaise

De notre correspondant

Nantes. — Nouveau coup de tabac pour la municipalité nantaise, dirigée par M. Michel Chauty, sénateur RPR, qui est visé, cette fois, non par l'un de ses colistiers, mais par son prédécesseur à la mairie, M. Alain Chenard, député socialiste. Le coup décoché était mal ajusté, cependant, car la fusée lancée, lundi 9 juin par celui-ci, a fait long feu. « Une bulle de savon »,

pouvait affirmer le maire, preuves en main.

L'affaire est grave toutefois, puisque la commission nationale de l'information et des libertés, saisie par l'ancien maire, a dénoncé au parquet de Nantes, en date du 27 mai, « des faits susceptibles de constituer l'infraction de détournement du fichier électoral à des fins commerciales ».

Les faits sont les suivants : des centaines de personnes ont reçu d'un promoteur privé, les Pavillons de l'Atlantique, des enveloppes présentant des similitudes avec celles contenant des documents électoraux des cantonales de mars 1985. Il y était fait mention, notamment, du numéro du canton. De là à suspecter un détournement de fichier électoral, il n'y avait qu'un pas, vite franchi, semble-t-il, par la commission de contrôle, qui n'a pas pris soin d'enquêter à la mairie de Nantes et qui s'est contentée de demander à trois reprises des explications au président-directeur général de la société Les Pavillons de l'Atlantique. N'ayant reçu aucune réponse, elle a saisi le parquet.

M. Chauty a pu démontrer que les libellés du fichier électoral et ceux de la société commerciale n'étaient pas de même facture : les premiers sont au nom de la personne et ne font pas mention du numéro de canton, mais de celui du seul bureau de vote ; les seconds sont adressés « à M. et Mme » et correspondent effectivement aux cantons, avec d'ailleurs des erreurs dues aux modifications des derniers découpages. De leur côté, les promoteurs de cette société ont assuré qu'ils constituaient leur fichier en relevant les noms sur les boîtes aux lettres des immeubles. Enfin, on a vu des lettres adressées à des personnes nouvellement installées à Nantes et non inscrites sur les listes électorales.

C'est donc à la justice de trancher. A quelques jours d'une élection cantonale partielle, on assiste manifestement à un nouvel épisode de la guerre que se livrent l'ancien et le nouveau maire. La commission d'information et des libertés s'est-elle engagée à la légère ? M. Chauty a promis de faire part de son étonnement à M. Jacques Fauvet, le président de cette instance.

YVES ROCHONGAR.

Finlande UN REVE... TRES ACCESSIBLE

Si vous rêvez de nature, de nature authentique, c'est maintenant qu'il faut aller en Finlande. En été, la Finlande est plus verdoyante et plus ensoleillée que jamais. Laissez-vous tenter, réalisez vos rêves :

- Vacances à la ferme
- Chalet au bord de l'eau (en location)
- Balades en bicyclette (d'auberge en auberge)
- Circuits en canoë (de lac en lac)
- Pêche (au bord ou en barque)
- Randonnée découverte en Laponie.

Bon pour une documentation gratuite :
Office National du Tourisme de Finlande
13, rue Aubert, 75009 Paris. (1) 47 42 65 52
Nom
Adresse

DROIT D'ASILE CONFIRMÉ MAIS CONTROLES RENFORCÉS

Tour de vis pour les étrangers

(Suite de la première page.)

A noter, d'autre part, que les raisons de refus d'un visa ne seront plus indiquées « pour éviter une vaine surcharge de nos services consulaires ».

Pour le séjour en France, le gouvernement ne remet pas en question la carte de dix ans,

accordée et renouvelée de plein droit. C'était l'acquis le plus important des immigrés depuis 1981. L'« automatisme » de cette carte sera néanmoins limité, car il aura « conduit, dans certains cas, soit à susciter des pratiques frauduleuses, soit à encourager le maintien sur le territoire français de personnes sans ressources bien définies qui ne s'assimilent que malaisément à la population locale ». Le renouvellement de la carte de dix ans pourra notamment être refusé à l'étranger qui « constitue une menace pour l'ordre public » (la législation actuelle ne retient que la notion de « menace grave », et c'est très différent).

Quant à l'immigré qui se sera absenté de France plus de douze mois consécutifs sans demande préalable, il sera considéré à son retour comme un nouvel immigré. Autre restriction, encore plus importante : il n'y aura plus de rattrapage pour les jeunes étrangers entrés en France avant l'âge de dix ans, en dehors de la procédure du regroupement familial. S'ils ne sont pas en mesure de prouver qu'ils résident régulièrement en France depuis dix ans au moins, ils pourront être expulsés à leur majorité.

Pour les mesures d'éloignement du territoire, le gouvernement efface la loi du 29 octobre 1981. C'est-à-dire qu'il restitue à l'autorité administrative le droit d'ordonner la reconduite à la frontière d'un étranger en situation irrégulière : la police remplace la justice. Et, pour les expulsions — de clandestins, de délinquants ou de personnes jugées dangereuses — une plus grande latitude est laissée au ministère de l'Intérieur.

Concrètement, l'étranger qui « constitue une menace pour l'ordre public » pourra être expulsé ; dans les départements frontaliers, l'expulsion pourra être prononcée par le représentant de

l'Etat ; la commission départementale d'expulsion n'aura plus qu'un rôle consultatif ; et les catégories de personnes non expulsables « sauf urgence absolue », seront réduites.

Le gouvernement a renoncé, en revanche, à faire figurer dans son projet l'expulsion d'un étranger qui se livrerait, à partir du territoire national, « à des agissements préjudiciables aux intérêts de la France dans le monde ». Selon le Conseil d'Etat, cette disposition serait inutile puisque la préparation d'actions violentes est déjà passible d'expulsion ; elle serait dangereuse, car elle pourrait susciter des exigences inacceptables de gouvernements étrangers ; et, de surcroît, contraire aux conventions internationales. De même, sur l'avis du Conseil d'Etat, il n'est plus question de retirer un titre de séjour à celui-ci ayant été délivré à partir de documents falsifiés ou sur la foi de fausses déclarations.

La loi

et son application

Les associations de défense des immigrés, qui ont frappé à toutes les portes depuis quelques semaines, se féliciteront sans doute des modifications apportées au projet gouvernemental. Mais ce tour de vis, même atténué, ne peut évidemment les satisfaire, et, pour l'avenir, elles ont au moins trois motifs d'inquiétude.

D'abord, rien n'interdit au Par-

lement d'amender les mesures proposées dans un sens plus restrictif. On peut faire confiance au Front national pour sonner la charge à cette occasion. Or plusieurs députés de la majorité ne sont pas insensibles aux objurgations de M. Le Pen.

D'autre part, il y a toujours une marge entre la loi et son application, surtout en matière d'immigration. Les associations humanitaires n'ont cessé de dénoncer la manière cavalière, sinon franchement illégale, dont certains fonctionnaires traitent les étrangers. Déjà vrai sous la gauche, cet excès de zèle n'a aucune raison de s'apaiser avec un gouvernement qui place ouvertement « l'immigration sous surveillance », comme titrait mardi le Figaro.

Restent enfin les effets psychologiques et sociaux de la nouvelle réglementation : les associations de défense des immigrés craignent « une déstabilisation de toutes les communautés étrangères installées en France » et une « précarisation de la situation des jeunes immigrés » qui s'accentuerait avec la réforme projetée du code de la nationalité.

En guise de réponse, dans son exposé des motifs, le gouvernement déclare garantir aux étrangers en situation régulière « les conditions de séjour les plus stables » et vouloir conclure avec eux un « contrat moral ». En a-t-il vraiment pris les moyens ? Toutes ses initiatives, jusqu'à présent, n'ont porté que sur les clandestins et les délinquants.

ROBERT SOLÉ.

L'inquiétude des beurs lyonnais

De notre correspondant régional

Lyon. — Mêmes motifs et mêmes punitions ? A l'évidence, les arguments développés par la très active communauté lyonnaise des jeunes issus de l'immigration pour s'opposer aux dispositions prévues dans le projet de loi relatif au statut et au séjour des étrangers en France ressemblent à ceux développés il y a cinq ans dans le même ville. Une grave de la faim de vingt-neuf jours d'un prêtre et d'un pasteur, le Père Christian Delorme et le pasteur Jean Costil, avait posé — entre les deux tours de l'élection présidentielle — la question des expulsions des jeunes étrangers nés en France. « Une mesure inefficace et criminelle », disaient alors les deux grévistes de la faim.

Cinq ans plus tard, le relais est en passe d'être pris par deux jeunes responsables de l'association Jeunes Arabes de Lyon et banlieue (JALB), Djida Tazdait et Nasser Zak, qui n'excluent pas une grave de la faim « illimitée » entre l'adoption du projet de loi par le conseil des ministres et la discussion parlementaire. En attendant cette action, les « JALB » ont indiqué, mardi 10 juin, au cours d'une conférence de presse, qu'ils avaient écrit au premier ministre pour

tenter d'obtenir une entrevue et des apaisements, pour éviter d'être placés dans « une situation de précarité qui laisserait la place à tous les abus ».

La jeune communauté arabe se montre surtout préoccupée par la notion de « menace pour l'ordre public » et à l'encontre de l'avenir de la carte de séjour de dix ans. Ses membres « refusent la précarité » et veulent maintenir un « droit acquis » tout en s'inquiétant du fait de voir certains services de police avancer d'une loi, au nom de la sécurité, des expulsions avant le vote du Parlement, et donc avant des décrets d'application. Une procédure propre, estiment-ils, à fabriquer des marginaux sans papiers. A propos de l'expulsion des délinquants, ils s'élevaient contre le principe d'une « double peine » pour un seul délit.

Reste l'ambiance : le « règne d'une psychologie sécuritaire » dont Djida Tazdait, présidente des JALB, relève la permanence, tout en s'inquiétant de la multiplication des « bavures » policières. Un « réseau d'alerte » sur d'éventuels débordements est imaginé. Une manifestation est prévue à Orléans. Les jeunes Arabes tentent, une nouvelle fois, de faire entendre leurs arguments au-delà de l'agglomération lyonnaise.

CLAUDE RÉGENT.

L'attitude sélective des socialistes

Les députés socialistes ont entamé, le mardi 10 juin, l'examen des quatre projets de loi sur la sécurité que le gouvernement souhaite soumettre au Parlement avant les vacances.

M. Pierre Joxe, président du groupe PS de l'Assemblée nationale, a souligné, à l'issue de ce premier examen, que le gouvernement n'a pas « récusé » un certain nombre de mesures prises par les socialistes en matière de prévention ou de répression. L'ancien ministre de l'Intérieur a remarqué que la gauche au pouvoir avait entrepris « une action de longue durée, de longue haleine, qui commence à porter ses fruits ». M. Joxe a estimé que la baisse de la délinquance ne s'interrompt pas à l'ancienne politique « n'est pas abandonnée ».

« Dans la lutte contre l'insécurité, nous avons réussi », a rappelé le président du groupe socialiste, avant de souligner, à propos des déclarations d'intention du gouvernement de M. Chirac : « Dire que

tous les moyens sont bons est une imposture ». Les députés socialistes jugent au contraire qu'il importe de « choisir les bons moyens ». C'est ce critère qui déterminera les positions que prendra, au coup par coup, le groupe socialiste sur chacune des vingt mesures « extraordinairement dispersées » que regroupent au total ces quatre projets.

Les socialistes ne prononcent donc aucune condamnation globale de principe de ces textes, puisque, aux dires de M. Joxe, ils distinguent, au terme d'un examen « empirique, pragmatique, réaliste », les mesures qui leur paraissent « utiles » — quitte à les amender — de celles qui leur paraissent « inutiles et dangereuses », de celles enfin qui leur paraissent carrément « condamnables ».

En outre, les socialistes retiennent, le cas échéant, les mesures qui leur paraissent « susceptibles d'aider à lutter contre le terrorisme ».

CEPES
57, r. Ch.-Lafitte, 92000 Nanterre. 47.22.94.94 - 47.45.08.19
médecine pharmacie
stage pré-rentre septembre - soutien annuel - classe prépa.
3 centres : Châtillon laux, Neuilly, Nanterre, Créteil, Orsay.

عبدالله من لاصيل

EN ATTENDANT LA MISE AU POINT D'UNE LOI-PROGRAMME

M. Pons lance une campagne pour développer les investissements privés outre-mer

« DOM-TOM, la jeune France, c'est le moment d'investir. » C'est sous une affiche portant ce slogan que M. Bernard Pons a lancé, le mardi 10 juin, une campagne d'information dont l'objectif est de vulgariser le plan de décentralisation inséré par le gouvernement dans la loi de finances rectificative pour inciter les entreprises et les particuliers à investir dans les départements et les territoires d'outre-mer.

Ce plan d'une incontestable ampleur est conçu dans l'espoir de remédier à une situation de l'emploi catastrophique, les taux de chômage étant dans la plupart des départements d'outre-mer beaucoup plus élevés qu'en métropole (le nombre des demandes d'emploi non satisfaites a progressé entre 1980 et 1984 de 46 %).

« Face à une situation exceptionnellement grave, le remède ne pouvait qu'être exceptionnel », a souligné le ministre des DOM-TOM. C'est pour cela que le premier ministre m'a auto-

risé, dans le cadre du collectif budgétaire, à prévoir des mesures exorbitantes du droit commun en faveur du développement des DOM-TOM, ainsi que pour les collectivités territoriales de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte.

Les dispositions prévues pour favoriser les investissements des capitaux privés outre-mer seront, en effet, valables pour une durée de six ans. Toutes les entreprises et tous les contribuables de métropole et d'outre-mer pourront en bénéficier, dès lors qu'il s'agira d'investir dans l'un des neuf secteurs suivants : industrie, pêche, hôtellerie, tourisme, énergies nouvelles, agriculture, bâtiment et travaux publics, transport, artisanat. Qu'il s'agisse donc de créer une entreprise ou de construire un logement.

1) Les mesures concernant les investissements des entreprises seront mises en application à partir du 15 septembre. Jusqu'au 31 décembre 1996, les entreprises intéressées pourront ainsi déduire la totalité de leurs investissements productifs dans les DOM-TOM de leurs bénéfices imposables (au lieu de la moitié, comme c'était le cas jusqu'au 31 décembre 1985). Et il n'y aura plus besoin d'agréation préalable. Seules les opérations supérieures à 30 millions de francs devront être soumises à un accord ministériel. Les activités nouvelles créatrices d'emplois seront également exonérées de l'impôt sur les sociétés.

2) Les mesures de défiscalisation concernant les particuliers qui investiront sous forme d'actions dans des sociétés exerçant leurs activités dans les secteurs retenus, ou qui investiront dans une société de développement régional d'outre-mer, seront applicables dès 1986. Relèveront également de ce régime les contribuables « qui feront construire outre-mer leur habitation principale, un immeuble destiné à la location, ou qui souscriront des parts dans une société construisant des logements destinés à l'habitation principale ».

Dans ces cas, pendant les cinq ans qui suivront leurs placements, les particuliers bénéficieront d'une réduction de leur impôt sur le revenu : 10 % du placement chaque

année jusqu'en 1989, et 5 % du placement chaque année de 1990 à 1996.

Le manque à gagner pour l'Etat sera de l'ordre de 19 millions de francs en année pleine, mais M. Pons a justifié cet effort « sans précédent par son ampleur et sa durée » par l'impératif « prioritaire » de la lutte contre les « chiffres intolérables » du chômage.

Le ministre des DOM-TOM a ajouté que l'ordonnance en préparation pour favoriser l'emploi des jeunes de seize à vingt-cinq ans sera appliquée outre-mer de la même façon qu'en métropole. Toute embauche d'une durée minimale de trois mois ouvrira droit à l'exonération des cotisations dues au titre des prestations familiales. Quand l'embauche sera effectuée sur un contrat de qualification, d'adaptation ou d'apprentissage, l'employeur sera exonéré de la totalité des cotisations dues au titre des assurances sociales, des accidents du travail et des prestations familiales. Il sera exonéré de la moitié de ces cotisations si l'embauche intervient au plus tard quatre mois après la fin d'un contrat d'apprentissage, de qualification, d'adaptation ou d'un stage d'initiation à la vie professionnelle.

M. Pons, qui souhaite donner un retentissement maximal à ce plan, se rendra personnellement, en septembre, aux Antilles et en Guyane, puis, en octobre, à la Réunion, en compagnie de délégations de chefs d'entreprise afin de sensibiliser à sa démarche tous les détenteurs de capitaux privés.

Dans l'immédiat, une campagne d'annonces est prévue, avec le support de la presse économique.

La loi retardée ?

Normalement, ce dispositif doit être complété par d'autres mesures prévues dans la loi-programme pour les départements d'outre-mer en préparation. M. Pons a déjà soumis à l'examen des élus locaux de la majorité les grandes lignes d'un avant-projet ambitieux. Il envisage notamment la création de « zones de liberté économique » qui bénéficieraient de privilèges fiscaux (exonérations des droits de douane, sup-

pression des droits indirects, réductions de charges sociales, etc.). Il propose aussi de libéraliser le transport aérien en mettant fin au monopole d'Air France entre la métropole et les DOM. Il retient la possibilité de légiférer par ordonnances pour régler les problèmes du secteur touristique. Il préconise, conformément au programme électoral du RPR, d'instaurer la « parité sociale globale » entre les DOM et la métropole. Il insiste, surtout, sur la nécessité, pour conduire outre-mer une politique cohérente, de prévoir des engagements budgétaires fermes pendant toute la durée de la législature.

Mais ce projet de loi-programme implique une telle charge financière que M. Pons rencontre actuellement de grosses difficultés, non seulement avec les ministères des finances et du budget mais avec tous les autres ministères concernés — ils sont vingtaine — au moment où ceux-ci sont priés par le premier ministre de modifier leurs propres projets pour faire des économies.

Les arbitrages du chef du gouvernement donneront-ils à M. Pons les moyens de son ambition ? Le ministre des DOM-TOM, qui avait participé, le matin, à une nouvelle réunion interministérielle consacrée aux orientations budgétaires pour 1987, n'exprimait, mardi après-midi, aucune certitude. Il a même tenu à exposer son point de vue sans détour pour placer ses collègues devant leurs responsabilités : « Je ne suis pas décidé à déposer un projet de loi qui serait limité à des déclarations d'intention. Si la situation générale est telle qu'elle ne permette pas de prendre les mesures qu'appellent les priorités retenues par le premier ministre dans sa déclaration de politique générale, il vaut mieux les différer. » M. Pons refusait donc tout faux semblant : « Ou il y aura une loi-programme comportant les mesures nécessaires ou il n'y en aura pas... » On se pouvait mieux dire que les choix de M. Chirac donneront la mesure de la détermination de la nouvelle majorité à mener outre-mer une politique volontariste qui soit à la hauteur des mille problèmes à résoudre.

ALAIN ROLLAT.

Le Sénat a modifié le projet de loi sur la Nouvelle-Calédonie

Le Sénat a voté à main levée, le mardi 10 juin, le projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie dont il avait débattu mercredi dernier (le Monde du 6 juin). Les socialistes et les communistes se sont prononcés contre le texte, retouché par la majorité sénatoriale avec l'accord du gouvernement.

La fin de la discussion des articles a été marquée par l'adoption de quelques autres amendements de détail. C'est ainsi que le Sénat a accepté une précision souhaitée, au nom du groupe RPR, par le président du Congrès du territoire, M. Dick Ukeiwé : c'est ledit Congrès qui deviendra compétent pour fixer le seuil minimum de salaires au-delà duquel les chefs d'entreprise seront tenus d'appliquer, en Nouvelle-Calédonie, la législation du travail relative aux institutions représentatives du personnel. De même, la majorité sénatoriale a accepté un amendement du gouvernement précisant que l'article 26 de l'ordonnance du 13 novembre 1985, interdisant, dans les conventions et accords collectifs de travail, les clauses comportant des indexations sur le salaire minimum garanti, s'appliquera désormais « aux conventions et accords conclus dans

le secteur public et parapublic territorial ».

Le ministre des DOM-TOM a demandé, d'autre part, une nouvelle délibération de l'article 15, qui avait été adopté, avec son appui, la semaine dernière, sur proposition de M. Ukeiwé, contre l'avis de la commission des lois.

Celle-ci a accepté, cette fois, la nouvelle mesure présentée par MM. Pons et Ukeiwé, qui ne change rien à la décision prise : les allègements fiscaux initialement prévus au seul bénéfice des contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu s'appliqueront aussi aux sociétés. Il a été simplement explicité que seront concernés à la fois l'impôt sur le revenu et « l'impôt sur les bénéfices des sociétés ».

La date à partir de laquelle les députés examineront à leur tour ce projet de loi en première lecture n'est toujours pas fixée.

NOMINATIONS DE PRÉFETS

Le conseil des ministres du 11 juin a adopté le mouvement préfectoral suivant :

• **INDRE-ET-LOIRE.** — M. Michel Desnos, préfet de l'Yonne, est nommé préfet d'Indre-et-Loire en remplacement de M. Claude Guyon nommé hors cadre.

• **YONNE.** — M. Philippe Parant, directeur à la direction générale de la sécurité extérieure au ministère de la défense, est nommé préfet de l'Yonne.

• **HAUTE-MARNE.** — M. Philippe de Massières, sous-préfet de Mulhouse, est nommé préfet de la Haute-Marne en remplacement de M. Jean-Claude Roure, remis à la disposition de son corps d'origine.

• **MEUSE.** — M. Jean-Paul Frouin, sous-directeur de l'administration territoriale au ministère de l'Intérieur, est nommé préfet de la Meuse en remplacement de M. Maurice Sigel, nommé préfet hors cadre.

• **Le MGP et les « mesures réactionnelles » du gouvernement.** — Le Mouvement gaulliste populaire (gaullistes de gauche) dont le conseil national s'est réuni, lundi 9 juin, exprime « son effacement devant l'ensemble des mesures réactionnelles prises ou annoncées » par le gouvernement. Le MGP condamne la réapparition d'une véritable politique de classe, aggravée par les projets de démantèlement de notre économie mixte et du secteur public de l'audiovisuel.

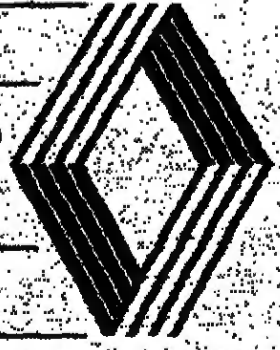
12, 13, 14 JUIN CHEZ RENAULT

2 JOURS D'EXCEPTION

Avant la collection 1987
• Prix exceptionnels sur des modèles neufs 86 disponibles
• Crédit exceptionnel au TEG de 8,8 % sur 12 mois.

Jusqu'au 30 juin 1986, la DIAC vous propose un crédit de 8,8% sur 12 mois, valable sur toutes les Renault neuves de tourisme millésime 86 disponibles (sauf Renault 21 et 9 Louisiane). Apport minimal 20%. Exemple pour 10000 F empruntés : TEG 8,8%, 12 mensualités de 873,58 F soit un coût total de 10482,96 F. Sous réserve d'acceptation du dossier par DIAC S.A., au capital de 350 000 000 F. R.C. Paris B 542062435-51-53 Champs-Élysées 75008 Paris.

RENAULT
DES VOITURES
À VIVRE



RENAULT présente

de sélectivité des soins

EPES
decine pharm

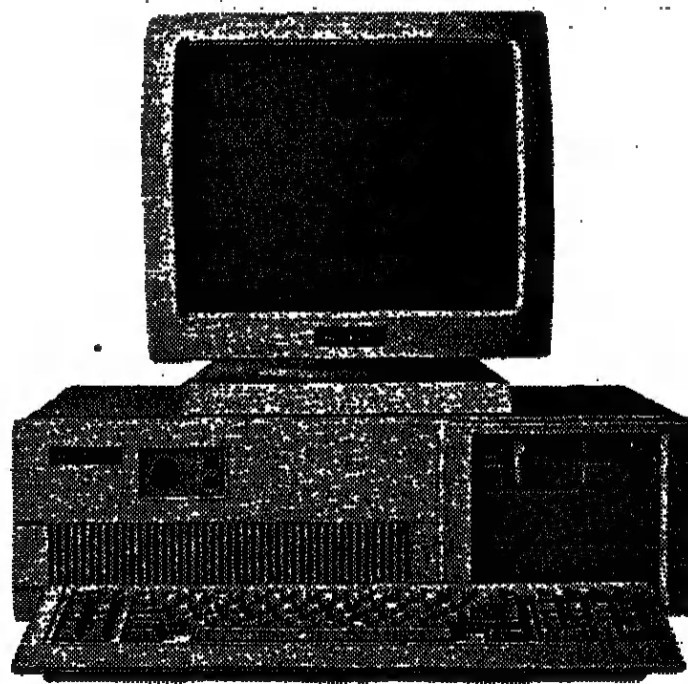
TANDON EXPRIME SES A TOUS SES

**C'est vrai. A ce prix-là,
le nouveau PCA 40 de
Tandon fait mal. Très mal
à la concurrence.**

**Rapide, puissante,
évolutive, cette machine
d'avant-garde est dotée
en standard, d'un disque
dur de 40 Mo, l'un des
plus gros de la catégorie
et d'interfaces série,
parallèle.**

**Le micro-processeur
Intel 80286 fonctionne à
8 MHz, mais peut, si vous le
désirez, marcher à 6 MHz.**

**PCA 40 (80286 à 8MHz)
32 995 FHT***

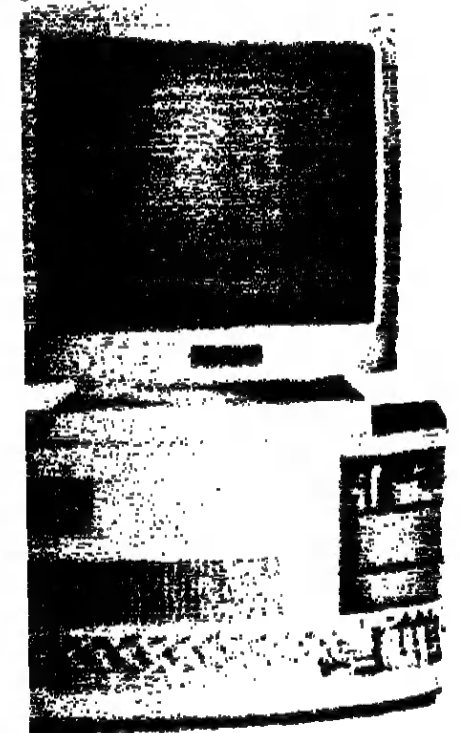


Compatible IBM AT**
Microprocesseur Intel 80286/8MHz
Mémoire centrale : 512 Ko
Disque dur : 40 Mo
Lecteur de disquette : 1.2 Mo
Moniteur 14"
Interface série parallèle

DON
SES
SES

REGRETS CONCURRENTS.

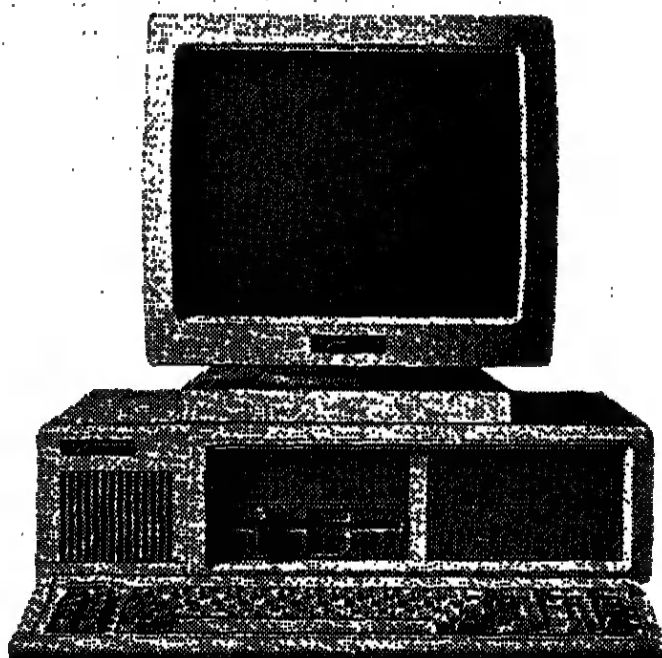
A 40 (80286 à 8MHz)
32 995 FHT*



Certains s'étonnent de ces prix incroyables. Il est bon de leur rappeler que Tandon est devenu en quelques années, grâce à une remarquable politique de rapport qualité/prix, leader mondial sur le marché des disques magnétiques. Pour ses micro-ordinateurs, Tandon met en œuvre la même politique. Même qualité, même prix.

De là à ce que Tandon devienne le leader mondial sur le marché de la micro...

PCX 10
14 995 FHT*

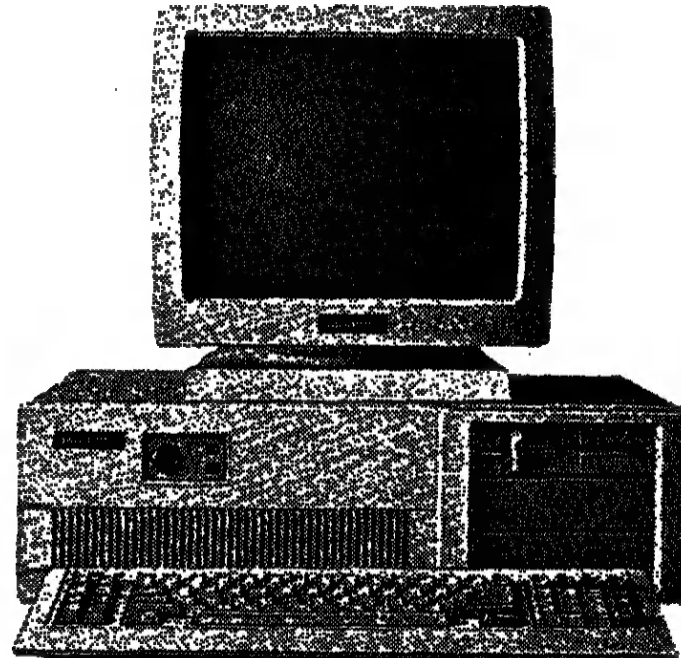


Compatible IBM XT**
Microprocesseur Intel 8088
Mémoire centrale : 256 Ko
Disque dur : 10 Mo
Lecteur de disquette : 360 Ko
Moniteur 14"

*Prix de vente conseillé au 10.6.1986

**IBM AT et IBM XT sont des marques déposées de International Business Machines Corporation.

PCA 20
24 995 FHT*



Compatible IBM AT**
Microprocesseur Intel 80286/8 MHz
Mémoire centrale : 512 Ko
Disque dur : 20 Mo
Lecteur de disquette : 1.2 Mo
Moniteur 14"

Pour recevoir gratuitement notre documentation, renvoyez ce coupon à : Tandon S.A. ou téléphonez au : (1) 47.60.19.00.

Nom _____ Société _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____ Tél _____

M 11-6-86

Tandon

Computer S.A.

165 boulevard de Valmy, 92706 Colombes

POLITIQUE

LE STATUT DE LA PRESSE DEVANT L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET

Un texte de portée limitée

Un nouveau marathon législatif a commencé, le mardi 10 juin, à l'Assemblée nationale avec le début de la discussion de la loi sur la presse. M. François Léotard, grand amateur de ce sport, devra user de toute son expérience des courses d'endurance pour franchir la ligne d'arrivée en vainqueur, c'est-à-dire ériger au premier ministre d'avoir à nouveau recours à l'engagement de la responsabilité de son gouvernement. Socialistes et communistes ont, en effet, l'intention de s'opposer à ce projet (plus de cinq cents amendements ont déjà été déposés),

L'Assemblée nationale, le mardi 10 juin, commence la discussion de la proposition de loi adoptée par le Sénat réformant le régime juridique de la presse.

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, M. Michel Péricard (RPR, Yvelines) explique que ce texte vise à « démanteler le complexe échafaudage législatif résultant de la combinaison de l'ordonnance de 1944 et de la loi de 1984 » pour « retrouver l'esprit de la grande loi libérale de 1931 sur la liberté de la presse ». Puis il affirme que les rédacteurs du texte de 1944 « n'avaient pas l'intention d'interdire toute concentration », et que celui-ci est resté « lettre morte » à cause « des excès de lourdeur des obligations imposées aux publications en matière de transparence ».

Reprochant aux socialistes de n'avoir pas amélioré le système des aides financières de l'Etat à la presse, M. Péricard critique sévèrement la loi de 1984. S'il reconnaît que son objectif de « transparence » était « parfaitement légitime », il pense que ses dispositions ont été « le plus souvent trop tatillonnes ou trop extensives ». S'il juge « dangereuse » la fusion de titres en un seul, il affirme que le rassemblement de titres dans un groupe de presse « tout en conservant leur personnalité propre » est « un des moyens les plus efficaces de sauvegarder le pluralisme ».

Le député RPR explique que, après la décision du Conseil

alors que le Front national a annoncé qu'il le soutiendrait.

Si la divergence fondamentale sur la conception de l'entreprise de presse entre la gauche et la droite, déjà apparue lors de la discussion de la « loi Fillioud », s'est confirmée, quelques points de convergence sont apparus. Tous les orateurs ont insisté sur la nécessité de modifier d'urgence les mécanismes d'aide de l'Etat à la presse. Tous ont aussi convenus que l'appropriation du phénomène de

constitutionnel annulant une partie du texte voté en 1984, mais rétablissant des articles de l'ordonnance de 1944, « une clarification était indispensable ». C'est ce que fait, selon lui, la proposition de loi en « abrogeant des dispositions dont la nocivité n'était attestée que par l'impossibilité de les appliquer ». Affirmant qu'elle est de « bon sens » et « volontairement une portée limitée » pour « restaurer pleinement la liberté de la presse », il ajoute qu'elle « ne saurait suffire à résoudre les problèmes de celle-ci, qui, d'ordre essentiellement économique, appellent la recherche de nouvelles formules législatives tant en matière de concentration et de concurrence qu'en matière d'aides publiques ». Il explique que le phénomène de la concentration ne peut plus « être appréhendé dans le seul domaine de la presse écrite ».

M. Léotard : les concentrations favorisent le pluralisme

Souhaitant que des dispositions favorisent « la constitution et l'organisation de la concurrence de groupes multimédias nationaux », il reconnaît que ce n'est pas l'objet de ce texte, mais espère connaître les « intentions » du ministre. Il ajoute que la réforme des aides à la presse, « sans cesse promise, jamais engagée (...) ne saurait souffrir d'être différée une nouvelle fois ».

En citant une formule héritée du siècle des Lumières - « il convient de ne toucher aux lois que d'une main tremblante » - M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, défend le principe selon lequel il faut limiter au minimum toute législation en matière de presse. « Le gouvernement a donc pesé » en toute conscience le poids de ses intentions. La proposition de loi, a estimé M. Léotard, est « simple et précise ». Elle a été rédigée en référence au texte fondamental de la loi du 29 juillet 1981, qui rétablissait la liberté d'expression. En revanche, « les règlements de compte ont été le souci premier de la loi sur la presse du 23 octobre 1984 (...) dont le champ d'application », en excluant la presse associative, récréative et syndicale, « est à géométrie variable ». Cette loi, estime le ministre de la communication et de la culture, a abouti « à un contrôle tatillon de l'entreprise de presse » et a accru « la menace de disparition d'un certain nombre de titres ».

Reconnaissant que « les intentions du législateur de 1944 (...) étaient sans doute justifiées », le ministre de la culture et de la communication affirme que les modalités retenues « étaient trop ambitieuses et leur non-application a été le résultat de leur complexité et de leur imperfection ». Il ajoute que la proposition en discussion « rétablit des conditions raisonnables de trans-

concentration ne doit plus se faire au seul niveau de la presse écrite mais de l'ensemble des moyens d'information. Aussi, ouvertement à gauche, plus discrètement à droite, on a regretté que ce texte ait été disjoint de celui de l'audiovisuel.

N'est en effet discutée, cette fois, qu'une proposition d'origine sénatoriale qui se borne à supprimer l'ordonnance de 1944 et la loi de 1984 et à imposer quelques règles légères en matière de transparence financière aux éditeurs de journaux. La majorité souhaite pourtant aller un peu plus loin que le Sénat en fixant une limite à la concentration des titres. Certains à l'UDF, comme M. Jean-Pierre Solson, le regrettaient. D'autres, au contraire, comme M. François d'Aubert, voulaient qu'une entreprise de presse écrite, déjà en position dominante dans sa région, M. Hersant dans le Rhône par exemple, ne puisse obtenir la possibilité de détenir un réseau câblé, une radio ou une télévision locale. La gauche approuve un tel souhait, mais la majorité paraît, pour l'instant, très hésitante.

loi, c'est l'absence de loi ou plutôt la loi de la jungle. Lui répondant, M. Christiane Papon (RPR, Val-de-Marne) affirme que l'amendement « anti-concentration » que va proposer M. Péricard est « parfaitement constitutionnel puisqu'il ne réduit en rien la liberté de la presse ». Elle ajoute que cette proposition de loi « est l'une des priorités majeures de la plateforme RPR-UDF pour laquelle les Français se sont prononcés ». L'exception d'irrecevabilité est alors repoussée par 324 voix (RPR, UDF, FN) contre 251 (PS, PC).

M. Queyranne : la dette de la majorité

M. Jean-Jack Queyranne (PS, Rhône) défend une question préalable, car il estime qu'il n'y a pas lieu à débattre. Il s'oppose de la « hâte » mise par le gouvernement à faire discuter une proposition « bâclée » adoptée « à la sauvette » par le Sénat. Il affirme que la presse n'y retrouve pas l'écho de ses préoccupations, c'est-à-dire une adaptation de son « régime économique ». Il ajoute que les projets gouvernementaux sur l'audiovisuel vont « déstabiliser profondément l'économie fragile de la communication ». « Si vous privatisez TF1, vous signez l'acte de décès de nombreux titres ».

L'orateur socialiste déclare à M. Léotard : « Votre majorité a contracté une dette ; le Sénat a versé un acompte ; il faut maintenant que vous régliez le solde. Chaque matin, le Figaro dicte au gouvernement la conduite qu'il doit tenir. » Il ajoute : « Vous exaucez le vœu du PDG du Figaro (...) en légitimant ses dernières acquisitions. » Pour lui, cette proposition ne veut qu'annuler les textes de 1944 et de 1984 : « les autres articles n'étant que pour habiller le dix-neuvième ».

M. Queyranne affirme aussi que la transparence organisée par cette proposition « est en trompe-l'œil », que les limites à la concentration voulues par M. Péricard ne sont qu'« un rideau de fumée ». Il regrette aussi la suppression de toutes références à l'obligation d'une « équipe rédactionnelle ». Il constate enfin que si M. Léotard veut supprimer la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse, il en crée une semblable pour l'audiovisuel.

M. d'Aubert : vigilant sur la concurrence

M. François d'Aubert (UDF, Mayenne), en lui répondant, s'étonne qu'il ait peu défendu la « loi Fillioud-Mauvois ». Il explique que la majorité « est favorable à la transparence financière des entreprises de presse, mais pas au prix de la création d'un tribunal d'exception, pas en fai-

sant des entrepreneurs de presse des bourses émissaires, pas au risque de tarir les sources de financement des journaux ». Reconnaissant qu'en la matière la proposition fait preuve d'« hyper-réalisme », il pense que « quelques obligations auraient pu être ajoutées sans gêner personne ».

A propos de la concentration, M. d'Aubert fait remarquer que la taille des entreprises françaises de communication « n'est pas à la dimension » de celles des autres pays européens. Il reconnaît que « favoriser le pluralisme et éviter les positions dominantes n'est pas facile ». Il souhaite donc « le retour à la liberté mais après l'établissement de règles claires en matière de concurrence ». Il explique que pour éviter « des monopoles » il faut que la loi fixe quelques règles, mais surtout qu'une « commission » établisse « une jurisprudence ». Pour lui la barre des 30 % proposée par le rapporteur « est mieux que rien », mais ne règle pas le problème des monopoles régionaux.

Lui aussi pense que le vrai problème se pose lorsqu'il y a concentration des moyens de presse écrite et audiovisuel, d'où les amendements qu'il a déposés en son nom personnel pour éviter que soit accordée une autorisation d'exploitation d'un réseau câblé, d'une radio locale ou d'une télévision locale à une entreprise de presse écrite en position dominante dans sa région. S'il reconnaît que cela pourra être étudié lors de la discussion de la loi sur l'audiovisuel, il annonce : « Sur la protection de la concurrence, nous serons particulièrement vigilants ».

La question préalable est alors repoussée par 325 voix (RPR, UDF, FN) contre 251 (PS, PC).

Dans la discussion générale, M. Robert-André Vivien (RPR, Val-de-Marne) affirme que les conditions de concession de la cinquième chaîne sont « à la limite de la forfaiture et de la Haute Cour ». M. Bernard Schreiner (PS, Yvelines) insiste sur la nécessité de prévoir la possibilité de créer des entreprises multimédias. M. Solson (UDF, Yonne) pense « qu'une liberté à 30 % n'est pas une véritable liberté ». « J'aurais préféré le vent du grand large » dit-il.

M. Marcel Rigout (PC, Haute-Vienne) affirme que l'aide à la presse « est détournée pour les plus prospères » et s'inquiète du « danger » que représente la constitution de groupes multimédias. M. Gabriel Domenech (FN, Bouches-du-Rhône) annonce que son groupe votera cette proposition de loi car il se félicite de l'abrogation de la loi de 1984 « faite contre un seul citoyen ».

La suite de la discussion est renvoyée à jeudi, la journée de mercredi devant être consacrée à la discussion de la motion de censure socialiste après la suppression de l'autorisation administrative de licenciement.

Th. B. et Y.-M. L.

SERETE

L'avenir d'une société d'ingénierie, c'est la compétence et le dynamisme de son personnel

La direction veut licencier

La direction générale de SERETE a engagé, le 14 mai 1986, une procédure de licenciement à l'encontre de cent cinquante-quatre personnes, soit environ 20 % de ses effectifs. Cette procédure vise essentiellement les personnes des secteurs « traditionnels » de l'ingénierie, comme le génie civil et le génie industriel, qui représentent encore 85 % de l'activité totale de la société.

Cette action est inattendue dans le contexte SERETE. La société a, en effet, fortement investi depuis cinq ans dans les moyens informatiques de production de documents (CAO, bureautique, réseaux, etc.). Elle a, en outre, toujours eu des résultats bénéficiaires durant ces dernières années, en dépit des difficultés de l'ingénierie mondiale.

Cette action est brutale puisque aucune mesure préventive n'a été mise en œuvre par la direction, et ce malgré les demandes pressantes et répétées du comité d'entreprise et des organisations syndicales.

Cette action n'est accompagnée d'aucun plan social véritable, hormis une garantie de ressources pour les personnes de plus de cinquante-cinq ans et une certaine temporisation pour celles de cinquante à cinquante-cinq ans.

Elle résulte uniquement d'une appréciation pessimiste de la direction sur la conjoncture économique nationale à court et moyen terme, en contradiction avec une activité satisfaisante depuis 1981 dans la même conjoncture.

Le personnel fait des propositions constructives

Sous la responsabilité du comité d'entreprise et de l'inter-syndicale CPDT-CGC-CST, le personnel s'est largement mobilisé pour élaborer dans différentes commissions de travail un « PLAN D'ADAPTATION A LA CONJONCTURE ECONOMIQUE » se substituant au projet de licenciement de la direction.

Ce plan prend en compte les capacités financières de SERETE et les réalités économiques liées à la charge prévisionnelle pour 1986 et 1987. Il permet ainsi de réduire de façon très conséquente l'arbitrage de notre potentiel technique et les drames sociaux liés au licenciement et s'articule autour de trois axes principaux :

- 1) Départ progressif jusqu'à la fin de l'année 1988 de cent cinquante personnes, dont cinquante personnes de plus de cinquante-cinq ans et cinquante-cinq volontaires. Les critères d'acceptation de ce volontariat sont définis de manière à garder intact le potentiel technique des secteurs porteurs et en expansion rapide de la SERETE (production, informatique industrielle, CAO...) et à éviter le démantèlement des autres secteurs.
- 2) Etablissement d'un vaste programme de formation-reconversion permettant d'adapter les compétences disponibles aux besoins à long terme de SERETE.
- 3) Application en 1987, si nécessaire, d'un système temporaire d'aménagement des horaires de travail et des salaires permettant d'atténuer une relance de l'activité.

Par ailleurs, une réflexion particulière a été menée sur l'utilisation des outils informatiques développés par la société et sur la conduite de l'action commerciale.

C'est sur la base de ce plan, voté à bulletin secret et approuvé à 90 %, que le comité d'entreprise et l'inter-syndicale ont été mandatés pour négocier avec la direction générale. C'est là une véritable prise en charge par les organisations syndicales du management et du devenir de SERETE dans une perspective de compromis inédit.

La direction refuse de les prendre en compte

Devant ces propositions, la direction reste particulièrement fermée et refuse de prendre en compte l'aspect constructif et responsable du plan d'adaptation.

- Elle s'obstine à licencier cent cinquante-quatre personnes qu'elle a nommément désignées, limitant au maximum toute possibilité de volontariat ;
- Elle s'obstine à ne pas prendre en compte le plan proposé d'aménagement du temps de travail et des salaires.

Il faut noter que, parmi les personnes désignées par la direction pour le licenciement, il y a beaucoup de personnes de plus de quarante-cinq ans, qui auront le plus grand mal à retrouver un emploi. Mais on y trouve aussi de nombreux « cas sociaux » et, encore plus surprenant, des personnes qui ont su montrer une très grande adaptabilité aux nouvelles technologies et constituent un potentiel humain à sauvegarder.

Appel au lecteur

Ces circonstances sont exceptionnelles dans la vie de SERETE, et il nous a paru judicieux d'en profiter pour faire largement connaître les caractéristiques de SERETE, ses atouts, le dynamisme et la compétence de son personnel, l'attitude responsable et constructive de ses organisations syndicales. Autant d'éléments qui garantiront à nos clients des prestations de qualité.

Nous demandons aux lecteurs de s'associer à cette mise en valeur de l'ingénierie française, en aidant notre société et son personnel par tous les moyens qui sont en leur pouvoir.

Qu'est-ce que SERETE ?

Huit cent trente personnes, dont soixante dans les agences en province (quatre cent cinquante ingénieurs). Chiffre d'affaires : 410 MF en 1984 et 550 MF en 1985.

Capital social : 17,2 MF, détenu à 49,3 % par la Continental d'entreprise (du groupe suisse Electrowatt) et par les fondateurs.

SERETE a une filiale en Espagne (SERELAND, deux cent cinquante personnes), une en Italie (trente personnes) et une dizaine en France dans l'ingénierie spécialisée, dont ASSIGRAPI (logistique, soixante personnes) et ECOPOL (nuisances, trente personnes) et d'autres de moins de vingt personnes.

Fondée après la guerre, dans le domaine de l'énergie, SERETE a étendu son activité successivement à l'industrie, puis au bâtiment, enfin à la mécanisation et productique. Elle est présente dans tous les domaines de l'ingénierie et traite tous types et tailles de missions.

M. Leroy : un produit ordinaire

M. Roland Leroy (PC, Seine-Maritime, et directeur du quotidien l'Humanité), estime que cette loi est anticonstitutionnelle et propose donc qu'elle soit déclarée irrecevable. Parce qu'elle ne garantit pas l'existence de la presse d'opinion et parce qu'elle abroge toutes les dispositions limitant les concentrations, « alors qu'il s'agit d'un principe général, acquis par notre peuple ». Selon M. Leroy, le fait que les dispositions de la loi portent sur des « entreprises » de presse et non sur des « publications » indique que le gouvernement considère la presse comme « un produit ordinaire du marché », qu'il s'efforce de « soumettre à une situation économique de droit commun ».

Cette conception de l'information, « rabougrie et unilatérale », conduit aux concentrations, aux atteintes au pluralisme, « conséquences inévitables de la domination sans partage des pouvoirs d'argent sur la presse ».

Défendant l'ordonnance du 26 août 1944, « texte le plus démocratique de notre législation sur la presse » - que le gouvernement veut « rayer d'un trait de plume » - M. Leroy juge que l'amendement déposé par M. Péricard, limitant le seuil de diffusion global à 30 %, est une « clause de style » destinée à faire échapper la loi aux foudres du Conseil constitutionnel. Tout en stigmatisant la mauvaise volonté des différents gouvernements - dont le gouvernement socialiste - à repenser un véritable système d'aides à la presse, M. Leroy conclut que cette « proposition de



Dépensez moins, protégez plus !... avec l'ondulé simple face Pillo 77

40 % MOINS CHER

Nous sommes en France, le Pillo 77 est un carton ondulé largement utilisé au Brésil ; malgré un grammage inférieur, il assure une protection accrue de toutes surfaces (165 centimètres par mètre au lieu de 110 avec la qualité 450 g habituelle).

Buhrman Emballage • Tél. (07) 432.92.94
Tous Albert T-85, Av. de Colmar - 92507 Rueil-Malmaison Cedex - Tél. 202.640

هكذا من زلازل

POLITIQUE

LA RÉFORME DE L'AUDIOVISUEL AU CONSEIL DES MINISTRES

Les grands axes du projet de loi

Voici les principales dispositions du projet de loi sur la réforme de l'audiovisuel.

La commission nationale de la communication et des libertés

Autorité administrative indépendante, la CNCL comprend neuf membres : trois désignés respectivement par le président de la République, le président du Sénat et le président de l'Assemblée nationale ; trois élus respectivement par le Conseil d'Etat, la Cour de cassation et la Cour des comptes ; trois professionnels cooptés par les six autres membres. Le mandat - six ans - n'est pas renouvelable. Ses pouvoirs sont très étendus :

- Elle veille au respect du pluralisme dans les programmes des chaînes publiques, donne son avis sur les cahiers des charges et peut adresser des observations publiques au conseil d'administration des sociétés ;

- Elle adresse des recommandations au gouvernement pour le développement de la concurrence dans les activités de communication ; elle peut également saisir les autorités compétentes pour connaître des pratiques restrictives de la concurrence et des concentrations économiques ;

- Elle propose au gouvernement les modifications de nature législative et réglementaire en matière de communication ;

- Elle accorde les autorisations nécessaires à l'usage des fréquences de radio et de télévision, contrôle leur utilisation et prend les mesures nécessaires à la protection de la réception des signaux ;

- Elle délivre les autorisations d'exploitation des réseaux câblés ;

- Elle organise la procédure de cession de TF 1 ;

- En cas de manquement d'un titulaire d'autorisation à ses obligations, elle peut procéder à une mise en demeure et, après l'expiration du délai imparti, suspendre l'autorisation pour une durée maximale d'un mois ou en prononcer le retrait. Celui-ci peut toutefois intervenir sans mise en demeure préalable en

cas de modification substantielle de la situation de l'opérateur.

Le Conseil national de la communication audiovisuelle

Il comporte trente membres, dont vingt représentants des groupements et organismes de caractère économique, social, professionnel, familial et culturel et dix personnalités qualifiées. Il peut être consulté par le gouvernement ou la CNCL et il peut émettre des avis dans le même domaine de la communication audiovisuelle.

Le secteur public

Il comprend Radio-France, Antenne 2, FR 3, Radio-France-Occidentale (RFO), Radio-France-Internationale (RFI) et l'Institut national de l'audiovisuel (INA). France-Médias-International (FMI), qui commercialise les programmes à l'étranger, est supprimé.

Le conseil d'administration de ces sociétés comporte douze membres, mandats pour trois ans : deux parlementaires désignés par l'Assemblée nationale et le Sénat, quatre représentants de l'Etat nommés par décret, quatre personnalités qualifiées nommées par la CNCL, deux représentants élus par le personnel. Le président est nommé par la CNCL parmi les membres qu'elle a désignés. Deux exceptions : le président de l'INA, choisi parmi les représentants de l'Etat et nommé par le conseil des ministres pour trois ans (c'est aussi le cas du directeur général) ; celui de RFI, qui est nommé par le conseil des ministres au sein des membres du conseil d'administration.

La publicité reste, aux côtés de la redevance, une ressource fondamentale des chaînes publiques. Son montant est voté chaque année par le Parlement et réparti par le gouvernement. Le parrainage d'émissions est autorisé, dans les conditions déterminées par la CNCL. La cession d'actifs à des personnes privées par ces sociétés de l'audiovisuel public est autorisée, à condition que cette cession ne porte pas sur un élément fondamental de leur activité.

Sociétés privatisées

- TF 1.

L'Etat est autorisé à céder au secteur privé le capital de TF 1 : 10 % aux salariés de l'entreprise, 40 % à l'épargne publique, 50 % à un groupe d'acquéreurs désignés par la Commission nationale pour la communication et les libertés.

Les prix d'offre et de cession sont fixés par l'autorité administrative après expertise de la société, et seront publiés au Journal officiel.

Après la publication du décret faisant appel aux candidatures, les groupes intéressés devront faire connaître la répartition entre leurs membres des actions. Ils devront justifier de leurs capacités techniques et financières et des modalités de financement envisagées, et fournir un dossier au vu duquel la CNCL arrêtera la liste des candidats. Ceux-ci devront alors présenter un projet d'exploitation du service en mentionnant les obligations qu'ils se proposent de souscrire et qui concernent notamment la diffusion de programmes culturels et éducatifs, la diffusion d'œuvres originales françaises, etc. L'arbitrage appartiendra à la CNCL, qui délivrera l'autorisation d'usage des fréquences pour douze ans. Les personnels conservent l'intégrité des droits prévus par leur contrat de travail.

- Télédiffusion de France.

Elle devra ouvrir une partie de son capital à des actionnaires privés, mais l'Etat restera obligatoirement majoritaire. Elle prend le statut de société publique de droit privé.

- Sociétés françaises de production.

L'Etat peut vendre partiellement ou en totalité le capital de la SFP.

Un dispositif anticoncentration

Les candidats à une radio ou à une télévision doivent communiquer à la CNCL leurs caractéristiques techniques et celles de leur programme, les prévisions de dépenses et de recettes, l'origine et le montant des financements prévus et, le cas échéant, la composition du capital.

Cette dernière disposition est impérative pour les candidats à une télévision.

Les opérations de prêt-nom sont interdites, et les actions qui constituent le capital social doivent être nominatives. Personne ne peut détenir plus de 25 % du capital d'une télévision privée (à l'exception des télévisions cryptées). Aucun étranger ne peut en détenir plus de 20 %. La cession d'au moins 20 % des actions ou des droits de vote doit être communiquée dans le délai d'un mois après sa connaissance à la CNCL.

Le propriétaire d'une ou plusieurs radios ou télévisions ne peut obtenir une nouvelle autorisation, si celle-ci porte son audience au-delà de quinze millions d'auditeurs ou de téléspectateurs.

Les rapports cinéma-télévision

Des décrets pris en Conseil d'Etat, après avis de la CNCL, précisent le nombre et la nationalité des films diffusés et les règles de rediffusion, la grille horaire de leur programmation. Le délai de diffusion d'un film, entre son passage dans les salles et sa diffusion à la télévision, est fixé par décret du Conseil d'Etat dans la limite de six à dix-huit mois.

Télécommunications

La CNCL récupère le pouvoir d'autoriser l'établissement et l'utilisation des installations de télécommunications autres que celles de l'Etat, autrefois dévolu par le ministre des P et T à l'administration, qui gère ses réseaux au travers de la direction générale des télécommunications (DGT), cesse d'être juge et partie - telle est la philosophie des auteurs du projet de loi. Avant que ne soit défini ce qui devra rester monopole de la DGT (au travers d'une loi sur la concurrence dans les télécommunications prévue pour la fin 1987), la CNCL verra toutefois son pouvoir limité aux réseaux « privés » (à l'usage exclusif d'une organisation sans qu'elle puisse en faire bénéficier des tiers). Le ministre des P et T conserve d'ici là le pouvoir d'autorisation pour tous les autres réseaux « ouverts à des tiers, quel qu'en soit le support ». Il devra néanmoins consulter la CNCL sur ces réseaux ainsi que sur « tout projet visant à rendre obligatoires les normes » des matériels.

Le projet de loi présenté en conseil des ministres constitue donc une première étape. La véritable ouverture à la concurrence n'aura lieu qu'en 1988 après le vote de la loi prévue sur la concurrence. Le ministre des P et T a fait savoir à ce sujet que les principes tirés des suivants :

- La DGT conservera l'ensemble du réseau d'Etat afin de préserver son unité et sa compétitivité ;

- Un large secteur du service public (noyau dur) sera maintenu, comprenant notamment le service téléphonique ;

- Les services nouveaux à valeur ajoutée (entre autres) devront être développés. La DGT ne sera pas écartée mais se trouvera en situation de concurrence et en qualité d'opérateur au même titre qu'Olivetti, Bull ou IBM.

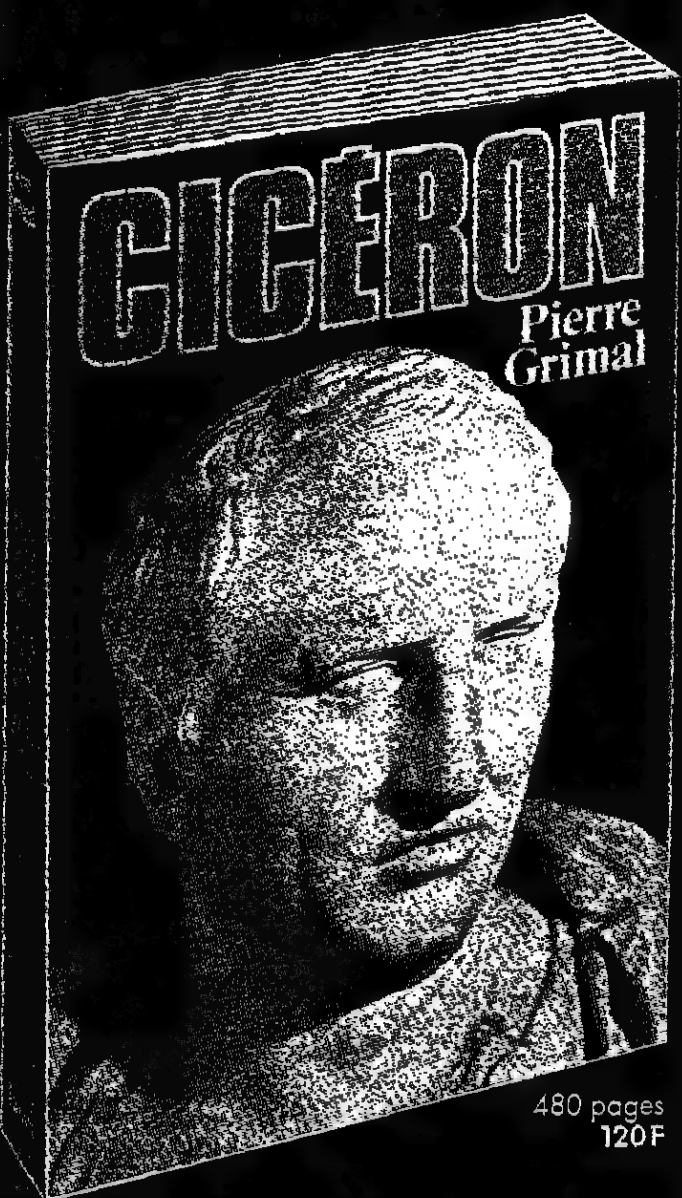
En attendant la CNCL

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle, instituée par la loi de 1982, reste en fonction jusqu'à son remplacement par la CNCL. Pendant cette période, les attributions de la Haute Autorité demeurent. En outre, à l'instar de la future CNCL, elle a le droit de suspendre une autorisation d'exploitation d'une radio ou d'une télévision ou la retirer, sans en demeure préalable, en cas d'enfreintes à la loi.

Un administrateur provisoire, nommé par décret, assurera la direction de TF 1. Il remplace le président et le conseil d'administration de TF 1, dont les fonctions prennent fin à la publication de la loi. De même, les fonctions du président, du conseil d'administration et du directeur général de TDF prennent fin avec la loi ; ils sont remplacés par un administrateur provisoire. Les dispositions demeurent donc, malgré l'avis négatif du Conseil d'Etat. Présidents et conseils d'administration des sociétés publiques restent en place pendant six mois jusqu'aux décisions de la CNCL.

Les sociétés, qui ont déjà une autorisation pour un réseau de télévision par câble, ainsi que Canal Plus, demeurent régies par la loi de 1982. En revanche, les concessions accordées à la « 5 » et à TV 6 sont réalisées dès la publication de la loi. L'indemnisation du préjudice éventuel subi par le concessionnaire est prévue par la loi. De même, les autorisations de diffusion par satellite délivrées au titre de la loi de 1982 sont révisées et ouvrent droit à une réparation d'un préjudice éventuel.

Cicéron, l'Occidental



480 pages
120 F

Il faut lire la biographie "définitive" que Pierre Grimal consacre au maître de Tusculum.

Alain-Gérard Slama, Le Point

Le maître-livre de Grimal... une exceptionnelle qualité d'érudition, constamment dominée par une intelligence parfaite des personnages et de la période. Tout ce que nous pouvons savoir ou deviner d'important sur un Cicéron replacé dans son contexte est ici inventorié, précis, commenté de manière définitive. Mais Grimal n'est pas seulement un érudit et un intelligent : il a retenu à ce point les leçons cicéroniennes qu'il apparaît en outre comme un auteur de charme, aussi sûr de bien dire que de bien penser. On a l'impression que Cicéron en chair et en os tient la plume.

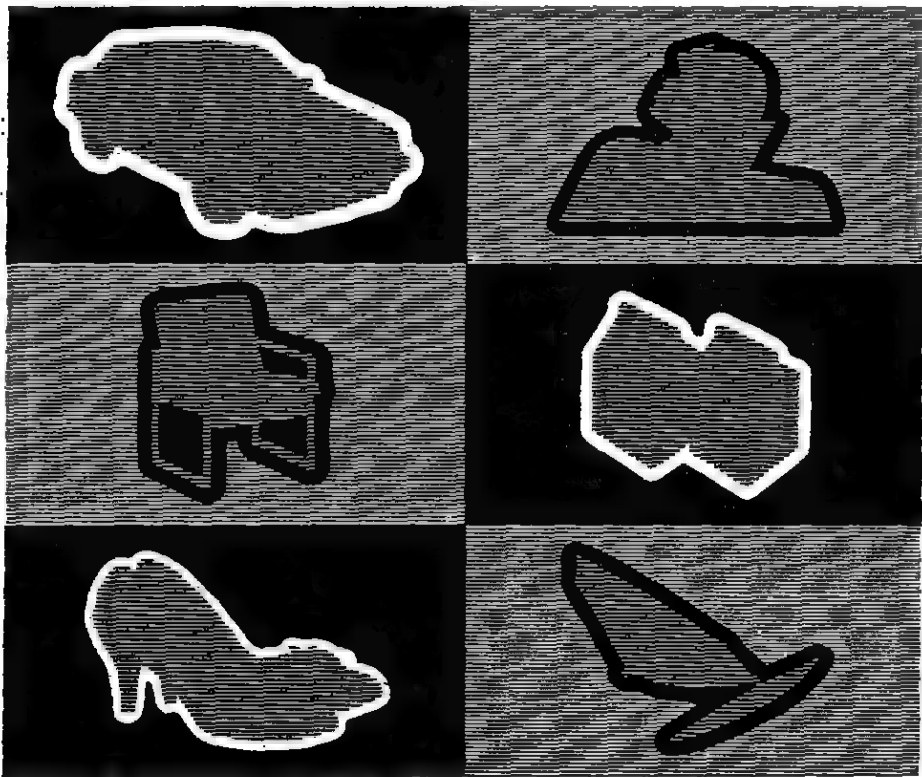
Hubert Monteilhet, Le Figaro Magazine

Pierre Grimal sait admirablement, autour d'un homme qu'il aime, nous faire vivre une époque. Grimal est le dernier Romain. Il sait Rome, comme Louis XV savait sa noblesse, et Einstein la physique.

Pierre Chanu, de l'Institut

FAYARD

Nous participons à l'essor des industries que nous servons



EniChem utilise l'énergie et l'innovation pour aider au développement des nombreuses industries - de l'automobile au textile, passant par l'emballage et l'ameublement.

Grâce à une étroite collaboration avec ses clients directs et indirects, EniChem suit ses matériaux d'un bout à l'autre de la chaîne de transformation - des matières premières aux produits finis.

EniChem est l'un des producteurs pétrochimiques les plus importants et les plus diversifiés d'Europe. Basé sur des moyens techniques et commerciaux considérables, EniChem, partenaire de ses clients, contribue à

l'amélioration de la valeur ajoutée des produits existants et à la conception des produits futurs.

Le large faisceau des matières premières EniChem couvre l'industrie : produits chimiques de base, plastiques, polymères techniques, caoutchouc et latex synthétiques, fibres synthétiques, intermédiaires pour détergents, produits agricoles, produits de chimie fine et spéciaux, produits pharmaceutiques et autres. Tous ces matériaux sont disponibles à travers un réseau mondial de vente et de distribution. EniChem peut certainement faire quelque chose pour vous !

EniChem

EniChem (France) SA, Rue Lionel Trazzy 10, 92804 Neuilly-Malmaison.
Téléphone : 1/470 892 - Télex : 213 998. Fax : 1/470 891

Pillo-Pal

une machine, protégée par une garantie pluriennale de 77

une machine, protégée par une garantie pluriennale de 77

une machine, protégée par une garantie pluriennale de 77

société

ÉDUCATION

Les experts de l'« antisèche »

■ avons échappé au pire. Depuis quinze jours, les pions, surveillants et examinateurs de France et de Navarre scientifique, technologique et performante. Une opération de déstabilisation par la triche publication d'un manuel de triche aux examens en vingt leçons, puis par la télévision, un reportage de FR 3 le 3 juin et un autre en préparation sur Antenne 2.

Fin le bricolage, place aux professionnels de la « gratta ». Et l'on risquerait de voir s'installer dans les salles d'examen des milliers de petits experts de l'« antisèche », dynamiques et innovants, travaillant en équipe et avec minutie. Les spécialistes de la documentation capables d'indexer « micro-gratta » l'ensemble complet de leur bibliothèque portable, pesse encore.

Les experts sont capables de déterminer le rythme de la copie, à la rigueur.

Maie les habitués de la calculatrice à mémoire transformée en puces micro-ordinateur, les fabricants de plumes à l'antenne, les photocopies à réduction, les porteurs de jumelles à branches, les fausses clés à pince, les plus vraies que nature, enfin, les du talkie-walkie hyperdiscret, avec antenne télescopique, écouteur plié sous les cheveux et câble co-sociale, les manches, là, c'est vraiment trop !

Par bonheur, M. René Monory, ministre de l'éducation nationale, a compris le danger. Non qu'il soit parvenu à interdire ces technologies modernes. Mais il a fait le reportage de FR 3, il a donc saisi la Haute Autorité de la communication audiovisuelle et attiré son attention sur « la grande

virté de la fraude et de la tricherie qui décréditent le système éducatif français et ses diplômés en laissant penser que la fraude est non seulement possible mais souhaitable ». Il estime également « grave d'atteindre ainsi délibérément dans l'esprit des jeunes la notion de justice, d'équité et de neutralité qui doivent présider à l'organisation des examens nationaux ».

En dénonçant les spécialistes de l'antisèche, il redonne leur chance aux autodidactes, aux tricheurs du dimanche, il rétablit l'équité et remet en selle les amateurs et les professionnels.

Car l'auteur du manuel incriminé le reconnaît à l'occasion : « En dépit du fait qu'une plainte ait été déposée par lui contre X... pour détournement de fonds et qu'un juge d'instruction du tribunal de grande instance de Paris soit saisi à l'égard de cette plainte, M. Aurillac a prétendu faire des révélations, en réalité, il ne peut de son côté qu'il n'a pas le secret de l'insuccès ».

G. C.

MÉDECINE

A PARIS

Une maison pour les chercheurs

La France ne disposait pas encore d'un lieu, creuset de l'échange intellectuel, où peuvent se retrouver les chercheurs et les étudiants de province et du étranger. L'initiative de la Fondation pour la recherche médicale a comblé cette lacune grâce à la « maison » inaugurée rue de Varenne à Paris, le 10 juin, par M. Jean Barzoh, ministre de la santé, en présence de nombreuses personnalités et d'Yves Montand, président de l'Association pour la recherche médicale. Les scientifiques y trouveront à la fois des chambres et des bureaux, une salle de colloques dotée des équipements les plus modernes, un restaurant et une bibliothèque, qui servira d'amorce à un centre de documentation sur la recherche biomédicale, destiné à renseigner tant le public que les médecins ou les médecins.

L'hôtel particulier du 11 rue de Varenne abrite également les services de la fondation (1), qui, depuis sa création en 1962, a distribué plus de 300 millions de francs (dont 100 pour la recherche 1985) aux équipes qui se consacrent, dans tout le pays, aux recherches concernant les affections les plus diverses, des maladies mentales, cardiovasculaires, rhumatismales, neurologiques, aux cancers, à la génétique ou aux affections des enfants. Une revue *Recherche et santé* rend compte chaque trimestre (à quelque 250 000 exemplaires) et donne des renseignements sur les travaux de recherche et de développement biologique et médical les plus récents en matière de prévention ou de thérapeutique.

Dr E.L.

(1) Fondation pour la recherche médicale, 54, rue de Varenne, 75007 Paris, tél. 45-49-30-70.

REPÈRES

ÉDUCATION

Les médecins et l'école

L'Académie de médecine a consacré sa séance du mardi 10 juin aux problèmes scolaires. Constatant la multiplication des motifs de consultation liés à des difficultés scolaires et à l'anxiété croissante des enfants et de leurs familles devant les risques d'échec et de redoublement, les intervenants ont insisté sur la nécessité d'alléger les programmes, de mieux répartir les périodes de travail au long de l'année et surtout d'adapter le rythme de la scolarité aux capacités de chaque élève, notamment en permettant d'aborder plus tard l'école élémentaire et d'étaler les études sur un nombre d'années variable.

« Aucune des critiques que nous formulons ne suppose de révolution dans les habitudes scolaires », a déclaré le docteur Vermeil. Quelques mesures de bon sens, n'exigeant ni locaux nouveaux ni personnel supplémentaire, permettraient de réparer les erreurs les plus flagrantes. De telles propositions ont été faites en ce sens, mais se sont toujours heurtées jusqu'à présent à l'incompréhension, à l'incrédulité ou à l'hostilité de la plupart de ceux qui partagent la responsabilité du fonctionnement des écoles. Il importe donc que les médecins mettent tout leur poids dans la balance pour la faire pencher du côté des enfants.

MÉDECINE

En Grande-Bretagne : retrait des aspirines pour enfants

Tous les produits à base d'aspirine pour enfants ont été retirés de la vente en Grande-Bretagne, à l'initiative d'un groupe de médecins et sur les conseils du gouvernement. Un syndrome mortel (syndrome de Reye) a pu être lié, dans des cas très rares (cinq sur un million), à la prise d'aspirine chez les enfants atteints de grippe ou de varicelle. Les aspirines pour enfants seront remplacées par des produits à base de paracétamol, qui ne présentent pas ces risques.

PAUVRETÉ

Un appel d'associations caritatives

Plusieurs associations catholiques, protestantes, fondes sociales, Emmaüs, Petites Frères des pauvres, Conférence Saint-Vincent-de-Paul et Armée du salut ont lancé, le 10 juin, un appel aux pouvoirs publics, leur demandant l'extension des mesures d'urgence « priorité-pauvreté », que l'Etat ne finance que pendant les mois d'hiver. Les subventions exceptionnelles accordées cet hiver ont permis d'ouvrir à Paris seize centres d'hébergement supplémentaires, qui ont été fermés ensuite, faute de financement. Or, selon les associations, « priorité-pauvreté » n'est qu'un caractère durable et évigé de plus en plus d'actions à long terme ». Elles dénoncent également le développement d'une « société dualiste qui entraîne l'enfermement de la misère dans une partie de la population ».

fonds de commerce

Tous les lundis, dans le journal spécialisé depuis 41 ans

boutiques, bureaux, locaux commerciaux

« Les Annonces »

En vente partout, 11 F et 36, r. Moltke, 75011 PARIS. Tél. : 46-05-30-30

JUSTICE

CARREFOUR DU DÉVELOPPEMENT

M. Christian Nucci s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier

M. Christian Nucci, ministre du développement, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

Le ministre du développement, M. Nucci, a réagi, après un silence de plus d'un mois, à la ministre déléguée à la coopération, a donné, le mardi 10 juin, une déclaration à l'AFP, dans laquelle il s'élève contre l'« exploitation politique » du dossier, selon lui, par son successeur, M. Michel Aurillac.

La mort de Raymond Guyot

UNE LETTRE

DE M. PHILIPPE ROBRIEUX

En réponse à une lettre de M. Gérard London publiée dans le Monde du 30 avril et au commentaire qui l'accompagnait, M. Philippe Robrieux - qui conteste au commentaire - nous a adressé la mise au point suivante :

« Le 13 décembre 1952, à l'Assemblée, Raymond Guyot cite la lettre de sa belle-sœur, qui vient de dénoncer comme « traître » son mari, Arthur London, accusé au procès de l'« Aveu », à Prague : « J'ai eu le devoir de vous en informer mes deux amis de la réalité. Ils m'ont promis de toujours en conduire la vie en véritables communistes ».

Que signifie « informer » et « se conduire en véritable communiste » en 1952 ? M. Robrieux explique :

« Je ne puis comme communiste et comme me (...) joindre à tous les honnêtes gens du pays pour réclamer un juste châtiment contre les traîtres que vous jugez. » Elle précise que « les liens entre père, frère, mari, enfants doivent être les liens de la fraternité ». Vouloir divorcer, elle écrit encore le 13 mars 1953 à son mari qu'il renonce à voir ses enfants : « Ne leur complique pas encore la vie en alimentant en eux une dualité entre la haine qu'un communiste doit éprouver pour les traîtres et l'amour, la pitié, qu'ils ne peuvent pas ne pas ressentir pour leur père. » Répète-t-elle qu'il s'agit là de méthodes staliniennes et d'un enfant auquel « on extorque » des propos infamants.

Le dictionnaire « extorquer » le sens d'« arracher quelque chose sans le libre consentement du détenteur (par la force, la menace, la ruse, etc.) ». Je me suis donc tenu à un simple rappel historique, normalement favorable à l'enfant. Gérard London, lui, ne peut ignorer ni ces lettres ni l'usage qu'en a fait. Il montre plus que de la légèreté en affirmant que je n'aurais pas vérifié ces lettres en 1954, non par les archives diffamatoires, ceux de 1952-1953.

Antoine Recco, pourvoit cassation. - Antoine Recco, condamné, samedi 7 juin, à la réclusion criminelle à perpétuité par la cour d'appel de Nancy, a été libéré (le Monde, 9-10 juin) pour le meurtre de deux jeunes touristes, a signé, mardi 10 juin, son pourvoi en cassation.

L'affirmation de M. Robrieux de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy a confirmé, mardi 10 juin, le placement sous mandat de dépôt de Souad Alsaoui, compagne du terroriste Habib Masmoudi, l'auteur de plusieurs attentats à la bombe en France et en Grande-Bretagne, dont celui qui visait le magasin Marks and Spencer à Paris, le 23 février 1985 (le Monde, 24-25 juin).

Antoine Recco, pourvoit cassation. - Antoine Recco, condamné, samedi 7 juin, à la réclusion criminelle à perpétuité par la cour d'appel de Nancy, a été libéré (le Monde, 9-10 juin) pour le meurtre de deux jeunes touristes, a signé, mardi 10 juin, son pourvoi en cassation.

L'affirmation de M. Robrieux de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy a confirmé, mardi 10 juin, le placement sous mandat de dépôt de Souad Alsaoui, compagne du terroriste Habib Masmoudi, l'auteur de plusieurs attentats à la bombe en France et en Grande-Bretagne, dont celui qui visait le magasin Marks and Spencer à Paris, le 23 février 1985 (le Monde, 24-25 juin).

LIBRES OPINIONS

Délit publicitaire

par OTTO SCHILY (*) et FRANCIS CABALLERO (**)

Il y a quelques jours l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a adopté une résolution recommandant le renforcement de la lutte contre le tabagisme. Un vœu pieux. Dans les cinquante-sept Etats où il existe des lois anti-tabac, elles sont systématiquement violées. En France, la loi Veil du 8 juillet 1976 est pratiquement ignorée.

Alors qu'elle interdit, comme la loi allemande, toute propagande tabagique à la télévision, les marques de cigarettes profitent largement d'une publicité sans « filtre ». Et pour redorer l'image médiatique du tabac, produit nocif de type toxocomaïque, elles utilisent le sport comme moyen de promotion. Le personnage des multinationales de la cigarette réside en maître sur la formule 1 et le moto. Mais il envahit peu à peu les autres disciplines : le voile, l'escrime, le ski artistique... et maintenant le football.

Ainsi a-t-on vu les finales de Coupe d'Europe à Lyon (TF 1) et à Séville (A 2) sponsorisées par une marque de cigarettes. Ce n'était qu'un hors-d'œuvre. Le plat de résistance, c'est aujourd'hui le Mondial de la cigarette. Le télé-spectateur. Avec trois cibles privilégiées : la télévision, la tranche des douze-dix-huit ans, et les lower class people. D'où les paravents à 3 millions de dollars qui bordent les six stades de Mexico.

L'affaire est sponsorisée par une filiale mexicaine du premier groupe mondial. Cela permet une gigantesque fraude à la loi à l'échelle mondiale. La loi française n'est en effet pas la seule à être piétinée. Une trentaine d'Etats subissent le même sort : l'Allemagne, l'Italie, les pays de l'Est, les Etats-Unis et aussi... le Mexique, dont le règlement du 11 décembre 1974 prohibe toute publicité pour le tabac « associée à des activités sportives ».

C'est un procédé typique de délinquance en col blanc. Commencé en 1911 avec la dissolution aux Etats-Unis du trust du tabac, elle se poursuit aujourd'hui avec les délits publicitaires. Une délinquance sociale très dangereuse. Un million de morts par an dans le monde selon l'OMS.

La seule riposte à ce type de comportement est une vigoureuse action juridique internationale. La France et l'Allemagne pourraient être les piliers et contraignent par divers moyens les annonceurs de tabac à quitter les enceintes de football. Des stades où ils n'ont rien à faire si l'on en croit Michel Platini, producteur d'un sport anti-drogue : « Grâce au sport le tabac a été vaincu », entend-on. Il ne faudrait pas que ce soit le contraire.

(*) Ancien député Vert au Parlement ouest-allemand.

(**) Agrégé des facultés de droit.

مركزاً من رصاص

sports

LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

Buts au ralenti

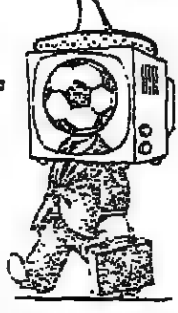
Aubaine pour les distributeurs d'appareils électroménagers : grâce au Mondial, les magnétoscopes se sont vendus comme des petits pains. L'indice de l'INSEE pour les ventes de radio-télévisions a fait un bond de 34 % en avril dernier par rapport au mois correspondant de 1985, c'est-à-dire dans les semaines qui ont précédé le coup d'envoi de la Coupe du monde.

Gauche pour les arbitres de cette Coupe du monde : grâce au ralenti et à l'arrêt sur image des magnétoscopes, les juges ont pu parfaitement analyser l'arbitrage de Christopher Bambridge, l'australien, qui a permis à l'Espagnol Michel d'ouvrir le score contre le Brésil.

S'est pas l'heure des magnétoscopes. Résultat : des buts attribués à tort à des joueurs.

Le Soviétique Yaremchouk a été déclaré auteur d'un but contre la Hongrie alors qu'il était à l'extérieur du terrain. Dajka qui a trompé ses gardiens. Même cas de figure pour l'italien Altobelli et le Sud-Coréen Cho.

Une erreur de jugement qui a permis à l'attaquant chilien de prendre la tête du classement officiel des meilleurs buteurs avec cinq points. Mais elle n'entretient rien de talent d'Altobelli, qui sera une sérieuse menace pour les Français lors des huitièmes de finale contre la Squadra Azzurra à Mexico le 17 juin.



GROUPE A : ARGENTINE BAT BULGARIE (2-0), A MEXICO

Les malheurs de Sofia

De notre envoyé spécial

Mexico. — Les footballeurs bulgares souffrent-ils plus que d'autres du mal du pays ? Après leur défaite (2-0), mardi 10 juin au stade olympique de Mexico, les joueurs de Balkans, toujours à la recherche d'un premier but, ont peut-être eu un peu de mal à se remettre de leur première participation à des coupes du monde (1962, 1964, 1970, 1974 et 1986) ne pouvant plus qu'espérer être repêchés au titre des quatre meilleurs joueurs du groupe A, les Bulgares devaient, impérativement, battre les Argentins. Une tâche mal engagée puisque ces derniers ont remporté la victoire.

Les joueurs bulgares ont souffert-ils plus que d'autres du mal du pays ? Après leur défaite (2-0), mardi 10 juin au stade olympique de Mexico, les joueurs de Balkans, toujours à la recherche d'un premier but, ont peut-être eu un peu de mal à se remettre de leur première participation à des coupes du monde (1962, 1964, 1970, 1974 et 1986) ne pouvant plus qu'espérer être repêchés au titre des quatre meilleurs joueurs du groupe A, les Bulgares devaient, impérativement, battre les Argentins. Une tâche mal engagée puisque ces derniers ont remporté la victoire.

Tout autre équipe se serait alors organisée pour battre l'Argentine. Les Bulgares, au contraire, ont paru se résigner et se contenter d'un résultat nul. Comme une victoire sur un terrain étranger, la plus importante pour les Argentins pour leur qualification au tournoi. Les joueurs du Sud-Italie, les soixante-trois mille spectateurs du stade olympique ont subi l'un des plus mauvais matchs de la compétition. Les joueurs bulgares ont souffert-ils plus que d'autres du mal du pays ? Après leur défaite (2-0), mardi 10 juin au stade olympique de Mexico, les joueurs de Balkans, toujours à la recherche d'un premier but, ont peut-être eu un peu de mal à se remettre de leur première participation à des coupes du monde (1962, 1964, 1970, 1974 et 1986) ne pouvant plus qu'espérer être repêchés au titre des quatre meilleurs joueurs du groupe A, les Bulgares devaient, impérativement, battre les Argentins. Une tâche mal engagée puisque ces derniers ont remporté la victoire.

defensive », expliquait Carlos Bilardo, l'entraîneur argentin, visiblement surpris par l'attitude Bulgare. Ce comportement résigné n'a d'autant plus surpris que la plupart des joueurs nationaux des équipes de club redoutent les déplacements à Sofia à cause d'une dépression et d'un engagement physique excessifs des footballeurs locaux.

Le goût du secret

Comment les joueurs comme Borislav Mihailov, Plemen Nikolov ou Nasto Sirakov, qui ont vécu par la Fédération bulgare pour violence, puis amassés au Mondial 1986, peuvent-ils se transformer en agresseurs hors de frontières ? Comme les équipes européennes des pays de l'Est, la Bulgarie ne peut, bien sûr, pas compter à l'étranger sur des encouragements de supporters qui parfois influencent l'arbitrage.

Cette impression d'isolement, surtout dans une épreuve aussi longue que la Coupe du monde, peut-être accentuée par les imposés par les chefs de délégations aux joueurs étrangers. Enfin, l'honneur de porter le maillot national n'est peut-être pas tout fait aussi motivant que les primes records promises aux footballeurs occidentaux pour victoires au Mondial 1986.

Le comportement de l'équipe n'a d'ailleurs pas surpris Ivan Votzov, le sélectionneur bulgare. Du moins, si on se réfère à sa conférence de presse d'après match. « Je crois que nous avons fait ce qui est en notre pouvoir pour aller de l'avant et gagner. »

Inutile de chercher à en savoir plus. Ivan Votzov, beaucoup de collègues, n'a pas été choisi pour confier ses états d'âme.

GÉRARD ALBOUY.

GROUPE A : ITALIE BAT CORÉE DU SUD (3-2), A PUEBLA

Altobelli, maître buteur

Henri Michel a assisté, mardi 10 juin, à la victoire de l'Argentine-Bulgarie. La sélection française pensait en effet que l'adversaire des « bleus » en huitième de finale serait du stade olympique de Mexico. Il n'aurait pas été le révélateur de la victoire. Les joueurs de l'Argentine ont battu les Bulgares pour le match Italie-Corée du Sud.

La Squadra Azzurra a connu quelques difficultés pour venir à bout des Asiatiques. Les joueurs d'Enzo Bearzot n'avaient pas totalement retenu la leçon de 1966. Lors de cette Coupe du monde, les Sud-Coréens avaient éliminé les Transilvains (1-0), à Middleborough. Cette fois encore, grâce au manque de rigueur de leurs adversaires, les joueurs de Kim Jung-ran furent particulièrement dangereux, marquant notamment à quelques secondes de la fin de la partie pour revenir à 3-2.

C'est grâce à Altobelli que l'Italie a évité le piège : le buteur de l'Inter de Milan a marqué deux fois et a forcé le défenseur Cho Kwang-rac à marquer contre son camp. Bref, Altobelli a été une menace sérieuse pour les Français le 17 juin prochain à Mexico. Belle revanche en tout cas.

pour le Milanais, qui avait été tenu à l'écart de la sélection italienne en raison d'une fragilité supposée. Depuis qu'en 1982 il a inscrit le dernier but de l'Italie lors de la finale remportée 3-2 contre l'Allemagne fédérale à Madrid, après avoir été l'artisan de l'élimination de l'Argentine, il est bien la pièce maîtresse de l'attaque italienne. Désormais Enzo Bearzot a demandé que de Giuseppe Galderisi, Paolo Bonin ou Aldo Simeoni doit jouer à ses côtés.

Agé de trente ans, Altobelli, qui a été cette saison la cause principale de l'échec de l'Italie au Coupe d'Europe de l'UEFA, a marqué six buts en six matchs de la sélection lors du tournoi d'ouverture contre la Bulgarie le 31 mai. Au total, il a inscrit dix-sept buts en match international, dont quatre depuis le début du Mondial (et cinq pour la FIFA qui lui attribue le but de Cho). Cela le place au deuxième classement des buteurs de cette Coupe du monde, à égalité avec le Danois Elkjær Larsen. « Depuis 1984, Sandro est devenu l'un des meilleurs, sinon le plus complet de nos attaquants », a déclaré Enzo Bearzot. Un avertissement que ne devra pas négliger Henri Michel.



Le joueur de l'Inter de Milan Alessandro Altobelli, actuellement en tête du classement des buteurs, lors du match Italie-Corée du Sud.

L'empire Televisa

De notre envoyé spécial

Mexico. — Par dévotion et par fascination, les Chiliens appellent le cinquième pouvoir. A l'Amérique latine, comme en Espagne et aux Etats-Unis, la chaîne de télévision privée n'est pas un simple divertissement, elle est un pouvoir. De l'ouverture du pays à l'économie politique et à l'intellectuel. Il y a les anti et les pro, et ceux qui ne savent plus, mais qui ont une large audience.

Car Televisa n'est pas une chaîne privée qui diffuse sur quatre millions au Mexique (les 2, 4, 5 et 9). C'est une institution dont le Mexique est imprégné. De l'ouverture du pays à l'économie politique et à l'intellectuel. Il y a les anti et les pro, et ceux qui ne savent plus, mais qui ont une large audience.

Il s'agit d'un empire ou de l'une des plus puissantes chaînes de télévision de l'histoire de la télévision dans une partie du monde.

Les chiffres reflètent de cette puissance. Dix mille collaborateurs, 100 milliards de pesos au chiffre d'affaires, six millions de téléspectateurs, six millions de stations locales retransmettent les programmes de la chaîne.

Televisa produit et diffuse dans le monde entier : vingt-deux mille heures (chiffres de 1985), dans près de trois quarts d'Amérique latine. Elle vend ses programmes sur les réseaux câblés qu'elle importe de Taiwan. De la télévision à la distribution plus de quatre cents sujets ont été produits par la chaîne. Televisa, avec une participation de 50 % dans les chaînes des pays voisins (avec une participation de 50 % dans les chaînes des pays voisins).

La chaîne sait aussi s'adapter. Accusée pendant longtemps de ne créer et diffuser que des telenovelas, des feuilletons qui mêlent roman et action, elle a décidé d'ouvrir ses chaînes culturelles, la « 9 », il a surpris de beaucoup d'intellectuels.

Octavio Paz ou l'Université autonome de Mexico (UNAM) collaboreront aujourd'hui à la réussite de ce projet. Le pari gagné, même si le canal n'a pas encore tout le territoire mexicain et si l'impôt payé à l'Etat est élevé sur ce canal, ce qui permet à Televisa de disposer d'un grand nombre de créneaux horaires sur ces chaînes « populaires » pour la publicité, ailleurs abonde de la « 9 ».

L'appui des artistes

La réussite de la chaîne ne s'arrête pas là. Le personnel politique par exemple préfère désormais accéder à la première de ses interventions à la télévision à la radio. Le plus ou le moins d'impact entre une puissante chaîne de télévision et un gouvernement.

Les artistes aussi préfèrent collaborer avec Televisa. Le succès de la chaîne n'est pas en cause, mais plutôt le système Televisa, qui permet aux artistes de vendre de réels spots publicitaires. Et les artistes ne sont pas les seuls à bénéficier de cette exclusivité. Les annonceurs doivent ainsi passer leurs spots diffusés sur Televisa avec d'autres chaînes. Un surcroît qui leur soustrait l'argent à d'autres médias.

Un tel succès connaît parfois ses limites. Ainsi le peintre Tamayo a fait don l'année dernière d'une partie de sa collection privée à l'Etat, avec mission pour Televisa de réaliser le musée, à la condition qu'il soit ouvert en permanence aux visiteurs. La chaîne utilisant plus volontiers les toiles du maître pour des expositions ponctuelles organisées lors de campagnes de promotion et de telenovelas n'apparaissant jamais, le gouvernement mexicain a été contraint d'intervenir. A la suite des protestations du peintre, il a décidé de décharger Televisa de sa responsabilité. C'est l'Etat qui organisera le musée. Un incident qui ne serait qu'une anecdote s'il n'avait duré près d'un an et déclenché une importante campagne de presse.

Les rapports de Televisa avec la chaîne privée ne sont d'ailleurs pas simples. En fait, les journalistes, il y a deux types de journaux : ceux qui reçoivent de la publicité de Televisa, et qui s'abstiennent de critiques, et ceux qui sont mis à l'index et n'obtiennent aucune information ni entrée des responsables de la chaîne. L'actuel directeur de Processo, M. Julio Scherer, a connu d'ailleurs des difficultés alors qu'il dirigeait le quotidien l'Excelsior.

Aujourd'hui plus que jamais Televisa se moque de ses problèmes. La chaîne est plus préoccupée par le Mondial, qu'elle diffuse abondamment et avec de gros moyens, et réussit de plus en plus techniques. Elle continue sa promotion pour la vente d'émissions et participation de vedettes internationales. Mireille Mathieu dans « Les contes de Cri-Cri... ».

DENIS HAUTIN-GIRAULT.

CHECKPOINT

de Paul E. Miller

Pour faire le point en anglais ! Méthode accélérée, guide de vocabulaire et grammaire simplifiée.

110 F

GIBERT, FNAC, HARMATTAN (éditeur), SMITH & SONS.

Des dérogations très spéciales

Televisa bénéficie aussi de dérogations très spéciales. La société paie ainsi ses impôts sous forme d'espaces publicitaires à un coût calculé sur les heures diffusées par les chaînes de télévision. Le nombre d'heures d'antennes est ainsi mesuré à l'Etat mexicain pour 12 % du chiffre de Televisa.

Gigi

Les joueurs français, depuis lundi, ont quartier libre. Trois jours de décompression à Mexico dimanche pour préparer le rendez-vous avec l'Italie le mardi 17 juin.

De notre envoyé spécial

Guadalajara. — Avec quelques jours de fièvre, son point de vue sur les mollets de papy Giresse est bien. Le doyen du football ne se laisse pas impressionner par la faculté, l'occurrence du docteur Vrillac, médecin de l'équipe de France, à l'instinct. Pour le vétérinaire, Alain Giresse, « Gigi », un cas. On lui a posé quelques questions essentielles sur la vie, l'avenir du football en France. Il s'en moque, attendant de voir les deux mètres de l'amour à la fleur. On lui présente l'histoire qui court son sujet, il paraît qu'il a la victoire de Bordeaux à la Coupe de France, il a touché le ballon, il a ri, il a dit : « Pas vrai, dit-il, n'importe, c'est la comédie. »

La vie est la comédie. Volé, Alain Giresse, vieux gamin éternel, joie faite pour un homme fort intelligent ? Avec de la malice, plein les yeux, façon vicieux méditerranéen, il réplique : « Oh ! vous ne me connaissez pas, Gigi, je ne suis pas très cultivé. » Lui parle-t-on de sa petite taille, 1,62 mètre, sorte d'hommage vénérable ? « Tenez, c'est vrai. C'est dommage, j'aurais aimé que plus de 1,80 mètre. » Lui cite-t-on son âge, façon d'évoquer ses jambes, il rétorque : « Si se pourrait bien à force que cela soit ma dernière Coupe du monde. Ce n'est pas une vie. Quand j'en aurai vingt ans, vous rappelez votre inexpérience. Quand vous en avez trente, vous vous pardonnez pas l'âge. »

Il a trente-quatre ans. Mais plus, il s'en fait, la croire, c'est histoire de bloquer la pendule : Arrêter de jouer, première mort, plutôt la naissance, l'entrée en scène. D'une certaine manière, il sera avec la passion, répondre sa famille. »

Et un fameux roublard. Lui fait-on remarquer qu'il passe pour un homme fort intelligent ? Avec de la malice, plein les yeux, façon vicieux méditerranéen, il réplique : « Oh ! vous ne me connaissez pas, Gigi, je ne suis pas très cultivé. » Lui parle-t-on de sa petite taille, 1,62 mètre, sorte d'hommage vénérable ? « Tenez, c'est vrai. C'est dommage, j'aurais aimé que plus de 1,80 mètre. » Lui cite-t-on son âge, façon d'évoquer ses jambes, il rétorque : « Si se pourrait bien à force que cela soit ma dernière Coupe du monde. Ce n'est pas une vie. Quand j'en aurai vingt ans, vous rappelez votre inexpérience. Quand vous en avez trente, vous vous pardonnez pas l'âge. »

Il a trente-quatre ans. Mais plus, il s'en fait, la croire, c'est histoire de bloquer la pendule : Arrêter de jouer, première mort, plutôt la naissance, l'entrée en scène. D'une certaine manière, il sera avec la passion, répondre sa famille. »

Ce doyen a des devoirs

Gigi a trente-quatre ans. Mais plus, il s'en fait, la croire, c'est histoire de bloquer la pendule : Arrêter de jouer, première mort, plutôt la naissance, l'entrée en scène. D'une certaine manière, il sera avec la passion, répondre sa famille. »

LES RÉSULTATS

MARDI 10 JUIN
● Groupe A : Argentine 2-0, Italie bat Corée du Sud, 3-2.
● 1. Argentine, 5 pts ; 2. Italie, 3 pts ; 3. Bulgarie, 2 pts ; 4. Corée du Sud, 0 pt.
(*) Equipes automatiquement qualifiées pour les huitièmes de finale.

A LA TÉLÉVISION

MERCREDI 11 JUIN
● Groupe B : Belgique-Pays-Bas, TF 1, 19 heures, en direct.
● Groupe C : Mexique-Irak, TF 1, 22 heures, en direct.
● Groupe D : Espagne-Algérie, A 2, 22 heures, en direct.
● Groupe E : Pologne-Angleterre, A 2, 22 heures, en direct.
JEUDI 12 JUIN
● Groupe D : Brésil - Irlande du Nord, A 2, 22 heures, en direct.
● Groupe E : Espagne - Algérie, A 2, 22 heures, en direct.
● Groupe F : Maroc-Portugal, A 2, 19 heures, en direct.

Le Monde EDUCATION

Feuilles lycéennes

«**S**ALUT, je m'appelle Julia. J'aime les filles, les garçons, les Derniers Jours de Pompéi. Why? Nous sommes dans le besoin de nous exprimer, d'exister pour quelqu'un. Les tables des lycéens en témoignent, parce que nous nous côtoyons, nous nous connaissons. Parce que nous lisons, nous écrivons. Parce que le lycée n'est pas seulement un endroit pour développer une matière grise. S'exprimer, écrire, que l'on ne peut dire, partager ses passions, voire ses fantasmes, mais aussi créer en toute liberté, c'est cela que l'on trouve à l'univers un peu étrange des journaux lycéens.

Certains sont officiels. Ils conçoivent et se fabriquent avec l'aide ou l'œil attentif de l'administration. D'autres sont diffusés sous les tables, discrètement à la sortie du lycée. Mais tous laissent apparaître la même soif de liberté et la même volonté d'expression. L'écriture, le dessin pour rompre avec la vie lycéenne.

A travers les journaux, les titres les plus inattendus *Lapsus*, la Griffe, l'Avis des bêtes, *Air Libre*, *Polémique-Victor*, *Canicule*, le *Petit Tortionnaire*, c'est tout un aspect méconnu de la vie lycéenne qui se dévoile. Il faut les saisir, vol, les prendre des flashs, le plus souvent, n'existent que le temps d'une passion. Les éditoriaux annoncent toujours la naissance, voire la renaissance, du numéro 1 attendu, mais qui sera

Deux cents équipes ont participé au concours de journaux lycéens organisé par le CDIL. Un reflet particulièrement pittoresque des passions, des colères et des espoirs de la jeune génération.

probablement jamais suivi d'un numéro 2. Pour éviter ce matériel culturel se disperse, des lycéens parisiens ont créé, en 1981, le Centre de documentation d'information lycéen (CDIL). Leur objectif : repérer, aider à archiver l'ensemble des publications lycéennes. En 1985, le CDIL organise «*Scoop Stock*», le premier concours de journaux lycéens. Les résultats dépassent les espoirs : 350 inscrits et 200 participants au concours. La preuve est faite : la bonne santé de l'empire de presse lycéen.

Cette année «*Scoop Stock*», parrainé par le Monde, Ouest-France, Phosphore et France-Inter, a connu le même succès. A l'origine de cette manifestation, qui a réuni plus de quatre cents jeunes à Strasbourg, Gilles Rivet et Pascal Farnery, deux anciens «*maquettistes*», qui ont gardé de leur jeunesse «*le virus de l'initiative lycéenne*». La presse lycéenne a eu effet des hauts et des bas. Très florissante après 1968, elle était l'organe de la contestation de l'institution scolaire. Les animateurs des journaux de l'époque étaient militants d'extrême gauche. Avec les années la contestation s'est faite moins en

moins vive : abandonnant l'expression écrite, elle a régressé à quelques initiatives. Il faudra attendre la création de radios locales privées pour que les lycéens reprennent la parole. Mais, vite, la commercialisation des radios n'admettra plus l'amateurisme, et les jeunes sont plus ou moins évincés.

Jeu de massacre

Il revient à leurs premiers maîtres : la presse écrite. Mais, la différence de leurs aînés, pour qui le journal n'était que le support pour faire passer des idées, les rédacteurs de l'ère post-68 ont le souci du professionnalisme. Le souci esthétique domine l'ensemble des publications, les maquettes sont très soignées, les textes sont soignés, les interviews, dossiers, livres opinions, sondages... Dans certains journaux, la publicité fait son entrée. Pascal Farnery voit dans l'évolution un changement de motivation des jeunes : «*Aujourd'hui, ils veulent être publiés. Pour sortir de l'anonymat, ils conçoivent des journaux susceptibles d'être lus par un public plus large.*»

Si la contestation politique a quelque peu disparu, la contestation n'en a pas pour autant perdu l'esprit critique. Comme leurs aînés, ils pratiquent le jeu de massacre avec la férocité et l'insolence de la jeunesse. Le langage devient plus imagé, et la syntaxe a de quoi faire frémir les correcteurs en ces temps d'examen. Pour épargner leurs chères favorites, les rédacteurs ont trempé les plumes dans le vitriol.

Les plus malmenés sont évidemment les hommes politiques. Ils y passent à peu près tous, même si les «*égards*» sont particuliers - voir la bienveillance pour M. Le Pen. Et la campagne électorale ne semble pas les avoir fait remonter dans l'estime des futurs électeurs. Admettez qu'il y a de quoi rire. Ils croient voir des enfants. Tu m'exposes une idée, je la démonte : tu te fâches, je te m'argue. Tu m'insultes, je t'envoie un message dans les dents ; tu me contres, je pleure. Tu m'assommes de chiffres imprévus, je t'envoie des copains la bête que tu as faite pendant ton mandat. Tu m'piques mes voix, je te tiens par la barbichette. Les studios des débats politiques ressemblent étrangement à un cours de récréation où les débiles Cadum syndiqués jouent aux cow-boys et aux Indiens.

Les grandes causes

Autre thème privilégié : les enseignants. L'Echo des Troisième a inventé le «*proviseur*». Pour la mettre à l'aise, les premières questions sont sans détour : «*Connaissez-vous votre surnom ?* » «*Où étiez-vous en 1968 ?* » «*En vous réincarnant qui voudriez-vous être ?* » Le *Petit René* a transformé le collège en film. Les enseignants seront heureux d'apprendre que la salle des professeurs est la Planète des singes, le cours de mathématiques 20 000 lieues sous les mers, l'interrogation orale Je ne sais rien mais je dirai tout et l'interrogation écrite Cris et chuchotement. Quant au plan Informatique pour tous, il se traduit en une curieuse maladie : l'ordiomanie. «*A ses débuts elle se feste par un sentiment de frustration qui fait tomber le sujet dans un état maniaco-dépressif aigu, lequel ne tarde pas à affecter le langage. Le sujet se met alors à prononcer des phrases incohérentes, des monosyllabes, incongrues. Il ne boit plus, ne mange plus, ne se lave plus, bref ne vit plus : il programme.*»

Mais à côté de cet esprit froideur - qui dénote plus une volonté de tourner les institutions en dérision que de les détruire -

(Publicité)
PARENTS
Vos enfants ont-ils une école pour leur avenir ? L'ÉCOLE «*LES COCCINELLES*» à Cramant-Montana Vaux (Seine) vous offre la possibilité de faire de votre enfant un «*bilingue*» franc-anglais - atmosphère familiale, petit effectif (30 enfants) - Activités sportives : tennis, ski et patinage : toutes l'année, tennis, équitation, natation, athlétisme, golf (été).
Tél. : 19-41-27/41-24-23.
La direction recevra à Paris les 18 et 19 juin à l'hôtel de la République des Champs-Élysées, 10, rue Foch.
Réservez votre rendez-vous directement à l'école.

Festival d'« Art ado »

Le premier Festival d'Art Ado a été tenu le 6 et 9 juin, au lycée autogéré de Paris, 33, rue de Valenciennes (15^e). Musique, théâtre, photos, vidéo, mode : les lycéens ont expérimenté l'égalité entre les élèves et les professeurs. Ici, on s'exprime, on vient s'approprier, on vient s'amuser - pardon, on vient s'exprimer - quand on le veut. Le mot obligation a été rayé de la Constitution du lycée. Il est interdit d'interdire. Il y a vingt ans.

Le mot d'ordre pourrait être «*l'expression par la création*». Dans le jardin, une agréable sculpture en béton, visages encastrés, donne une fresque où chacun a été allé de son pinceau. Au rez-de-chaussée, l'expression corporelle réunit chorégraphie improvisée, sans complexes et sans frontières, les lycéens français et leurs homologues étrangers.

Si les élèves du lycée autogéré ont la vaine ambition, comme en témoignent leurs concours de jazz, leurs vidéos et leurs montages photos qu'ils baptisent «*Bourk-Art*», ils s'enthousiasment pour l'actualité, un particulier l'apartheid et Tchernoïv, auxquels ils consacrent deux expositions.

Et le bac dans tout ça ? Peu importe. «*Ici, tu te présentes quand tu te sens prêt, ne peut t'y obliger*», Jacques Bonnisseau, professeur de sciences naturelles. «*L'objectif n'est pas de donner une culture générale aux élèves, mais qu'ils se l'approprient par eux-mêmes. A 40 % de réussite l'an dernier, voilà un résultat qui lui paraît excellent.*»

A. L.

FRANÇOIS DANCHAUD.

CDIL, 33, rue de Valenciennes, 75009 Paris. Tél. : 45-26-29-32.

La palme à « Lapsus »

DIRECTEUR, rédacteur en chef, secrétaire de rédaction, Michel Tarnan cumule toutes les fonctions importantes de son journal : *Lapsus*. Malgré ses étonnantes responsabilités, c'est un patron heureux. Le premier numéro a été tiré à 250 exemplaires, le second à 350, quant au troisième, tous les lycéens du lycée Flora-Tristan, Noyes-le-Grand (Seine-Saint-Denis) vont se l'arracher : *Lapsus* vient en effet d'être consacré au concours «*Scoop en Stock*» 88. Michel, 21 ans, n'en croit pas ses yeux, lui qui, depuis son plus jeune âge, rêve d'être journaliste. «*Je ne pouvais plus attendre, il fallait que j'écrive et que je crée un journal*», explique-t-il. Il a fallu d'abord convaincre l'administration, qui n'était toujours pas certaine d'initier. Grâce à ce genre d'initiative. Grâce à ces trésors de diplomatie, Michel a réussi à emporter la décision. «*Madame le proviseur*» même décidé de nous attribuer une subvention de 1 000 F, explique-t-il. Une petite équipe s'est mise alors au travail pour concevoir la maquette, trouver un titre. «*Mais nous nous sommes rendus compte que notre journal ressemblait à un vrai journal.*»

Dès le premier numéro, la une annonce la parution de Joseph J. l'auteur du *Le roman du monde* de Serge Gainsbourg.

Mais les élèves attendent surtout d'un journal lycéen qu'il leur donne du «*bahut*». C'est là toutefois que le *Lapsus* blesse : la liberté d'expression, parfois corrosive, des lycéens n'est toujours



bien vue par l'administration du lycée.

«*Avant que le journal ne paraisse, nous étions engagés à en discuter avec le proviseur. Il arrive que des lycéens suscitent la contestation.*» Dans le numéro deux, *Lapsus* a publié un compte rendu du conseil d'administration du lycée sous le titre évocateur : «*Poulailler*... ». Après des négociations, l'article

paru, mais les élèves ne sauront pas qui se cache derrière les «*TUUT*» qui ont remplacé les noms propres à la demande de la direction. «*N'est-ce pas par ces péripéties et à bien d'autres, nous sommes en ténie pour l'année prochaine.*» Nous avons une expérience formidable, mais je dois avouer qu'il n'est pas évident de se faire entendre et les responsabilités d'un journal, observe-t-il.

Vous recherchez :

- Une formation de qualité.
- Des études adaptées à votre personnalité.
- Une entrée réussie dans la vie professionnelle.

Vous sortez de troisième ou de seconde

L'acquisition d'une véritable culture de base vous permettra :

- Un enseignement qui associe théorie et pratique.
- Des professeurs qualifiés en liaison avec l'entreprise.
- Des cours magistraux. Des travaux pratiques informatisés.
- Des stages en entreprises.

De retrouver le sens de l'effort et du devoir nécessaires au travail bien fait.

REP Compabilité, Commerce, A.S.A.I.

11 rue du Sergent Baucher 75012 Paris

(1) 43.45.98.32

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT

ENSEIGNEMENT PRIVE

secrétariat de direction
traitement de texte
secrétariat médical

40, rue de Liège 8^e
Tél. 43.87.58.83. Métro : Liège-Europe-St Lazare

Non, avenir assuré!

DE MEILLEURES CONNAISSANCES POUR UN AVENIR MEILLEUR

Juillet et Septembre : dans un cadre de verdure en bord de Seine.

Octobre : Renseignements et inscriptions :

L'UNIVERSITE PARIS III propose :

- Séminaires de formation : perfectionnement : droit, commercial, économie générale et d'entreprises, comptabilité etc...
- Préparation aux :
 - DEUST "Enseignement comptable" diplôme d'état du 1^{er} cycle accessible avec ou sans bac
 - L'expertise comptable ;
 - CPECF et DECS : cours du jour et du soir
 - Groupes de travail à effectif limité

UNIVERSITE PARIS III - XII - Formation continue

58, av. Didier - 94210 La Varenne-St-Hilaire Tél. : (1) 48 86 11 67 - poste 633

RER ligne A 2 - La Varenne-Chennevières

عبدالله من زلاحي

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Ouverture du musée Napoléon à Fontainebleau

La pourpre impériale et la redingote grise

Après quatre ans de travaux, le musée napoléonien, inauguré par M. Philippe Villiers, secrétaire d'Etat à la culture, ouvre ses portes. Que d'or ! Que d'or !

Les musées napoléoniens à Fontainebleau et à la Malmaison, a le sien, ainsi que Bois-Préau, en face du parc de Joséphine. Il y a aussi le château de Compiègne, Ajaccio, bien sûr, l'île d'Aix et quelques autres plus modestes. Cette prolifération semble normale aux Français qui continuent de chérir le grand homme, si l'on en croit un récent sondage. Chaque sanctuaire expose donc son lot de petits chapeaux et de redingotes grises, ou poignées de médailles, un nombre impressionnant de l'ère de camp qui tous ont exclusivement servi de couche au petit caporal en campagne.

Mardi 10 juin, le secrétaire d'Etat à la culture, Philippe Villiers, assis de son hélicoptère, avec un certain regard, pour inaugurer au château de Fontainebleau, l'ultime temple impérial. Dans sa foule, la haute silhouette du prince Napoléon, l'arrière-petit-neveu, à qui l'on doit ce nouveau mémorial. C'est en effet en 1979 que le descendant de Jérôme Bonaparte, dernier rejeton de l'insatiable tribu corse, fit don à l'Etat des collections qu'il tenait de son grand-père, mais aussi de l'impératrice Eugénie, la veuve de Napoléon III.

Après mûres réflexions, il fut décidé de scinder la legs en plusieurs lots. Ce qui se rapportait au Consulat fut aigüé vers la Malmaison. Les vestiges de Sainte-Hélène et du retour des cendres gagnèrent Bois-Préau. Les souvenirs de Napoléon le petit ont été expédiés à Compiègne. Quant aux papiers, ils furent orientés vers les archives nationales. En revanche, la période proprement impériale (1804-1814) a été regroupée à Fontainebleau. Ensuite, afin d'harmoniser les collections, on procéda à des échanges judicieux entre les différents centres du culte. Et pour que la musée ait définitivement belle allure, on fit venir de Versailles et du Gard-musée national un certain nombre de pièces qui y étaient déposées.

Le choix de Fontainebleau est assez logique. C'est là que, selon Vigny, eut lieu, en 1804, la fameuse scène entre le pape Pie VII et le futur César. Promesses, éclats de voix, menaces, mots d'auteurs — commodes, tragédies. — Un vase de Sévres fut brisé et l'empereur finalement couronné à Notre-Dame. Dix ans après, le 20 avril 1814, dans la nuit, le Consulat, l'empereur aux abois fit le vœu que sa vieillesse soit multipliée par cent mille.

Fontainebleau, chaque été, des étudiants viennent y étudier les arts. La V^e République a voulu d'y faire revivre les formes de la cour impériale.

La famille au grand complet

Il a fallu d'abord aménager le décor d'origine qui subsistait. Sur des murs blancs au style national, les œuvres des peintres qui ont été créées pour quinze pièces livrées au public. Dames, lampes, ton sur ton, l'ensemble est d'une harmonie parfaite. Les couleurs claires : vert, étoile et rouge, jaune et blanc à l'exception d'acanthus, bleu céleste, de la vaisselle ; pièce de résistance, le grand vermillon offert par la Ville de Paris. Partout de la porcelaine de Sévres minutieusement peinte. Sous sa forme, le campagnon en linoléum des coloris d'une fois discrets. L'ensemble, petit chapeau à deux couleurs et la redingote grise, l'uniforme de l'empereur et de la garde et les officiers, qu'il a eus. Ici, nous dit-on, tout est authentique : ce sont des objets du petit-neveu qui les a donnés. On voit encore le bonnet du roi de Rome, le bonnet coussinet de l'empereur et un très beau médaillon ayant appartenu à sa sœur Eléonore. Car la famille impériale est — au second — au grand complet. Depuis Léonora, sœur de Napoléon, à Marie-Louise, — service à des peines et des plaisirs de l'amour, exécuté à Sévres — portrait peint par Gérard, il y a aussi un tableau de l'empereur par David. Il ne manque que Lucien, le troisième fils, exilé à Rome, qui n'a pas été au moins médaillon.



L'impératrice Marie-Louise peignant Napoléon par A. Menjaud

Après son départ, le bâtiment fut restauré et décoré. Dans la foule, un côté de la cour du Cheval-Blanc fut rasé. Prologue à des travaux géants, qui se résumeront en une médiocre grille d'honneur, celle que l'on voit aujourd'hui. Dans cette alle, décidément transformable à vue, Napoléon III construisit un théâtre. Sadi Carnot puis Félix Faure y firent de courts séjours à la suite de leurs présidentiels patrons. A partir de

champs, tout est riche, charmant, tout est d'une patisserie qui fait trop. Rutilant. L'or brille partout. Chaque salle est ornée d'un thème. Dans la première, Napoléon l'empereur et son roi, on peut admirer ses lettres de noblesse, surbrassées, son drapeau aux diamants, gros cristaux de la cour de perdrix — une étonnante épiquisme présente : « Les pierres sont si belles, sont si belles ». Dans une autre salle s'étale la somptuosité

de la vaisselle ; pièce de résistance, le grand vermillon offert par la Ville de Paris. Partout de la porcelaine de Sévres minutieusement peinte. Sous sa forme, le campagnon en linoléum des coloris d'une fois discrets. L'ensemble, petit chapeau à deux couleurs et la redingote grise, l'uniforme de l'empereur et de la garde et les officiers, qu'il a eus. Ici, nous dit-on, tout est authentique : ce sont des objets du petit-neveu qui les a donnés. On voit encore le bonnet du roi de Rome, le bonnet coussinet de l'empereur et un très beau médaillon ayant appartenu à sa sœur Eléonore. Car la famille impériale est — au second — au grand complet. Depuis Léonora, sœur de Napoléon, à Marie-Louise, — service à des peines et des plaisirs de l'amour, exécuté à Sévres — portrait peint par Gérard, il y a aussi un tableau de l'empereur par David. Il ne manque que Lucien, le troisième fils, exilé à Rome, qui n'a pas été au moins médaillon.

L'aménagement et la rénovation des salles a coûté plus de 25 millions de francs, mais ont permis de restaurer entièrement la réception du musée qui accueille tous les ans 450 000 visiteurs. Les visiteurs ne manqueront pas d'être jeter un œil sur l'un des chefs-d'œuvre de Fontainebleau, enfin restauré : la sculpture en plâtre de l'empereur dans le monument aux morts, un temps pour la reine Marie-Antoinette. Il est surmonté d'un amour, un chapeau sur la bouche, environné de pavots et de touffes de lys. Sur les murs, une œuvre au superbe motif exécuté à la fin du règne de Louis XVI. Ou plutôt, au règne de Louis XVI, brûlée par le soleil, il a fallu la restaurer.

Les entreprises Lyria, Tassinari et Christy de Lyon, ont été chargées. Mais de bric et de broc, et de bric et de broc (Louvre et Maury), ils ont mis vingt ans pour réaliser ce travail, à moins de 10 millions par an. Une pure merveille. Le conservateur, M. Jean-Pierre Samoyault, arrivé au bout de ses peines. En poste depuis quinze ans, il ne lui reste plus que trois semaines à la tête. Les appartements privés de Napoléon et ceux de Pie VII, qui seront restaurés vraisemblablement l'année prochaine. Un travail plus difficile : la rénovation du théâtre de Napoléon III, en trois états, et le musée de l'impératrice Eugénie, l'Extrême-Orient au par les yeux d'Offenbach. Mais peut-être Jean-Pierre Samoyault ne sera-t-il plus là. Car par là lui pour Versailles ou, pour le coup, il aurait encore du pain sur la planche.

EMMANUEL DE RUVEL

Hanne Darboven à l'ARC

Murs d'images

En mille six cents panneaux muraux, Hanne Darboven raconte tout, elle-même et le monde.

Peut-être déjà, en Allemagne ou ailleurs, à l'occasion de grandes expositions internationales — Kassel, Venise — ou même à Paris (« Art-Allemagne aujourd'hui », en 1981, à l'ARC) le travail d'Hanne Darboven largement déployé : des murs entiers couverts de pages d'écritures manuscrites et de chiffres systématiquement ordonnés. Elle arrête, intrigue, fascine. Aux murs, des manifestations d'art conceptuel, il y avait ces notes de lecture, simulacres de transposition visible de l'Odyssee des Mots, de Sartre, de la preuve patiente d'un vécu personnel, de l'autobiographie, journal intime maquillé, à la fois une sagesse du scribe. Visuellement, c'était beau, musical, en temps passé, ce tricotage de Pénélope pensante et fragile comme

Aujourd'hui Hanne Darboven a singulièrement élargi le cercle de son entreprise qui de l'écrit a gagné le langage des images, des mots sous-jacents à la culture 1880-1983, un spectacle de 50 x 70 centimètres, des collages associant photographes, cartes postales, vignettes, etc., collectées, classées, méthodiquement rangées, mises en scène (quelque part

l'ordinateur est comparé au métier Jacquard), réparties en « vingt-quatre chants », on peut même les formes d'images possibles : albums de paysages romantiques, albums de famille (pour l'histoire personnelle), photos kitsch, vignettes publicitaires (dans les tablettes de chocolat pour l'enfance), herbiers, cartes de Der Spiegel (pour la politique), pages du catalogue de la collection Ludwig (pour l'art), mais aussi images de l'Hollywood (le monde vu à travers un spectacle), la photographie, l'industrialisation de l'Antique et du Nouveau Monde, les deux guerres mondiales... Ponctuellement, un peu comme un leitmotiv, des pages d'écritures reviennent, affirmant le tempo personnel de l'artiste, recoupant le temps historique.

Que retenir de tout cela, auquel s'ajoute un cortège d'objets à fonction symbolique, portant sur les régions, l'unité de l'Allemagne, la démocratie, la loi de société ? Au-delà de l'ampleur de la tâche que s'est fixée l'artiste, qui en a inspiré le respect, au-delà de la masse d'écritures, de donner personnellement du sens à l'histoire, faut-il pas voir dans ces montages une réflexion sur la capacité de l'image à informer et à désinformer — par la surinformation ou la manipulation formelle ? Des pages d'actualité.

GENEVIÈVE BREERETTE
ARC, Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, jusqu'au 22 juin.

Deux expositions à l'Institut français d'architecture

Chapeaux ronds, chapeaux pointus

« Modernité et régionalisme en Bretagne » et « Ingo Maurer », deux expositions qui se sont rencontrées par hasard.

Si le titre et l'évocation n'en étaient si éloignés, nous n'aurions peut-être pas attendu Ingo Maurer et ses petites lampes pour évoquer cette « Bretagne et régionalisme en Bretagne ». Elle nous prend l'architecture des pays de la cornemuse bretonne et la première guerre mondiale pour la mettre au jour, nous la seconde : 1918-1945, la durée d'une bonne guerre régionale dont les symboles, ici, sont purement plastiques.

Les voies de l'identité locale s'y croisent beaucoup plus variées que prévu. Et, pour tout dire, on découvre que ces paysages de Bretagne, ces paysages à peine connus, ont fait ses parents bretons, un mois en deux sur la saison régionale d'une identité bretonne.

On comprend mal ce que signifie régionalisme en architecture, d'une part, car, dans le Corbusier, Zig et Zou et un chapeau rond, les protagonistes exultent.

Ingo Maurer n'a strictement rien à voir avec la Bretagne, sinon pour l'avoir rencontré à l'IFA. Lui, c'est plutôt une affaire de chapeaux pointus, ou même d'entourlopes, ou plutôt celles de son équipe — il faut à son créateur, —

s'appellent Ya Ho ou bien aha SoSo, ce qui n'explique pas vraiment qu'il soit installé en Allemagne. Ingo Maurer and Team s'occupe d'architecture et d'espace. A l'origine, il y a SoSo, une lampe-ampoule, présentée comme un hommage à Edison, qui a donné un classique de design dans les années 60. Depuis, il y a eu l'ios, « soleil d'opaline suspendu entre deux fines lignes d'acier et d'un plus remarquable lampadaire halogène d'aujourd'hui », nous souffle la brochure de presse.

Ya Ho, on avait pu le voir à l'exposition « Lumière, je pense à vous », au Centre de création industrielle (CCI). C'est un système de tension (12 volts halogène, idéal pour enfants turbulents), tendus dans l'espace, sur lesquels on place des éléments extrêmement bizarres et inhabituels, terminés par de petites ampoules munies d'un abat-jour.

Aha SoSo, si vous suivez bien, est une extension de l'idée précédente. Maurer et ses shires s'ont précipités la démonstration à l'IFA, dans deux belles merveilles. Cet espace, où s'accroche inopinément la lumière sur le principe de l'ampoule, est superbe, plus abstraite, plus poétique. Et à peu près aussi facile à décrire que l'Amérique avant sa découverte. Ya Ho Hooooo!

FREDERIC EDELMANN.

* Institut français d'architecture, 6, rue de Valenciennes, Paris. Tél. : 46-33-90-36. De 12 h à 18 h, jusqu'au 14 juin.

Le premier Festival des arts électroniques de Rennes

Tremblants simulacres

La fête électronique s'est penchée sur la capitale du Minitel. Résultat : un festival tout nouveau.

C'était le 14 juillet, ce week-end, à Rennes. Avec les « poussez-vous derrière » de ceux qui poussent toujours et les « qu'est-ce que tu vois, Gégé ? » du père qui a perché fison sur ses épaules en guise de télescope. Oui, toute la ville semblait être déversée, à la nuit tombée, sur les quelques mètres de la rue piétonne qui séparent l'hôtel de ville de la place de la République. Une Barbara dévotement tirait des sons d'un piano tandis que ses acolytes masqués se croisaient d'un pas incertain sur des accords synthétiques mais très diffusés. « Parade de robots » titrait l'affiche. « Humains, trop humains », se plaignaient les humains.

En fait, mystère. Une immense photo d'Orlan (madone « in » du multimédia) collée en effigie sur la façade de l'hôtel des Postes et entourée, comme un autel, d'ampoules multicolores, annonçait quelque

messe noire. Mais un laser vint bientôt tracer sur la pierre des slogans à la gloire du PTT : « Conceptuel ou bachelé ? » s'interrogeaient les mieux informés.

Sur la fête électronique, la fête de Rennes a cependant été déçue. Et, comme dit le député-maire, « ici, quand on dit quelque chose, on le fait ». L'effort n'a été que de décourager par le défilé de l'Etat, qui devait être pour cette première festival. L'EDF, la SNCF, la région bretonne ont postes, y sont allés de leurs drapeaux pour attirer de 500 000 F les 1 millions et demi de visiteurs par la municipalité. Rennes, ville du futur (le Monde du 15 novembre 1985) qui avait la réputation d'être, mais prochain d'un

reste, la ville de la télévision, port d'attache du premier studio de télévision numérique au monde, Rennes, le Minitel n'a né, sera-t-elle la capitale des arts avancés ? « Ce que l'on voit ici, on ne le voit qu'à Varsovie ou à Beaubourg », dit Edmond Hervé. Par ce qu'ils ont vu, la biennale de Venise à Montréal sont, en tout cas, déjà à l'honneur.

Ce premier festival n'a pourtant pas été spectaculaire. En

attendant Bernard Sesner, son « Laser graphic » et la diffusion des matches du Mondial sur grand écran, les Fragments lumineux de Friloux-Gedanken proposaient une œuvre visuelle et gestuelle pour une seule œuvre (Caroline Vandenbussche) et une œuvre électroacoustique (Alain Lihoud) à l'exception du petit comité. De très nombreux projections vidéo non-stop (films d'Ashley, d'Atlas, de Fargier...) s'adressaient aux plus au premier plan. L'exposition d'art plastique (Laurie Anderson, Allen, Arman...) et les concerts de musique électroacoustique étaient, quant à eux, faibles et éphémères.

Mais l'effort n'a été que de flatter le grand escalier de la mairie où deux énormes boîtes à sons (Jean-Marc Vivien) diffusant en boucle des vibrations d'usine : les jeunes mariés du samedi ne s'en sont pas remis. Et le « chant d'interactions » de Piotr Kowalski, réglant sur un jeu de chacun le clignotement de parois lumineuses, aurait séduisant s'il n'avait été, en fait, prévu à l'échelle d'un quartier et ici miniaturisé : les visiteurs n'ont fait que passer.

Ces trois expositions installées dans la salle omnispore — « Ecrans modèles », « Matériau à musique », « Image du corps, image de la terre » — n'avaient pas plus très clairement leur projet. Certains thèmes ou thèmes n'étaient, bizarrement, pas représentés — la musique, par exemple, ni Bourges, ni l'Unitaire, ni le Grand lyonnais. Certains matériaux importants étaient soit absents (la X de l'IRCAM), soit décrits sans être exposés (le studio Syter du GRM). Le stand de l'UPEC, dédié par deux stakhanovistes de la démonstration, eut, en revanche, plus de succès que le tapis musical du GRM. Certes, le public ne venait pas pour s'amuser : une manifestation comme celle-ci — que l'on ne peut pas vraiment dire — est difficile de faire passer une information précise sur des techniques avancées à la faveur d'un festival dont la vocation est de divertir.

ANNE REY.

* Jusqu'au 14 juin. Renseignements : Centre de la culture, tél. 99-31-53-33. Toutes les manifestations, sauf les spectacles, sont entrées libres.

JEAN-CLAUDE HUBRY

ISABEL OTERO HIPPOLYTE GIRARDOT

ROBIN RENJUCI

L'AMANT MAGNIFIQUE

APPELEZ LE 438.71.77

ALINE ISSERMANN

DOCTE ADOLPHUS MOORE NORTH, DANIEL LEGOU

JEAN-PIERRE MOORE, MOORE DREYER, MOORE MOORE MOORE MOORE

DANIELA MOORE MOORE MOORE MOORE MOORE MOORE MOORE MOORE

MOORE MOORE MOORE MOORE MOORE MOORE MOORE MOORE

REPORTER ALX MOORE DE 15 ANS

CINÉMA

« L'Amant magnifique », d'Aline Issemermann

Etreintes occasionnelles

Antoine (Robin Renucci) gère un élevage de chevaux à pleine nature. Une femme, Viviane (Isabelle Otero), s'ennuie et leur amour s'effrite dans la monotonie. Un palefrenier, étrange et beau, Vincent (Hippolyte Girardot) attire irrésistiblement la jeune femme. Elle lui, ils s'étreignent. Antoine, le palefrenier, Viviane quitte tout pour partir avec lui. Cette histoire semble banale, mais la réalisatrice du *Manège de Juliette* sait transcender la banalité pour mettre au jour le cheminement des sentiments.

L'Amant magnifique est un hymne au corps féminin, à l'union physique avec l'homme, qui d'abord au plaisir, à l'épanouissement du partenaire ; un hymne qui voudrait aussi le rapport de la femme à la terre, aux arbres, au ciel. À l'eau aussi, mais lorsque Viviane et Vincent se trouvent au bord de la mer, à proximité d'une zone industrielle, leur communion avec la nature n'existe plus.

On s'en voudrait, l'état actuel du cinéma français, de ne pas saluer l'originalité d'un film qui bannit tout ce qui est le plus grossier que le romantisme puisse faire. Aline Issemermann redonne à l'amour hétérosexuel un élan et une fois charnel et spirituel qu'on ne lui connaît plus à l'écran. Les corps nus, les caresses échangées vibrent d'une sensualité à laquelle répondent le *Manège de Juliette* des branches d'un olivier, les frêles de l'eau, l'immensité des paysages. La rigueur des cadrages et des compositions photographiques est remarquable.

Pourtant, on regrette la minceur du scénario, la répétition presque obsessionnelle des étreintes, Hippolyte Girardot, à la longue, n'est plus un objet, un objet exaltant, la porteuse de violence et de gangrène, qui semble plaquée à l'itinéraire du désir, de son accomplissement.

J. B.

■ Voir les films nouveaux.

« Les Plaisirs de la chair », de Nagisa Oshima

Le précepteur débauché

Un inédit du cinéaste de l'Empire des sens. Déjà la passion. Déjà la chair. Triste hélas. Et belle.

Que les plaisirs de la chair sont vains, quand ils sont monnaie, il est une des leçons apparentes de ce très beau film d'Oshima, tourné en 1965 (et intitulé simplement au Japon « Les Plaisirs de la chair »), d'après un roman de Futaro Yamada. Pour amener qu'elle soit, la fable assez picaresque que propose cette œuvre flamboyante, au *Manège de Juliette* en scope fait merveille comme *Contes cruels* de la jeunesse, est, sinon plus complexe, un peu plus fine qu'il n'y paraît à l'annonce de cette morale banale et peut-être contestable.

Wakizaka est un jeune homme pauvre, précepteur d'une adolescente de bonne famille, Shoko, dont il est secrètement épris, comme il se voit. Il apprend un jour que Shoko a été violée autrefois, à l'âge de huit ans - elle ne se souvient heureusement de rien - par un homme qui exerce un chantage infâme sur les parents. Ceux-ci font comprendre à Wakizaka qu'ils lui seraient bien reconnaissants de faire cesser ces manœuvres, et le précepteur s'empresse de retrouver à bord d'un train le maître-chanteur et de l'expédier dans la nuit par une portière. Hélas, quelqu'un l'a vu commettre cette bonne action : un fonctionnaire corrompu, qui a détourné 30 millions de yens et s'apprête à passer cinq années en prison, promet son silence sur le crime de Wakizaka, à condition que ce dernier lui garde ses frais ses yens et les lui rende dans cinq ans. Au bout de quatre ans, l'ex-précepteur apprend que sa Shoko, tant convoitée, en a épousé un autre. Dans son désespoir, il décide d'un engagement de cinq millions en son nom, auprès des filiales, bien entendu.

A cet instant, on n'est en encore qu'au tout début de l'histoire. Oshima fait preuve en effet, comme dans les autres, d'une maîtrise et surtout d'une autorité qui lui permettent de mener son récit à bride abattue, avec une virtuosité éblouissante. Une fois cette situation complexe exposée, il ne s'accorde aucune pause, aucune complaisance, dans la description des malheurs de son débauché frénétique. Nakizaka



tombe de femme en femme vers sa perte (et l'épuisement de son trésor) sans jamais en retirer aucune ni connaître la joie d'une prise ferme.

Toutes sont attachées ou étonnées, surtout l'une d'elles qui se refuse longtemps à lui et semble préférer la noyade dans les vagues plutôt que son étroite. Toutes sont admirablement saisies par Oshima autant qu'elles échappent à son héros. La chute sera triste ou s'en doute, comme l'aure des chairs mais ce n'est pas tant la sensualité

qui est en cause que la haine et l'obsession du temps compté, gâchant les jours et les nuits de ce jeunesse convaincu que l'argent peut accélérer toute séduction.

Paradoxalement ou non, le talent exceptionnel d'Oshima est d'abréger toute lenteur dans sa narration. Et de se poser, à l'orée de sa carrière, non comme un émile des cinéastes américains de l'époque ou du jeune Godard, mais bien comme le grand auteur qu'il n'a cessé d'être depuis.

MICHEL BRAUDEAU.

Un léger mieux... pour le film américain

En chute depuis plus de deux ans, la fréquentation des salles de cinéma s'est redressée au premier trimestre 1986. Les résultats de Paris restent médiocres (- 7 %) mais compensés par une hausse dans le nord et l'est de la France, ainsi qu'en grande banlieue parisienne.

Toutefois, ce redressement ne concerne pas les films français qui continuent à perdre des parts de marchés (37,3 % au 1er trimestre 1986, contre 43 % l'an dernier) au profit des films américains (60,2 %). Les carrières satisfaisantes de *Pirates*, *Tenue de soirée*, *Black Mac*, au second trimestre, devraient permettre d'améliorer les résultats de la production nationale.

La profession demeure très nerveuse. Les exploitants de salles ont demandé, lors de leur congrès à Deauville, une aide accrue des pouvoirs publics contre une crise qui les frappe de plein fouet. Ils entendent notamment profiter de la nouvelle taxe sur les recettes des chaînes de télévision. Les producteurs s'y opposent en mettant en avant la mauvaise situation du film français et la détérioration, ces dernières années, du soutien automatique à la production.

M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication, a promis aux exploitants que le prix des places de cinéma serait libéré avant la fin de l'année, une décision qui aurait repoussé l'aval du ministre de l'économie et de finances.

Le festival du film gay

Organisé par Nouveau Langage avec le soutien de *Gai Pied Hebdo*, ce festival international n'a pas de précédent à Paris et se présente, du 11 au 24 juin, aux cinémas Olympic, une cinémathèque de films anciens ou contemporains venus de tous les pays, dont l'homosexualité, masculine ou féminine, est le sujet, traité soit par allusion, au temps où la censure veillait, soit directement, depuis l'ère libérale.

Parmi les inédits en compétition (projets à l'Olympic, 10, rue Boyer-Barret, 14°), on verra des films espagnols tournés depuis la mort de Franco mais l'un d'eux, *Flora d'automne* ou *Un dieu inconnu*, une comédie allemande sur le SIDA, *Pia de* pour un virus, de Rosa

Fraunheim et le film grec célèbre *Angelos*.

Parmi les classiques (films projetés à l'Olympic, 14°), on signale *Différent des autres*, de Richard Oswald (1919), avec Conrad Veidt, produit par l'Institut Hirschfeld, qui provoqua la colère des nazis ; la version allemande de *Victor* de Mikael, de Carl Dreyer et une perle italienne, *Le Trou aux folles* (1979).

Un prix du public et un marché du film gay sont prévus. Séances à 16 heures et 22 heures avec des suppléments à 14 heures les samedi et dimanche. Rens. : 43-57-52-05, 47-47-36-41 et 43-47-12-12.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 11 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (43-77-13-13).

PAUL COLIN, Jusqu'au 30 juin. Peintures, gravures 1950-1965. Jusqu'au 13 juin. Bibliothèque nationale, 4, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-13). Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30. Entrée libre.

MASQUES ET SCULPTURES D'AFRIQUE ET D'OCCIDENT. Jusqu'au 13 juin. Bibliothèque nationale, 4, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-13). Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30. Entrée libre.

1964. LES NOUVEAUX REALISTES - JEAN-LOUIS BERT. Photographies et sculptures. Jusqu'au 13 juin. Bibliothèque nationale, 4, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-13). Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30. Entrée libre.

MEUBLES ET OBJETS D'ART 1920-1937. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). A partir du 12 juin. En permanence.

HANNE DARBOVEN. Eclaircie de la culture 1898-1983. FELICE VARINI. Révolutions. JAN. L'ARC. Jusqu'au 13 juin. Bibliothèque nationale, 4, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-13). Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30. Entrée libre.

MARINETTE CUECO. Herbes. Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 26 septembre.

SEBASTIAO SALGADO. Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30. Entrée libre.

ANDRÉ FRANÇOIS. Jusqu'au 8 septembre. Bibliothèque nationale, 4, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-13). Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30. Entrée libre.

OUVERTURES SUR L'ART AFRICAIN. Musée des arts décoratifs, 107, rue Rivoli (42-60-32-14). Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30 ; dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 29 juin.

YVES SAINT LAURENT. 28 années de création. Musée des arts et de la mode, 11, rue Rivoli (42-60-32-14). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 18 h 30. Dim. de 11 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 28 juin.

SAVIGNAC. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (45-55-91-30). Sauf dim. (et jours fériés), de 11 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

SIGNE ET CALLIGRAPHIE. Musée national des arts africains et océaniques, 253, avenue Daumesnil (43-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 20. Entrée : 20 F ; dim. : 10 F. Du 13 juin au 15 septembre.

SCIENCE ET TECHNIQUE AU SECOURS DE L'ART. Musée national de la Légion d'Honneur, 2, rue de Boilesson (45-55-95-16). Sauf lundi, de 14 h à 17 h. Jusqu'au 15 septembre.

ALEXANDRE THÉODORE GNIART, 1739-1813. Architecture et décor. Jusqu'au 11 juillet. JUDITH CLANCY, Paris vivant, le point de vue d'une Américaine. Jusqu'au 6 juillet. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (47-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h.

L'ART DE LA PLUME-BRESSI. Musée d'histoire naturelle,

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 11 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (43-77-13-13).

PAUL COLIN, Jusqu'au 30 juin. Peintures, gravures 1950-1965. Jusqu'au 13 juin. Bibliothèque nationale, 4, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-13). Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30. Entrée libre.

MASQUES ET SCULPTURES D'AFRIQUE ET D'OCCIDENT. Jusqu'au 13 juin. Bibliothèque nationale, 4, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-13). Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30. Entrée libre.

1964. LES NOUVEAUX REALISTES - JEAN-LOUIS BERT. Photographies et sculptures. Jusqu'au 13 juin. Bibliothèque nationale, 4, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-13). Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30. Entrée libre.

MEUBLES ET OBJETS D'ART 1920-1937. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). A partir du 12 juin. En permanence.

HANNE DARBOVEN. Eclaircie de la culture 1898-1983. FELICE VARINI. Révolutions. JAN. L'ARC. Jusqu'au 13 juin. Bibliothèque nationale, 4, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-13). Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30. Entrée libre.

MARINETTE CUECO. Herbes. Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 26 septembre.

SEBASTIAO SALGADO. Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30. Entrée libre.

ANDRÉ FRANÇOIS. Jusqu'au 8 septembre. Bibliothèque nationale, 4, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-13). Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30. Entrée libre.

OUVERTURES SUR L'ART AFRICAIN. Musée des arts décoratifs, 107, rue Rivoli (42-60-32-14). Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30 ; dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 29 juin.

YVES SAINT LAURENT. 28 années de création. Musée des arts et de la mode, 11, rue Rivoli (42-60-32-14). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 18 h 30. Dim. de 11 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 28 juin.

SAVIGNAC. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (45-55-91-30). Sauf dim. (et jours fériés), de 11 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

SIGNE ET CALLIGRAPHIE. Musée national des arts africains et océaniques, 253, avenue Daumesnil (43-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 20. Entrée : 20 F ; dim. : 10 F. Du 13 juin au 15 septembre.

SCIENCE ET TECHNIQUE AU SECOURS DE L'ART. Musée national de la Légion d'Honneur, 2, rue de Boilesson (45-55-95-16). Sauf lundi, de 14 h à 17 h. Jusqu'au 15 septembre.

ALEXANDRE THÉODORE GNIART, 1739-1813. Architecture et décor. Jusqu'au 11 juillet. JUDITH CLANCY, Paris vivant, le point de vue d'une Américaine. Jusqu'au 6 juillet. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (47-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h.

L'ART DE LA PLUME-BRESSI. Musée d'histoire naturelle,

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 11 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (43-77-13-13).

PAUL COLIN, Jusqu'au 30 juin. Peintures, gravures 1950-1965. Jusqu'au 13 juin. Bibliothèque nationale, 4, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-13). Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30. Entrée libre.

MASQUES ET SCULPTURES D'AFRIQUE ET D'OCCIDENT. Jusqu'au 13 juin. Bibliothèque nationale, 4, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-13). Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30. Entrée libre.

1964. LES NOUVEAUX REALISTES - JEAN-LOUIS BERT. Photographies et sculptures. Jusqu'au 13 juin. Bibliothèque nationale, 4, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-13). Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30. Entrée libre.

MEUBLES ET OBJETS D'ART 1920-1937. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). A partir du 12 juin. En permanence.

HANNE DARBOVEN. Eclaircie de la culture 1898-1983. FELICE VARINI. Révolutions. JAN. L'ARC. Jusqu'au 13 juin. Bibliothèque nationale, 4, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-13). Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30. Entrée libre.

MARINETTE CUECO. Herbes. Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 26 septembre.

SEBASTIAO SALGADO. Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30. Entrée libre.

ANDRÉ FRANÇOIS. Jusqu'au 8 septembre. Bibliothèque nationale, 4, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-13). Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30. Entrée libre.

OUVERTURES SUR L'ART AFRICAIN. Musée des arts décoratifs, 107, rue Rivoli (42-60-32-14). Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30 ; dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 29 juin.

YVES SAINT LAURENT. 28 années de création. Musée des arts et de la mode, 11, rue Rivoli (42-60-32-14). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 18 h 30. Dim. de 11 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 28 juin.

SAVIGNAC. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (45-55-91-30). Sauf dim. (et jours fériés), de 11 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

SIGNE ET CALLIGRAPHIE. Musée national des arts africains et océaniques, 253, avenue Daumesnil (43-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 20. Entrée : 20 F ; dim. : 10 F. Du 13 juin au 15 septembre.

SCIENCE ET TECHNIQUE AU SECOURS DE L'ART. Musée national de la Légion d'Honneur, 2, rue de Boilesson (45-55-95-16). Sauf lundi, de 14 h à 17 h. Jusqu'au 15 septembre.

ALEXANDRE THÉODORE GNIART, 1739-1813. Architecture et décor. Jusqu'au 11 juillet. JUDITH CLANCY, Paris vivant, le point de vue d'une Américaine. Jusqu'au 6 juillet. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (47-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h.

L'ART DE LA PLUME-BRESSI. Musée d'histoire naturelle,

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 11 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (43-77-13-13).

PAUL COLIN, Jusqu'au 30 juin. Peintures, gravures 1950-1965. Jusqu'au 13 juin. Bibliothèque nationale, 4, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-13). Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30. Entrée libre.

MASQUES ET SCULPTURES D'AFRIQUE ET D'OCCIDENT. Jusqu'au 13 juin. Bibliothèque nationale, 4, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-13). Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30. Entrée libre.

1964. LES NOUVEAUX REALISTES - JEAN-LOUIS BERT. Photographies et sculptures. Jusqu'au 13 juin. Bibliothèque nationale, 4, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-13). Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30. Entrée libre.

MEUBLES ET OBJETS D'ART 1920-1937. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). A partir du 12 juin. En permanence.

HANNE DARBOVEN. Eclaircie de la culture 1898-1983. FELICE VARINI. Révolutions. JAN. L'ARC. Jusqu'au 13 juin. Bibliothèque nationale, 4, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-13). Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30. Entrée libre.

MARINETTE CUECO. Herbes. Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 26 septembre.

SEBASTIAO SALGADO. Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30. Entrée libre.

ANDRÉ FRANÇOIS. Jusqu'au 8 septembre. Bibliothèque nationale, 4, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-13). Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30. Entrée libre.

OUVERTURES SUR L'ART AFRICAIN. Musée des arts décoratifs, 107, rue Rivoli (42-60-32-14). Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30 ; dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 29 juin.

YVES SAINT LAURENT. 28 années de création. Musée des arts et de la mode, 11, rue Rivoli (42-60-32-14). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 18 h 30. Dim. de 11 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 28 juin.

SAVIGNAC. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (45-55-91-30). Sauf dim. (et jours fériés), de 11 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

SIGNE ET CALLIGRAPHIE. Musée national des arts africains et océaniques, 253, avenue Daumesnil (43-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 20. Entrée : 20 F ; dim. : 10 F. Du 13 juin au 15 septembre.

SCIENCE ET TECHNIQUE AU SECOURS DE L'ART. Musée national de la Légion d'Honneur, 2, rue de Boilesson (45-55-95-16). Sauf lundi, de 14 h à 17 h. Jusqu'au 15 septembre.

ALEXANDRE THÉODORE GNIART, 1739-1813. Architecture et décor. Jusqu'au 11 juillet. JUDITH CLANCY, Paris vivant, le point de vue d'une Américaine. Jusqu'au 6 juillet. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (47-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h.

L'ART DE LA PLUME-BRESSI. Musée d'histoire naturelle,

DORNY
les chemins, gravures
parcours de textes
JUN 1986
GALERIE LA HUNE
14, rue de l'Abbaye
Paris - 43-77-52-05

USA LANGUAGE
Prenez
l'accent américain
L'anglais tel qu'on le
parle en Amérique
Stages d'été :
juin - juillet - août
2 semaines
Petits groupes
Professeurs Américains
COUNCIL
Centre Franco-Américain
1, place de l'Odéon, 75006 Paris
Tél. : 46 34 16 10

MUSÉE DE L'HOMME
Palais de Chaillot
Côté Femmes
c'est la féminité en mouvement,
la vision que nous en avons eu l'est pas à
T.L.L. sauf mardi de 10 h à 17 h 15
à partir du 22 juin

DERNIERE LE 28 JUIN
COMEDIE
CHAMPELAINES
FRANCOIS PERIER
CAROLINE CELLIER
BERNARD HALLER
L'AGE DE MONSIEUR
EST AVANCE
de PIERRE ETIAIX
JEAN POIRET
ANDRE PELAND PALIS

J.C. PICOT
LITHOGRAPHES - AQUARELLES - HUILES SUR TOILE
du 22 mai au 11 juin 1986
La Maison de la Lithographie
110, boulevard des Concelles - PARIS 17°
Tél. : 43-47-12-12 - Métro : Perses, Mairie
Ouvert : lundi au samedi inclus : 11 h à 19 h sans interruption

135 من الاموال

MUSIQUE

Alexandre Myrat et le Sinfonietta

Quand l'idéal dicte sa loi

Un orchestre tout jeune — formé en 1984 — et qui déjà se situe au premier plan. A sa tête, un chef, un...

La plupart de ceux qui ont vu venir, samedi soir, Paul Badura-Skoda jouer le 1^{er} Concerto de Mozart au Théâtre de la Comédie d'Aubervilliers n'avaient pas précisément l'intention de faire des découvertes. Le grand pianiste autrichien a été pour rendre superflu tout commentaire sur les interprétations mozartiennes, encore qu'il ait semblé à l'aise dans le concerto que dans la Fantaisie en ré mineur donné en 1984. La princi-

pale originalité dans le concerto d'entendre le pianiste tenir sa partie dans l'orchestre, avec les basses, là où ses confrères ont coutume de se tenir les bras en attendant leurs notes.

Ce retour aux sources prendrait toute sa valeur si Paul Badura-Skoda, comme Mozart autrefois, dirigeait en même temps l'orchestre de la main droite, mais le Sinfonietta — l'orchestre original de Piccadilly — un chef et n'entend pas s'en séparer.

Fondée en 1984, cette formation de vingt-deux musiciens recrutés par concours parmi quelque deux cents jeunes a déjà accompli sa première saison, mais d'ores et déjà elle se situe au premier plan des ensembles français de ce type. Outre la qualité évidente

de tous les pupitres (16 cordes et un quintette à vent doublé dans certaines circonstances), elle tient sans doute aux conditions de travail acceptées par elle : quatorze répétitions pour l'exécution d'un concerto, et à la maîtrise du chef, Alexandre Myrat, qui a su inciter les musiciens à donner toujours le meilleur d'eux-mêmes, que ce soit à la maison de la culture d'Amiens, dans un village de Picardie, ou au cœur de l'Afrique lors d'une tournée mémorable au festival de Saint-Denis.

Jusqu'à présent, Alexandre Myrat n'avait pu être vu à l'occasion de l'exécution d'un concerto, mais de chef il a fait exception. Son point de travail approfondi, son refus des compromis, ses exigences artistiques, enfin, réclamaient des musiciens solides et animés du même idéal. C'est chose faite, et l'impression d'aisance vibrante qui se dégage de l'exécution n'a qu'un secret : donnant juste les impulsions nécessaires, le chef stimule les instrumentistes sans jamais les gêner comme on le produit si souvent dans l'exécution de l'orchestre.

Dans la seconde partie, au contraire, les mouvements plus calmes, l'écriture plus claire et détendue de l'opéra a permis de constater, les chœurs en tête, des enfants bienheureux s'épanouissant. On croyait voir dans le concerto de Brahms, le long de la symphonie mystique, à travers l'immense ballade simple par les chœurs de l'extraordinaire composition contrapuntique, les chœurs égarant l'orchestre, la grand-peine et grands cris.

Superbe interprétation de Marek Janowski, qui a donné leur sens à ces mouvements apparemment contradictoires, aux changements, comme aux masses réunies sous sa direction (1).

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Le Nouvel Orchestre Philharmonique, les chœurs et la Maîtrise de Radio-France, le Chœur Philharmonique de Stuttgart et huit solistes de qualité, dont au premier chef Teresa Zylka-Gara.

★ Concert transmis en direct par France-Musique. Le Festival de Saint-Denis donnera, le 18 juin à la basilique, une autre grande œuvre de Mahler, le *Klagende Lied* dans sa version intégrale, en première audition à Paris, sous la direction de Jacques Mercier.

THÉÂTRE

« Gmund » par le Théâtre en hiver de Strasbourg, Printemps du théâtre

L'accouplement dans les campings

Planches vagabondes, public coupé en deux : le dernier cri de la dramaturgie branchée, dans une vieille étable sans vaches.

Pour sa deuxième saison, le Printemps du théâtre a convié à Paris, entre autres, une compagnie née en 1983 à Strasbourg, Théâtre en hiver. Les créations de cette jeune troupe s'orientent vers des thèmes essentiels, actuels, et que le théâtre en hiver définit ainsi : « Un travail d'écriture au théâtre et au cinéma, la rupture de scène ».

« Rupture de scène » : cela veut dire qu'il s'agit de jouer ailleurs que dans un théâtre, ailleurs que dans un bâtiment fait pour ça. Théâtre en hiver a choisi la grande halle de La Villette. C'est la porte de Pantin, l'ancien marché aux bestiaux. La halle a été gardée, mais elle a perdu son caractère, elle a été trop rénovée. D'autre part, elle a été « lotie », comme le Corneille : les surfaces ont été attribuées à différents organismes d'art, de spectacles. Restent des espaces aérés, impersonnels. Théâtre en hiver a choisi l'une d'elles.

« Rupture de scène » : cela veut dire aussi qu'il faut casser l'unité des planches et l'unité du public. Gmund, le spectacle ici proposé, est un jeu de protagonistes : ils figurent les liens sexuels, affectifs, deux personnages. En termes de théâtre habituel, il y aurait deux personnages qui joueraient devant un parterre de spectateurs. Ici, tout est rompu, tout est dit. Labiche. Il y a sept couples, dispersés loin les uns des autres dans la halle, et, devant chacun, sept couples, qui jouent les mêmes rôles, les mêmes scènes, les mêmes moments, il y a sept fragments de public.

Enrangement, la part d'une certaine antithèse, ce sont sept couples homme-femme. Il était permis d'attendre à un ou deux couples d'hommes, un ou deux couples de femmes, et la mise en scène.

Après de chacun des couples, il y a quelques vrais sprints, que les films font tenir droits : une minute de camping. Action de ces couples : ils prennent quelques-unes des positions du

coit, debout, couchés, mais sans utilisation. Ils indiquent la position, sans plus. Ils se dévient en partie, et se revêtent. Parfois, ils disparaissent pour quelques minutes sous les tentes.

Deuxième composante de Gmund : « Un travail d'écriture non théâtrale ». Des haut-parleurs, un sous chaque camping, diffusent un texte censé exprimer des lettres d'amour. Le programme annonce que ces lettres sont constituées de fragments de Flaubert, Kafka, Kleist, Rilke, etc.

Ces lettres ont été lues, le samedi soir, par les acteurs du théâtre en hiver, dans les campings des tentes.

MATTEO GOURNOT.

★ Grande halle de La Villette, 21 à 30, 12 juin : 21 h et 23 h, le 11 juin.

ROCK

Les Pogues à la Mutualité

La ballade des boit-sans-soif

Des tribulations irlandaises ont passé les ballades de leur pays au shaker punk. Ça chauffe.

Des tribulations, les boit-sans-soif, voilà ce que les Pogues : sept à l'appel, les Irlandais ont deux, dans le genre de la halle de La Villette. L'histoire chargée, le regard vireux mais le cœur bien placé (à gauche). Les guesules du boit-sans-soif ont droit de la halle, les miracles (version navale) de l'éthique affichée d'entrée sur le premier album avec un titre en forme de blason au long : *Rum, Sodomy and the Lash* (Rhum, Sodome et le fouet). Tout un programme, ancré dans la tradition folklorique de la chanson à boire. Car c'est là qu'il s'agit : pipeaux, batterie-tambour, accordéon, violon, crécelle, guitares acoustiques à l'électricité minimale, les Pogues arrangent à leur manière (passée au shaker punk) des traditionnels irlandais et composent des originaux dans la même veine.

Honni soit qui mal y pense, les mélodies ont du panache et même de l'élégance (*Dirty Old Town*), les textes au contenu poético-social, ont sous la plume du chanteur

Shane MacGowan le style d'un milord. Entre le vague à l'âme des ballades et le langage des guesules, les Pogues ont, entendez-vous, les rires gras, on imagine les bras se frotter et les bourrades amicales. A peine entamé par la présence à la basse de Cait O'Riordan, le groupe féminin ne s'édenté d'une confrérie mal dégrossie, l'univers des Pogues est celui de la fraternité virile scellée de l'huile de coude. Pour Elvis Costello, leur producteur, ils sont le groupe le plus inventif du moment.

Prévue il y a deux mois, la première tournée avait dû être annulée en dernière minute à la suite d'une traversée difficile qui consistait, pour Shane MacGowan, à passer d'un trottoir à l'autre. Dans un état éthylique avancé, l'homme à la mâchoire désormais légendaire avait en effet pris un taxi (de plein fouet, s'entend) en direction de l'hôpital le plus proche.

ALAIN WAIS.

★ Le 12 à la Mutualité à Paris, le 13 à Rennes (les concerts commenceront après la manifestation des *Jeunes de foot* à la télé). Disque : *W&W* Phonogram.

EXPOSITIONS

ANNA-EVA BERGMAN, Galerie Daniel Urvia, 14, rue de Grenelle (15-44-90). Jusqu'au 28 juin.

DENIS BIRAT, Photographies, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

CARGALEIRO, Peintures récentes, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

MICHEL CARRÉ, Dix ans de peinture, 18, rue Saint-Paul, 76, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

CHERET, Affiches originales, Galerie Documents, 52, rue de Seine (43-54-50-68). Jusqu'au 28 juin.

LE RESTAURANT DE COMBES, Galerie Yves Lambert, 5, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

ALFRED COURMES, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

CRUZ-DIEZ, Galerie Denis Rod, 196, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

OLIVIER DERRÉ, Œuvres de Chine, Galerie Leif Stahl, Cour Delphine, 37, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

JIM DINE, Une exposition pour Paris, Galerie Beaudouin Lebon, 34, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

DORNY, Les châteaux (gravures et collages), 18, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

ELAN EDELMANN, Œuvres d'art international, 12, rue Jean-Farand (45-48-84-28). Jusqu'au 12 juillet.

JOEL FISHER, Sculptures, Galerie Patrick Cado, 77, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

GLORIA FRIEDMANN, Galerie Montigny-Delol, 31, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

ALAIN GAUVIN, Peintures récentes, Galerie Grégoire, 27, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

CHARLES GIAL-GISCHIA, Caravans botaniques, Galerie Krief-Raymond, 50, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

GILHOLL, Portraits, Galerie Erval, 16, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

ALEXANDRE HOLLAN, Peintures et dessins récents, Nans Stern, 25, avenue de Tourville (45-05-08-46). Jusqu'au 5 juillet.

JEAN-PAUL HUITIER, Peintures, radipontes, Galerie Erval, 16, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

KIMURA, Œuvres récentes, Galerie Art, 5, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

CLAUDE LAGOUTTE, Voyage en Inde, Galerie Claude Salpêtré, 46-33-76-58. Jusqu'au 28 juin.

CHRISTIAN LHOFFAT, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

FRANÇOIS LIMERAT, Site-Art présent, 10, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

MAUZAN, Affiches originales, Galerie de l'Europe, 5, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

LUCIE MEYER, Peintures, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

OLIVIER MONTAUDO, Œuvres de 1943-1951, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

A.B. PENCE, Peintures des années 80, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

MARCEL PISTRE, Œuvres 1954-1979, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

SERGE POLAKOFF, Les années 1943-1951, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

REIMPRE, Peintures récentes, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

REINHOLD, Œuvres récentes, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

REINHOLD, Œuvres récentes, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

REINHOLD, Œuvres récentes, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

REINHOLD, Œuvres récentes, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

REINHOLD, Œuvres récentes, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

REINHOLD, Œuvres récentes, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

REINHOLD, Œuvres récentes, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

REINHOLD, Œuvres récentes, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

REINHOLD, Œuvres récentes, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

REINHOLD, Œuvres récentes, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

REINHOLD, Œuvres récentes, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

REINHOLD, Œuvres récentes, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

REINHOLD, Œuvres récentes, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

REINHOLD, Œuvres récentes, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

REINHOLD, Œuvres récentes, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

REINHOLD, Œuvres récentes, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

REINHOLD, Œuvres récentes, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

REINHOLD, Œuvres récentes, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

REINHOLD, Œuvres récentes, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

REINHOLD, Œuvres récentes, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

REINHOLD, Œuvres récentes, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

REINHOLD, Œuvres récentes, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

REINHOLD, Œuvres récentes, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

REINHOLD, Œuvres récentes, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

TAI-COAT, Peintures, Galerie Cih, 14, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BERNARD VENET, Sculptures récentes, Galerie Daniel Urvia, 14, rue de Grenelle (15-44-90). Jusqu'au 28 juin.

NATHALIE VOLPIERRE, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

JEAN ZUBER, Peintures, Galerie Sime, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 28 juin.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT, La Liberté est au ciel, 22, rue de la Vierge, du Temple (42-77-44-34). Jusqu'au 8 juillet.

Le Monde Informations Spectacles

42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes et des solistes (de 11 h à 18 h) sauf dimanches et jours fériés.

Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club.

LES AUTOROUTES A CRÉDIT

A la fin du mois, chaque société d'autoroutes adresse à la banque du paiement de la carte une demande particulière pour le kilométrage parcouru.

Les ASF carreaux de crédit, BP 22 84270 Wende, Tél. : 02-90-03.

SOLIDARITÉ

★ **La Porte ouverte**, 21, rue Dapert, 75009 Paris, tél. : 48-74-69-11 et 4, rue des Pêches-Saint-Séverin, 75005 Paris, tél. : 43-29-66-92.

TÉLÉVISION

ASSOCIATIONS D'AIDE A L'ENFANCE - Elles s'occupent des enfants : ceux des camps de réfugiés du Sud-Est asiatique et du tiers-monde, des enfants martyrs et adoptés en France et des adolescents soucieux de réussir leur vie. Elles ont pour nom : Ecoles sans frontières, Enfance espoir, SOS enfants martyrs, Enfance et Familles d'adoption, Jeunes libérés 89. Ces associations présenteront leur action samedi 14 juin, de 16 h 15 à 17 h 30, sur FR 3.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4245[illegible]

VERTICALEMENT

1. Ne souffre donc pas d'extinction de voix. — 2. Est bon à se mettre sur la dent. Accord parfait. — 3. Ville d'Italie. Joies passées. — 4. Se mettait en boule. Parcourues de nouveau. — 5. Rapport de prix. Ville italienne. — 6. Bien armés. Parcelle de vie. — 7. Auxquels on fait bonheur ou sur lesquels on jette le discrédit. L'homme d'une caverne. — 8. Interrogation orale. Produit désinfectant. — 9. Canal d'élimination. Le premier à descendre.

Solution du problème n° 4244

Verticalement

1. Chevelure. - 2. Heaume. Iton.
3. Alu. Este. RD. - 4. RI. Accent.
5. Manchots. BR. - 6. En. Tête.
ous. - 7. Thé. Ecure. - 8. Chouan.
odin. - 9. Dépression.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

[illegible]

CONFÉRENCES

Musée des monuments français,
salles de Chailiot, 19 h 15 : « Contes
dell' ■ l'architecture médiévale en
rance au dix-neuvième siècle ».
M. B. Lemoine, chercheur au CNRS).

Institut historique allemand, 9, rue
aspéro, 18 h : « A la recherche de la
ie église, architecture religieuse à
ris de Napoléon I^{er} à Napoléon III ».

26, rue Borgère, 19 h 30 : « Le temps,
matière et l'esprit » (Y. Machelard,
ychologue naturopathe).

ENVIRONNEMENT

Le lobby du solaire se reconvertit

Désespérant du marché fran-
çais, le lobby du ■■■■■ a
■■■■■ le Comité d'action
pour le ■■■■■ (CASA), après
■■■■■ battu ■■■■■ vain pendant
huit ans pour tenter de convaincre
les Français des avantages
des énergies douces - solaire,
éolienne, etc. - vient de se
transformer, d'un coup, en
■■■■■ la solution des énergies
renouvelables dans le tiers-
monde, ■■■■■ notamment en Afri-
que, où les besoins ■■■■■
immenses ■■■■■ l'utilité de ces
techniques, par nature décen-
tralisées, indicutables : les
trois quarts de la population
sont isolés, et le coût du
raccordement compense le han-
dico de prix de ces énergies.

Le moyen : la fondation Energies pour le monde (1), parainée par de nombreuses organisations charitables, par une dizaine d'établissements financiers et commerciaux, et par quelques personnalités qu'évoquent les médias, mène à l'énergie, de la presse, etc. Bénéficiant d'un compte à la Fondation de France, ce qui permet aux mécènes d'obtenir des déductions fiscales, cet organisme financera l'installation de petits équipements électriques de survie dans le tiers-monde.

Première opération, exemplaire : l'installation, dans un village malien de deux mille personnes, d'un petit réseau électrique.

hommes, d'un système solaire permettant l'alimentation d'un dispensaire et surtout l'irrigation d'un périmètre maraîcher de 5 hectares géré par les femmes. Coût de l'installation : 1 million de francs, apportés par la société des bières Stella Artois, dont le message publicitaire « le soleil des Flandres » trouve ainsi une application inattendue !

Cette reconversion était nécessaire. En France, a souligné, le mardi 10 juin, M. Joli de Rosnay, administrateur de la fondation, en présentant le pro-

jet, « le programme électronucléaire ne laisse pas la place au solaire décentralisé ». Handicapée par des coûts élevés, gênée de surcroît par la chute récente des prix du pétrole et l'échec de quelques expériences malheureuses, comme la centrale Thémis, qui fermait définitivement le mois prochain, l'industrie solaire piteuse. Seul espoir : les DOM-TOM, où les « solaires » espèrent bien convaincre EDF d'investir dans les énergies douces.

Mais les possibilités de développement dans l'Hexagone resteront en tout état de cause pour longtemps limitées, alors qu'ailleurs elles sont énormes. Le chiffre d'affaires mondial du solaire (thermique et photovoltaïque) et de l'énergie éolienne a dépassé, l'an dernier, 24 milliards de francs. Le marché se précise peu à peu.

D'un **point de vue** les pays développés et surtout la Californie, qui a absorbé, à elle seule, la moitié des capteurs solaires et les trois quarts des aérogénérateurs installés dans le monde, et qui prévoit de tirer en 1990 un quart de son énergie des sources renouvelables. De l'autre, les pays en développement, où, au contraire, les réalisations sont modestes, éclatées, ancrées dans le milieu rural mais vitales pour assurer la survie et la croissance.

« Nous avons surmonté nos erreurs de jeunesse, a souligné M. Michel Lemaignan, vice-président de la fondation ; nous souhaitons que soit révolue l'époque où on opposait les différentes formes d'énergie. Elles sont complémentaires. Tout dépend des besoins. » Les anciens « écolos » sont décidément devenus bien sages...

VÉRONIQUE MAURUS.
(1) 8, rue de Richelieu, 75001
Paris. Tél. : (1) 42-96-24-77.

RÉGIONS

M. Michel Giraud (RPR)
quitte la présidence de l'association
des présidents des conseils régionaux

A la veille de la réunion, le 11 juin, de l'association nationale des élus régionaux (ANER), qui regroupe les vingt présidents des conseils régionaux de la majorité, M. Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France et président de l'ANER, a déclaré :

« J'ai voulu de ne pas solliciter le renouvellement de mon mandat. Président de l'association depuis sa création, je me suis attaché à faire prévaloir le rôle propre à la région : relayer l'Etat dans la mise en œuvre d'une politique cohérente d'aménagement du territoire favorisant le développement économique et culturel, sans ingérence dans la gestion de collectivités locales.

» En contribuant ~~entièrement~~ au progrès de la décentralisation, l'ANPE s'est ~~elle-même~~ opposée à toutes les initiatives générant la confusion et, par conséquent, l'affaiblissement de la région. »

M. CYPRIEN ajoute : « En toutes circonstances, elle a exprimé l'union sans faille des régions à sensibilité libérale - vingt régions métropolitaines sur vingt-deux - et développé les liens de constante coopération avec celles-ci. Les régions de province sont si nombreuses que l'île-de-France en ont tiré bénéfice. Au

SNCF

**NOUVEAUX NUMÉROS
D'APPEL**

Les numéros de la SNCF ont changé. Pour les réservations, il faut dorénavant composer les 45-85-60-60. Pour les renseignements : 45-82-50-50. La pleine capacité pour ce dernier numéro ne sera atteinte qu'au printemps 1987. ■ ■ ■ jusqu'à compléter par ■ ■ ■ d'appoint : 42-80-03-03 et 43-45-82-22.

**EN YUGOSLAVIE
BONNES VACANCES
ÇA SE DIT :
RÉPUBLIQUE TOURS**

1 semaine au départ de Paris par vols spéciaux en pension complète, animation, sports et vin inclus au Club **RADUCA** ■ Primosten en Dalmatie :

2480 F
Mettez le cap...
REPUBLIQUE TOURS

1, avenue de la
75001 Paris
Tél. : 1.43.55.39.30



22, rue Grégoire
69002 Lyon
Tél. : 78.37.72.38

TEMPÉRATURES				maxima		minima		temps observé	
FRANCE				TOLUSE		20 9 C		LOS ANGELES	
AMACOU	23	12	N	TOULOUSE		22	13	P	25 8
BLANZIEUX	17	14	N	PORT-AU-PRINCE					25 8
BORDAUX	17	14	N	ÉTRANGER					
BONNE	17	14	C	ALGER		26	12	B	MAHREJ
CAEN	18	14	C	AMSTERDAM		26	11	P	MADAGASCAR
CHERBOURG	14	9	P	ATHENS		25	17	P	MALAGASY
CLERMONT-FERR.	26	11	C	BANGKOK		26	16	C	MALAY
DJON	27	11	O	BARCELONE		22	15	C	MILAN
GENEVES-LES-BAINS	25	15	C	BELGRADE		24	15	S	MONTREAL
LILLE	19	15	N	BERLIN		25	13	S	MUSKOG
LYON	19	15	N	BOMBAY		25	19	C	NEW-YORK
MARSEILLE	26	13	C	LE CAIRE		41	27	O	OSLO
MONTPELLIER	25	15	O	COPENHAGUE		19	11	P	PALMA-DE-MAJ
NANCY	17	10	N	DAKAR		26	22	S	PRIGEN
NANTES	27	10	N	DELHI		26	22	S	RIO-DE-JANEIRO
NICE	26	14	C	GUAYAMA		27	18	S	ROKOKO
PARIS-MONTNI.	25	13	C	GENÈVE		27	13	S	SINGAPOUR
PAU	17	12	O	HONGKONG		29	25	N	STOCKHOLM
PERPIGNAN	26	13	O	ISTANBUL		24	17	N	STONEY
SAINT-DENIS	19	10	P	JERUSALEM		30	25	S	TOKYO
ST-ETIENNE	27	12	P	LISSABON		22	12	N	VALSEUR
STRASBOURG	27	12	P	LYONS		18	9	F	VENISE
									VIENNE
									24 13 S
a	b	c	d	e	f	g	h	i	j
averse	trame	couvert	maximaux	crap	pluie	séclit	tempête	* neige	

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

هَذَا مِنَ الْأَصْلِ

économie

REPÈRES

Dollar en baisse à 7,04 F

Le repli du dollar était général, le mercredi 11 juin, sur les grands marchés internationaux. À Paris, le dollar américain se traitait aux environs de 7,0420 F en fin de matinée, contre 7,1030 F la veille en séance. L'indice du dollar américain cotait 3,1870 F, en léger progrès. La livre sterling poursuivait sa progression, à 3,1870 F contre 3,1846 mardi. À Francfort, le dollar se traitait à 2,2080/2090, contre 2,2230/2240 mardi. Le même mouvement était observé à Tokyo et à Zurich.

Automobile : Tokyo demande à ses constructeurs de limiter leurs exportations vers l'Europe

Le MITI (ministère japonais de l'industrie) a demandé aux constructeurs d'automobiles japonais de limiter leurs exportations de véhicules à destination de la CEE, afin d'éviter les tensions commerciales avec les Européens. Mais qu'aucun chiffre n'ait été officiellement annoncé, la requête du MITI porterait sur une limitation de la croissance des exportations de l'ordre de 10 % (en volume) pour 1986 par rapport à 1985. Depuis la fin du yen au rapport au dollar, les Japonais ont, en effet, exporté vers l'Amérique du Nord un million d'unités. Après avoir représenté 10,8 % du marché européen en 1985 (soit 1,4 million d'unités), les exportations japonaises ont augmenté de 31,4 % en 1986. Les constructeurs japonais ont, en effet, augmenté de 31,4 % leur production en 1986 par rapport à 1985. La progression est particulièrement marquée en RFA, où la différence de la France, de l'Italie, de la Grande-Bretagne, de l'Espagne et du Portugal, n'impose plus de quotas d'importations aux Japonais.

SOCIAL

POUR LES RENDRE MOINS CONTESTABLES

Le directeur de l'INSEE proposerait de retarder la publication des chiffres du chômage

M. Malinvaud, directeur général de l'INSEE, s'apprête à rendre compte à la mission qui lui avait été confiée par M. Jacques Chirac, le 18 avril dernier, sur les statistiques officielles de l'emploi (le 18 mai). Il a précisé, le 11 juin, à une réunion du Conseil national de l'information statistique au cours de laquelle il a présenté un bilan de son examen du dossier.

En l'état actuel, M. Malinvaud ne ferait pas de propositions révolutionnaires. Les chiffres du chômage, publiés chaque mois par le ministère du Travail à partir de données établies par l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi), ne seraient pas corrigés. On recommanderait d'en améliorer la présentation afin d'éviter toute contestation, sans pour autant favoriser telle ou telle interprétation.

Ainsi, les différentes catégories de demandeurs d'emploi devront être précisées, de même que toutes les variantes du traitement du chômage. Il s'agit de rendre les statistiques plus lisibles et de faire en sorte que les données soient indiquées, tout comme les sources de bénéficiaires. Cela vaudrait pour les congés de conversion, les stages pour les chômeurs de longue durée, les stages pour les jeunes de moins de dix-huit ans ou de dix-huit à vingt-cinq ans. Il faudrait également figurer les travaux d'uti-

Les contacts au plus haut niveau se multiplient pour tenter de trouver une issue à la nouvelle crise financière du Mexique avant que Mexico ne soit accablé à l'écarter un moratoire sur ses remboursements.

Après la visite-éclair du président de la Banque de réserve fédérale, M. Paul Volcker, le 9 juin dans la capitale mexicaine, le ministre

« Le tour du monde »

Le tour du monde américain au Mexique est une affaire économique de ce pays. C'est quelque peu gênant d'un expert international explique, à lui seul, la situation et la complexité des négociations entre les dirigeants mexicains et les responsables des États-Unis, à Washington.

Si la crainte d'une réaction en chaîne dans les pays émergents de la planète en cas de défaut de paiement du Mexique s'est accrue, il n'est pas sûr que Mexico s'en soit rendu compte. Le Mexique a, en effet, une dette de 14,7 milliards de dollars, contre 14,7 milliards en 1981 et 16,4 milliards en 1985.

Le Mexique a, en effet, une dette de 14,7 milliards de dollars, contre 14,7 milliards en 1981 et 16,4 milliards en 1985.

Le Mexique a, en effet, une dette de 14,7 milliards de dollars, contre 14,7 milliards en 1981 et 16,4 milliards en 1985.

Austérité

La réduction des importations est un plan de diversification des exportations encore très théorique. L'empêchement sans doute de la balance des paiements de l'année 1986, contre 4,6 milliards de dollars en 1985, contre 2,5 milliards en 1984. Il n'est pas sûr que les réserves aient tombées, début juin, à quelque 1 milliard de dollars pour confirmer l'existence d'un problème de liquidité, et non seulement de financement des investissements.

Après plusieurs semaines de négociations, les banques américaines, les représentants des États-Unis, ont, en effet, représenté 24,4 milliards sur les 74,4 milliards de dollars dus par le Mexique à des institutions de crédit étrangères.

Les dérapages des dépenses ont poussé les créanciers de Mexico à exiger un plan de rigueur supplémentaire pour juguler une inflation

plus de 70 % en rythme annuel, contre 63,7 % en 1985 et 59,2 % en 1984. Ramener le déficit budgétaire, comme le recommande le Fonds monétaire international, tient, malgré tout, du vœu pieux, il court vers le pire.

Après trois ans d'austérité, les résultats décevants, mais le poids du déficit a été durciment ressenti par la population, l'équipe au pouvoir ne peut aller beaucoup plus loin. Les économistes prédisent une baisse de 3 % du produit national brut en 1986, alors que la croissance des dépenses, d'une importance cruciale pour le gouvernement, et que mal équilibré, avance un taux de chômage qui frappe au premier chef les jeunes : le taux de la population a moins de quinze ans.

L'idée d'une faillite du Mexique était totalement exclue, tout particulièrement à Washington, on assiste depuis maintenant quatre ans à des discussions, le Mexique est débiteur et créancier se livrent à une surenchère politico-financière dosant menaces et promesses. Voilà en effet quatre ans que le président de la Banque a lancé un premier appel au Mexique à la communauté internationale, transformant en arienne le plan de sauvetage du Mexique, dont chacun est assuré d'accomplir sans pouvoir affirmer qu'il n'est pas le plus temporaire et suffisamment large pour éviter les renégociations des dettes inévitables jusqu'à la fin de la décennie.

L'idée d'un plan Aztèque, consistant, comme le plan Austral du plan Tropical, à une psychologie de structures profondes et à une

termes, séduits les esprits mais convaincus guère. Les banques américaines, les banques mexicaines, ne donnent pas six mois au plan s'effriter. Déjà au sang-froid des créanciers, le Mexique pourrait malgré tout susciter un sursaut d'imaginaire.

Elles ont, en effet, à faire valoir l'importance des dettes du Mexique à 9,2 milliards de dollars du service de la dette mexicaine en 1986, allégée de 1,3 milliard de dollars par la conjuguée du dollar et du taux d'intérêt, les principales banques mexicaines ont raison de mettre l'accent sur la nécessité de financer des investissements productifs plutôt que de reposer dans le temps des dettes menaçantes pour tous.

Une telle option, déjà appliquée au Chili, à l'avantage de mieux répartir les risques de l'exigence d'une gestion de la part du pays mexicain, il ne s'agit pas d'une panacée, mais les organisations multinationales estiment qu'il s'agit d'une « solution intelligente ». Elle est, pour être appliquée de manière efficace, comme le souligne le responsable d'une grande banque new-yorkaise, et que le gouvernement mexicain limite une tendance légendaire à un nationalisme sourcilieux. Sans doute est-ce là le principal obstacle pour un plan de réformes passe politique.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

AGRICULTURE

Le cinquantenaire de l'Office des céréales assombri par la suppression de 550 postes

L'ONIC, le plus grand office français d'agriculture, fête le 10 juin son cinquantenaire. Cet anniversaire sera surtout marqué par la confirmation donnée par M. Daniel Tournay, président de son conseil central, d'une diminution de 550 postes, sur 1 250, d'ici à 1991.

Après plusieurs législations inefficaces pour régler la crise du blé, les importations qui ont permis la production, entre 1955 et 1957, l'ONIC national interprofessionnel du blé (devenu l'ONIC en 1960) a été créé le 15 août 1955. Ses paravents étaient Léon Blum et Georges Monnet, le ministre de l'Agriculture du Front populaire.

Les principes de fonctionnement sont, dans une large mesure, les mêmes : l'office est un établissement public administré par les professionnels de la filière céréalière. Il organise le commerce extérieur (aujourd'hui, les échanges sont libres, mais l'ONIC assure la certification d'importation et d'exportation) ; il détient un monopole d'achat des céréales, confié à des organismes coopératives (500 coopératives qui font 75 % de la collecte et un million de négociants) ; il assure un paiement immédiat d'un acompte à la livraison, ce qui permet aux producteurs de se mettre sur le marché en même temps.

En cinquante ans, les céréales sont devenues le principal produit de l'agriculture de l'économie française, avec un net d'exportation de 1985 de 40 milliards de francs. Pendant cette période, la production a été multipliée par 3,8, passant de 14,5 millions de tonnes à 55 millions de tonnes et faisant de la France le cinquième producteur mondial.

La collecte a été multipliée par dix, passant de 4,25 millions de

tonnes à 45 millions de tonnes, mais, conséquences de la modification des usages, le marché intérieur n'absorbe plus que le tiers de la production, et l'alimentation animale, la moitié de ce tiers. La France est devenue la troisième productrice mondiale de blé, le premier pour la farine et le malt.

Ces succès ont, d'ailleurs, été contestés, la sécurité apportée par l'office d'intervention. Celui-ci, certes, s'est adapté, en devenant un outil d'application du règlement communautaire, mais l'ONIC a conservé et même développé son rôle d'animateur de la filière. Cela se traduit par un important travail de médiation des statistiques pour une meilleure connaissance des marchés, par la recherche de débouchés extérieurs et une incitation à l'organisation de la diversification à l'intérieur de la filière, des actions aux produits transformés, etc.

Dans le vent libéral

Cependant, la mise financière de l'Europe ne se traduit plus seulement par une politique restrictive des prix, mais par une véritable dérégulation du marché. Cet affaiblissement de l'outil de gestion, que l'ONIC a vu disparaître, est un document préparatoire à un nouveau directeur, intervient au plus mauvais moment : quand la crise menace à nouveau d'effrayer les marchés internationaux. Devant ce constat, certains professionnels plaident pour un marché moins administré, se contentant dans le vent libéral de la dérégulation. Ils appellent l'hypothèque protection d'un marché à terme des céréales. Mais la majorité est profondément attachée à l'ONIC, en souhaitant que l'organisation d'Etat intervienne moins dans l'animation de la filière.

Actions de vulgarisation, aides au drainage pour améliorer la productivité, la construction de silos, l'achat des productions déficitaires (blé dur, riz, orge de brasserie, etc.), la certification (la qualité pour l'exportation : toutes ces opérations devraient, estiment les producteurs, être financées par l'interprofession, mais l'Etat. Certes, la position n'est pas définitive, mais, en attendant, le projet de budget de l'ONIC pour 1990, les professionnels privilégient les actions de médiation de la filière. Cela se traduit par un important travail de médiation des statistiques pour une meilleure connaissance des marchés, par la recherche de débouchés extérieurs et une incitation à l'organisation de la diversification à l'intérieur de la filière, des actions aux produits transformés, etc.

Pour améliorer l'efficacité de l'ONIC, la direction a proposé un projet d'information complète pour 1990 qui serait financé, en augmentation de 10 %, par le maintien des francs courants de la masse salariale (les deux tiers des dépenses) obtenu par une réduction d'environ 200 emplois.

Mais un rapport récent de la section générale des Cereales a décidé d'augmenter. Il prévoit la suppression de 550 postes d'ici à 1993, correspondant à la disparition des échelons départementaux de l'ONIC, véritable flanc de frappe statistique au moment des organismes stockeurs.

JACQUES GRALL.

ERRATUM. — Un erreur nous a fait écrire dans le Monde du 10 juin, page 43 (« Les 40 milliards de francs d'économies de M. Chirac »), qu'il y avait à la SNCF 300 000 actifs pour 400 000 retraités. Il fallait lire pour 250 000 retraités.

Le Haut Conseil de la population souhaite faciliter l'activité professionnelle des mères de famille nombreuse

Le Haut Conseil de la population et de la famille a présenté, le 10 juin, les mesures qu'il a préconisées pour favoriser la vie professionnelle des mères de famille nombreuse, en réponse à la question qui lui avait été posée par le président de la République (le 25 mai) : « C'est en effet sur la troisième naissance qu'a porté la baisse démographique que l'on constate ».

Le Haut Conseil a recommandé mis l'accent sur les mesures susceptibles de garantir et de faciliter l'activité professionnelle des mères, et sur l'amélioration de l'allocation parentale d'éducation.

En effet, garder son emploi après une troisième naissance entraîne des difficultés nouvelles pour la mère, car le coût matériel plus élevé de l'enfant. Pour rendre la vie professionnelle plus compatible avec la vie familiale, les pouvoirs publics devraient soutenir plus activement les aménagements et l'adaptation du temps de travail permis par la législation, encourager financièrement les entreprises pour qu'elles accordent un droit de passage au travail partiel aux parents de trois enfants (et éviter ainsi que cela ne dissuade, au contraire, les entreprises d'embaucher des mères de famille nombreuse). Les pouvoirs publics devraient aussi encourager.

D'autre part, il faudrait multiplier les diversifier les lieux d'accueil des jeunes enfants — notamment les crèches — dans les différents lieux de vie familiale, les pouvoirs publics devraient soutenir plus activement les aménagements et l'adaptation du temps de travail permis par la législation, encourager financièrement les entreprises pour qu'elles accordent un droit de passage au travail partiel aux parents de trois enfants (et éviter ainsi que cela ne dissuade, au contraire, les entreprises d'embaucher des mères de famille nombreuse). Les pouvoirs publics devraient aussi encourager.

devraient pouvoir retrouver un emploi avec les mêmes perspectives de carrière et la prise en compte de leur congé dans l'ancienneté.

Quant à l'allocation parentale d'éducation (APE) accordée en cas de suspension de l'activité professionnelle d'un des deux parents, une mesure (l'ANPE) par mois actuellement) pourrait être relevée et sa durée prolongée, de sorte que la mesure ne permettant pas de l'activité aux mères n'exercant pas d'activité professionnelle. Pour celles-ci, il conviendrait d'accroître les allocations familiales. Toutefois, le Haut Conseil estime qu'il faut éviter d'éviter une rupture après la fin de l'APE et tenir compte pour développer celle-ci de l'ensemble des prestations familiales.

De façon générale, le Haut Conseil a jugé nécessaire de modifier davantage les prestations familiales liées à l'âge de la mère de l'enfant, de ne pas annuler les avantages réservés aux familles nombreuses lorsque la mère est grande (et non achevée leur scolarité). Il souhaite que l'on cesse de faire l'usage de la retraite anticipée aux mères de famille nombreuses exerçant une activité professionnelle et, parallèlement, qu'on accorde des droits propres en matière de retraite à celles qui n'exercent pas d'activité professionnelle.

Les suggestions : modifier davantage les allocations de logement selon la taille des familles ; inciter à la construction et à la réhabilitation de logements adaptés aux familles nombreuses (« agrandissables » ou « réunissables » en particulier).

G. H.

ALAIN LEBLAUME.

30 000 pieds, température extérieure — 45 °C, 900 km/heure...
Bienvenue à bord, sourire, silence, long drink, petit coussin. Tranquille...

La lune n'est pas si loin.

123, Champs-Élysées, 75008 PARIS - Tél (1) 47 20 86 13. Park Hotel BP 679, 6, Avenue de Suède 06120 NICE - Tél (93) 53 39 82.

Thai



مكة من الامم

AFFAIRES

Washington accuse Paris de subventionner ses exportations de laminés de cuivre Tréfinmétaux sur la sellette

Le département américain du Commerce vient d'accuser la France de subventionner illégalement ses exportations de demi-produits cuivreux (1) vers les Etats-Unis, à concurrence de 7,19 % des prix. Cette accusation, portée le 6 juin, place sur la sellette la société Tréfinmétaux, filiale de Pechiney, qui assure près de 95 % des ventes françaises de laminés de cuivre outre-Atlantique. Washington menace en effet d'imposer en représailles un « droit compensateur » équivalant au montant estimé des subventions. S'il s'avérait que ces aides publiques ont, de surcroît, favorisé des pratiques de dumping, un droit de douane supplémentaire pourrait frapper les importations en provenance de l'Hexagone.

Pour l'heure, le département du Commerce ne s'est pas encore prononcé sur la question des ventes à prix déloyal. Il a, en revanche, arrêté des conclusions « préliminaires » quant à l'existence des subventions. Selon ses experts, les tarifs avantageux offerts par Tréfinmétaux sont surprenants, compte tenu de sa mauvaise situation financière. Au cours des cinq derniers exercices, estime en substance le DOC (Department of Commerce), cette société a essuyé des pertes d'exploitation accumulées avoisinant le milliard de francs. Une évaluation que ne semblent pas contester ses dirigeants. La présence en bon rang de Tréfinmétaux dans la bagarre commerciale apparaît donc, aux yeux des Américains, comme le fruit d'un

soutien actif de sa société mère. Pechiney appartenant jusqu'à nouvel ordre au secteur public, ils en déduisent ainsi que le gouvernement français subventionne indirectement, mais de façon réelle, les ventes de laminés.

Un dossier « très délicat »

Du côté de Tréfinmétaux et de Pechiney, la riposte se prépare discrètement et avec une extrême prudence, chaque direction jugeant ce dossier « très délicat ». En se plaçant sur le terrain du droit, Tréfinmétaux estime probablement n'avoir reçu aucune aide de l'Etat mais seulement de Pechiney. Dès lors que les groupes nationaux bénéficient a priori d'une autonomie de gestion, les fonds que Pechiney a versés à sa filiale peuvent relever sur le principe de son pouvoir propre de management. Un argument que la firme française devrait opposer bientôt aux allégations de Washington.

L'affaire risque d'envenimer très vite les relations entre les transformateurs américains et leurs homologues français. D'autant que l'offensive du DOC touche aussi les demi-produits allemands, italiens, suédois, canadiens et même sud-coréens. Cette réaction tout azimutée contre les laminés étrangers traduit en fait la crise profonde que traverse la métallurgie du cuivre aux Etats-Unis. Faute de s'être modernisée, elle n'a pu endiguer le flot des

exportations européennes qui a jailli en Amérique dès 1984, à la faveur de l'envolée du dollar. « Ses équipements sont frappés d'obsolescence », observe un expert. C'est aussi le refus des restructurations qui a conduit les métallurgistes, Olin Corp et Revere Copper en tête, à déposer des plaintes auprès du Department of Commerce, avec les suites que l'on connaît. Pour masquer leurs faiblesses et faire l'économie d'une modernisation, ils souhaitent tenir à distance leurs concurrents par un recours aux barrières tarifaires.

En 1984, une stratégie similaire avait été employée, sans succès, par les mineurs américains du cuivre contre les exportateurs de minerais chiliens. L'administration Reagan s'était abstenue de toute sanction, désireuse à l'époque de ne pas nuire à la stabilité des relations économiques avec le régime Pinochet. La cible franco-européenne, visée aujourd'hui par les transformateurs des Etats-Unis, semble plus opportune. Après l'acier et les céréales, le lait en poudre et les contenants en aluminium sont les produits de l'Atlantique, où le libéralisme emprunte décidément de bien étranges courants.

ERIC FOTTORINO.

(1) Il s'agit précisément de feuilles et de bandes de laiton (alliage de cuivre et de zinc). Le flux d'exportation à destination des Etats-Unis représentait 9 millions de dollars en 1985.

L'ALDEA procède à la première émission de titres associatifs

Disposer d'une large palette d'instruments financiers, à l'image des entreprises traditionnelles, tout en conservant sa spécificité, c'est ce que revendique le secteur de l'économie sociale, et plus particulièrement celui de la vie associative. Prenant appui sur les recommandations du rapport Bloch-Lainé de juin 1984, les coopératives ont commencé, l'année suivante, à émettre des titres participatifs. A l'initiative de grands noms de la distribution (Coccolina, Les Coopérateurs de Champagne) ou d'autres secteurs d'activité tels que les bijoux (adherents du groupement Codhor).

Mais le secteur associatif à vocation économique qui « sent encore le soufre » dans la communauté financière, ne disposait toujours pas de ses propres instruments destinés à permettre le recours à l'épargne publique pour renforcer des fonds propres. Afin de combler ce vide, le conseil des ministres du 27 mars 1985 approuvait un projet de loi prévoyant la création de titres associatifs « par appel public ou privé à l'épargne », alliant le respect du principe associatif et la nécessaire protection des épargnants.

C'est ce schéma qui vient officiellement de voir le jour, le mardi 10 juin, avec le lancement d'une première émission de 2 millions de francs de titres associatifs de 1 000 F chacun par l'ALDEA (1), l'Agence de liaison pour le développement d'une économie alternative. Cette association, régie par la loi de 1901, a été créée en 1981 avec pour principales missions de participer à la création et au développement d'entreprises « alternatives », d'instaurer des rapports de travail fondés

sur la coopération et de « rechercher à développer l'autonomie de leurs membres, de leurs fournisseurs et clients, tout en créant des relations de solidarité entre tous les partenaires ».

Cinq ans après avoir esquissé ses premiers pas sur la scène associative, l'ALDEA, qui emploie moins d'une dizaine de permanents et réalise un chiffre d'affaires de plus de 1 million de francs et un résultat net de 16 000 F, a ainsi permis la création de boutiques de gestion (Saint-Quentin-en-Yvelines), la formation de jeunes demandeurs d'emploi suivie de création d'entreprises (Louviers) ou encore la coordination d'une opération interpartenariale de développement économique (Mantes-la-Jolie).

Pour financer ces entreprises alternatives étaient lancés en juillet 1983 les premiers clubs d'investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'épargne (CIGALE) et, deux ans plus tard, était constituée une coopérative de capital-risque baptisée Garrigue; une initiative « probablement unique à ce jour », souligne M. Jean-Claude Lepage, secrétaire général de l'ALDEA.

Ouverts à tous

La présente émission de titres associatifs directement inspirés de la loi du 11 juillet 1985 procède de la même démarche que celle des fonds de roulement à moindre frais par rapport au taux actuel du découvert bancaire ou encore effectuer des investissements immobiliers qui permettront de faire l'économie de loyers. Mais qui va souscrire à ces

titres d'un nouveau genre ? « Tout le monde », espère M. Jean-Paul Gautier, chargé des questions juridiques, qui coiffe une dizaine de différentes casquettes dans le secteur de l'économie sociale.

En clair, les avantages fiscaux accordés à ces obligations, qui ne sont remboursables qu'à la seule initiative de l'émetteur, doivent normalement séduire un large éventail d'épargnants (personnes physiques ou morales). Tout en offrant une rémunération « inférieure aux conditions du marché », ainsi que ne manque pas de le faire remarquer la Bourse (COB) en page de garde du document d'émission qu'elle a accepté de viser, celle-ci n'est pas ridicule; au minimum, l'intérêt offert par les livrets « A » des caisses d'épargne (4,5 % actuellement) majoré de 2,5 points, soit 7 %. « Juste assez pour mériter qu'on s'y intéresse et pas trop forte pour ne pas obliger les futures capacités de remboursement de l'association et, donc, sa rentabilité », fait remarquer M. Jean-Michel Reiffet, directeur général de la Banque centrale des coopératives et des mutuelles (BCCM), qui parraine l'opération.

SERGE MARTI.

(1) Ces titres associatifs, assimilables à des obligations, bénéficient de l'abattement de 5 000 F sur les revenus de valeurs mobilières et d'une imposition, soit sous la forme d'une retenue à la source de 10 % (ouvrant droit à un crédit d'impôt de même montant), soit un prélèvement forfaitaire libératoire de 26 %.

Les Etats-Unis taxent le bois du Canada

Une drôle de guerre commerciale

De notre correspondant

Montréal. — Les Etats-Unis ont déclaré, depuis deux semaines, à leur voisin du Nord une drôle de guerre commerciale, qui laisse les ministres canadiens perplexes et partagés entre la riposte dure et les démarches de conciliation. Les escarmouches américaines ont débuté au moment où les Canadiens s'y attendaient le moins, trois jours après l'ouverture officielle, le 21 mai dernier, des négociations canado-américaines visant la suppression totale des barrières tarifaires et non tarifaires entre les deux pays.

En fait, 80 % des échanges commerciaux bilatéraux, qui ont représenté 170 milliards de dollars canadiens (1) en 1985, se font déjà en franchise. Un accord de libre-échange sur les 20 % restants devait être l'aboutissement de longues négociations malgré les réticences de plusieurs provinces canadiennes.

A l'origine de ces pourparlers, le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, avait obtenu, l'an passé, l'assurance que M. Ronald Reagan se ferait le promoteur de cet accord et que les Etats-Unis éviteraient tout protectionnisme envers leur principal partenaire commercial. Or c'est précisément le président américain qui a ouvert les hostilités le 23 mai dernier, en décidant d'imposer une surtaxe de 35 % sur les exportations canadiennes de bardeaux de cèdre (250 millions de dollars canadiens par an). Il obéissait aux pressions des producteurs américains qui estiment ces produits indûment subventionnés.

Riposte

Ottawa a attendu le 2 juin pour riposter, presque à contrecoeur, en rétablissant des tarifs douaniers sur des importations américaines (livres, magazines et semi-conducteurs). Le Canada ne « prend aucun plaisir à instaurer ces mesures, une guerre commerciale ne servirait à rien », déclarait M. Joseph Clark, secrétaire d'Etat aux affaires extérieures.

De son côté, M. Mulroney, dans une lettre personnelle et chaleureuse

envoyée à M. Reagan, tentait d'obtenir une trêve.

L'escalade se poursuivait néanmoins, le 3 juin. La Commission américaine pour le commerce international se prononçait en faveur d'un relèvement maximum de 41 % des droits de douane sur les tubes et plaques d'acier destinés au secteur pétrolier. Le Canada en exporte chaque année pour 90 millions de dollars canadiens vers les Etats-Unis.

L'escalade finale a été portée, le 6 juin, à l'encontre de l'industrie canadienne du bois, secteur traditionnel d'exportation qui emploie 60 000 personnes dont 10 000 au Québec. Le département américain du Commerce a, en effet, décidé d'autoriser la tenue d'une enquête sur les importations canadiennes de bois d'œuvre (2,6 milliards de dollars américains en 1985) à la suite d'une plainte de l'Association des scieurs américains.

Les autorités canadiennes estiment qu'elles devront dépenser 5 millions de dollars canadiens en frais de représentation pour prouver une nouvelle fois que les droits de coupe relativement faibles ne sont pas assimilables à des subventions déguisées. Le Canada avait déjà dû se défendre des mêmes accusations, en 1983, devant les mêmes instances américaines.

L'opposition libérale et néo-démocrate canadienne crie à l'outrage et réclame la suspension des négociations sur le libre-échange que le gouvernement canadien se refuse jusqu'ici à l'envisager. Cette crise ouverte a donné l'occasion à l'ancien premier ministre du Canada, M. Pierre-Elliott Trudeau, de sortir de la réserve qu'il s'était imposée depuis son retrait de la politique.

« Je suis toujours mal à l'aise lorsque le succès des négociations est extrêmement important pour l'un des partenaires, tandis que pour l'autre le résultat de ces pourparlers lui est parfaitement indifférent », a-t-il déclaré un brin cynique. « Le premier se trouve alors dans une bien mauvaise position pour négocier », a-t-il conclu.

(Indépendant.)

(1) Un dollar canadien vaut environ 5,30 F alors que le dollar américain vaut 7,10 F.

UN PROJET DE LOI A L'AUTOMNE

M. Guillaume prépare la « désétatisation » du Crédit agricole

M. François Guillaume, ministre de l'Agriculture, a annoncé qu'un projet de loi sur la désétatisation de la Caisse nationale du crédit agricole serait déposé à l'automne. Il interviendrait devant l'Assemblée générale de la CNCA, le mardi 10 juin, à Paris. « Désétatiser sera un pilier de la construction du Crédit agricole de demain », a-t-il déclaré.

Le ministre a précisé les conditions de cette réforme qui ne devra « en aucun cas s'accompagner d'un affaiblissement » de l'institution. « Il faudra trouver, a-t-il dit, une solution convenable au problème du rachat des actifs et au statut des salariés de la CNCA. Les liens avec l'Etat pourraient prendre la forme d'une convention », afin de préserver les actions spécifiques du Crédit agricole en faveur de l'agriculture.

Le ministre a cité la bonification des prêts, le financement des récoltes et le régime des prêts-calamités. Il a indiqué aussi que les représentants des organisations professionnelles agricoles devraient siéger aux côtés des administrateurs élus.

Auparavant, il avait déclaré qu'une nouvelle autorité, en la personne de M. Bernard Aubergier, avait été mise à la tête de la Caisse nationale pour mener à bien cette réforme.

Le nouveau directeur général, nommé le 4 juin seulement, a pris solennellement les rênes de la « banque verte ». En remerciant pour sa première prestation publique le ministre de la Confiance qu'il lui avait manifestée, M. Aubergier a déclaré : « Désormais, je suis chef d'entreprise. » A propos de la dénationalisation, il a indiqué que ce dossier « devait être intégré dans une stratégie claire pour l'avenir ».

M. Seys, directeur général adjoint, qui présentait les résultats du Crédit agricole pour 1985 (le Monde du 4 juin 1986), a, au nom de l'équipe dirigeante de la Caisse nationale, assuré M. Aubergier de son soutien, « en dépit du regret très profond de voir partir notre ancien directeur général ». Le président de la Caisse nationale, M. Marcel Deneux, aura la même attitude en rendant hommage à M. Jean-Paul Huchon, « qui laisse

le souvenir d'un grand dirigeant, mais aussi d'un homme de cœur ». A propos de la réforme institutionnelle, le président de la Caisse a déclaré qu'elle devait se faire en fonction de l'intérêt de l'ensemble du groupe et de la priorité agricole. « Vous nous trouverez, monsieur le ministre, à vos côtés pour refuser tout appauvrissement, qu'il soit financier ou réglementaire », a déclaré M. Deneux.

Par ailleurs, alors que cette assemblée générale était consacrée au financement de l'agriculture, M. Jean-Claude Seys a constaté que « les avantages fiscaux orientent l'épargne des Français vers la Bourse ou l'immobilier et non vers l'agriculture. L'agriculteur lui-même qui voudrait bénéficier des avantages attachés à l'épargne est contraint d'investir hors de l'agriculture ». Le Crédit agricole, a annoncé M. Seys, lancera en juillet un compte d'épargne populaire, proche des CODEVI, afin de financer l'agriculture à des conditions voisines des prêts aux entreprises fondés sur les comptes de développement industriel.

J. G.

Renault est le principal bénéficiaire de la reprise du marché automobile

Le redressement du marché automobile français constaté en avril (+ 18 %) s'est confirmé en mai selon les chiffres publiés le 10 juin par la chambre syndicale des constructeurs automobiles. Le marché est en hausse de 6,4 % (avec 166 975 immatriculations) par rapport à mai 1985, ce qui porte la progression sur les cinq premiers mois de 1986 à 4,3 % par rapport à la période correspondante de 1985.

La pénétration étrangère reste stable (36,9 % en mai, 37,4 % sur cinq mois contre 36,6 % en 1985), mais la grande nouveauté tient aux performances de Renault. Pour la première fois depuis août 1984, la Régie devance en mai son concurrent national Peugeot-SA avec 33,1 % du marché contre 30 % à ce dernier. Sur les cinq premiers mois de 1986, Renault voit sa part

(29,8 %) progresser de 3,4 points alors que celle de PSA (32,8 %) recule de 2,4 points.

Si l'ensemble de la gamme Renault se porte bien, la vedette revient à la R 21, qui a conquis 8,6 % du marché en mai (contre 7 % en avril) devenant ainsi le troisième modèle national derrière la Supercin (11,7 %) et la Peugeot 205 (9,6 %). Le succès de la R 21 est d'autant plus important pour Renault qu'elle tient avec ce modèle une voiture très « rémunératrice... ». Ce qui est un fait relativement nouveau à la Régie. Au point que cette nouveauté a le don de provoquer dans l'état-major de PSA une exaspération qui s'est traduite par un certain nombre de critiques vis-à-vis de la politique commerciale de la Régie, que celle-ci réfute.

L'inquiétude des dirigeants de Peugeot tient autant aux paris de marché que Renault « grignote » sur son dos, qu'au soutien financier que le constructeur nationalisé peut recevoir de son actionnaire. Avec des pertes de 12 et 11 milliards de francs en 1984 et en 1985, et une situation nette négative de 15 milliards, Renault verra le redressement de son compte d'exploitation (les pertes sont tombées à moins de 500 millions par mois) épaulé d'une façon ou d'une autre par l'Etat (dotation en capital, abandon de créances, rééchelonnement de la dette...). Un soutien que PSA supporte mal au moment où son propre redressement est fragilisé par son endettement et l'insuffisance de ses fonds propres.

C. B.

Paris, Bangkok, Katmandou, Singapour, Hong Kong, Jakarta, Séoul, Tokyo, Pékin, Sydney, Melbourne... La lune c'est pour bientôt.

123, Champs-Élysées, 75008 PARIS - Tél. (1) 47.20.50.15. Paris Hotel BP 679, 6, Avenue de Sordie 06200 NICE - Tél. (93) 53.39.82.



TOURISME

UN ENTRETIEN AVEC M. JEAN-JACQUES DESCAMPS

La « bouderie » des Américains coûtera 5 milliards de francs

affirme le secrétaire d'Etat au tourisme

L'été français sera rude. La « bouderie » américaine (une baisse de 30 % du tourisme en France) entraînera une baisse de 5 milliards de francs de rentrées de devises, affirme M. Jean-Jacques Descamps, le nouveau secrétaire d'Etat au tourisme, dans l'entretien qu'il nous a accordé. On va donc inviter les Français à rester chez eux et les Européens à découvrir Paris, le Mont-Saint-Michel et les châteaux de la Loire.

« Vous avez récemment ré- clamé la « mobilisation de tous les acteurs de la vie touris- tique » pour mieux faire connaître et « vendre » la France à l'étranger. Quel est le rôle de cette mobilisation alors que les Amé- ricains boudent l'Hexagone ? »

« Dès ma prise de fonction, j'ai constaté une baisse sensible de la clientèle touristique américaine à destination de la France, due à la baisse du dollar et à la crainte d'attentats. On peut estimer au- jourd'hui cette baisse à plus de 30 %. Je rappelle que les touristes américains ont été environ 3 mil- lions à fréquenter la France en 1985 pour une rentrée en devises d'environ 2 milliards de dollars. C'est donc à une baisse de 5 mil- liards de francs de rentrées à la- quelle il faut s'attendre. »

« Face à cette menace d'effon- drement d'un de nos principaux marchés, le ministre de l'Industrie et moi-même avons interrogé au plus haut niveau les professionnels français du tourisme et du trans- port ainsi que des spécialistes de la communication sur l'opportunité d'une campagne immédiate de pro- motion aux Etats-Unis. Le verdict a été unanime : une campagne de cette nature dans le climat actuel aurait été lancée en pure perte. L'exemple de la Grèce, de l'Italie et de l'Espagne, qui ont dépensé en vain des budgets de promotion im- portants au cours des dernières se- maines, est là pour le confirmer. »

« Dans l'immédiat, nous avons encouragé les professionnels à prendre des mesures commerciales et d'accueil vis-à-vis de la clientèle étrangère, et nous avons invité des grands professionnels et journa- listes américains, japonais et aus- traliens à venir les constater sur place. »

« Quant à agir avec efficacité, vis-à-vis de l'opinion américaine, il fallait attendre que le climat rede- vienne plus serein, ce qui semble être la tendance aujourd'hui. Dès l'automne, après une étude de mar- ché et de motivation de la clientèle touristique américaine, il sera pro- cédé dans ce pays à une campagne de relations publiques accompa- gnée d'achats d'espaces publici- taires afin de redresser à plus long terme l'image du « produit touris- tique France » dans l'opinion publi- que américaine. »

« En 1985, la balance tour- istique de la France a été ex- cédentaire de 31,5 milliards de francs. Sur quel chiffre tablez- vous pour 1986 ? »

« 1985 était une année excep- tionnelle. Les premières indications sur l'évolution des marchés en 1986 nous laissent penser que ce solde positif devrait se situer entre 20 et 25 milliards de francs. »

« Comptez-vous prendre dans les prochains jours des initiatives pour « lancer » l'été français ? »

« Les mauvaises perspectives évoquées précédemment m'ont

entraîné-elle en vigueur pro- chainement ? »

« La libération irrévocable des prix dans l'industrie hôtelière a été annoncée. Elle interviendra, comme le gouvernement s'y est en- gagé d'ici à la fin de l'année, dès qu'aura été adopté par le Parle- ment le futur code de la concurren- ce actuellement en préparation. »

« Le problème immédiat auquel j'ai été confronté résidait dans l'ab- sence de toute réglementation de

Une « charrette »

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Industrie, des P et T et du tourisme, chargé du tou- risme, M. Jean-Jacques Des- camps, n'a pas de main morte à l'égard des anciens collabo- rateurs de son prédécesseur. Deux anciens membres du cabinet de M. Michel Crépeau, MM. Fran- çois-Xavier Brunet et Michel Léon, viennent de s'en aperce- voir à leurs dépens. Le premier, qui avait été le chef du cabinet de M. Crépeau du printemps 1981 jusqu'au 16 mars, avait été réaffecté au poste de délégué régional au tourisme pour la région d'Ile-de-France. Le second, qui avait été le chef du service de presse de M. Crépeau, avait été affecté à l'Agence nationale pour l'information tou- ristique.

Bénéficiant du statut précaire de contractuel, tous deux vien- nent d'être mis au chômage. La réaffectation de leur contrat, « moti- vée par les besoins du service », sans autre explication, leur a été notifiée en date du 29 mai, à la veille de la fin de leur période d'essai de trois mois. « J'ai décidé de mettre fin, conformé- ment aux stipulations de leurs contrats, qui permettent de le faire sans préavis ni indemnité, à la collaboration de certains agents embauchés très récem- ment sur des postes de contrac- tuel de la direction du tourisme »,

avait écrit la veille le secrétaire d'Etat au directeur du tourisme. La même décision frappe un troisième collaborateur de M. Cré- peau, M. Roland Boix, ancien député de la Charente-Maritime, détaché de l'éducation nationale, pour lequel un poste avait été trouvé à Bruxelles, auprès de la Commission européenne.

M. Crépeau s'est très mal pris la chose. Dès le 29 mai, il a pro- testé par écrit auprès de M. Des- camps, pour lui dire notamment : « Il est vrai que vous êtes tout à fait maître de l'opportunité de vos décisions. Mais il semble que l'usage constant est que le reclassement des membres des anciens cabinets ministériels puisse être assuré sur des postes qui n'ont pas d'implication politi- que directe. Et ce dès lors que la compétence de ceux qui les occupent ne peut être mise en cause. Je crois avoir pour moi scrupuleusement respecté cet usage en 1981. Chacun a d'ailleurs bien voulu reconnaître que je ne me suis, quant à moi, livré à aucune chasse aux sorcières dans les différents postes ministériels que j'ai pu occu- per... » Cette intervention n'a eu aucune suite. Il semble même qu'une brève conversation entre M. Crépeau et M. Descamps, dans les couloirs du Palais- Bourbon, ait donné lieu à un échange de propos assez sec...

amené à envisager un certain nom- bre d'actions sur des marchés de substitution au marché américain, en particulier sur les marchés euro- péens. Mais, bien entendu, le premier marché touristique reste le marché français et il m'a donc paru important de lancer très vite une campagne de publicité en France, visant à remettre les ré- gions françaises en concurrence avec l'étranger aux yeux des tou- ristes français. Cette campagne se poursuivra jusqu'à la fin juin. »

« Je me rendrai au cours des mois de juillet et d'août dans cha- cune des principales régions de va- cances afin de visiter les nouveaux produits que j'entends voir promou- voir plus particulièrement : randon- nées, tourisme en espace rural, tou- risme fluvial, environnement touristique du thermalisme... »

« La libération des prix dans le secteur de l'hôtellerie

pour les hôtels. Aucun accord n'avait été signé pour l'année 1986, alors que plusieurs centaines d'hô- teliers étaient poursuivis devant des tribunaux. En liaison avec M. Balladur, j'ai donc été amené à fixer un régime provisoire de contrôle en attendant la liberté to- tale. »

Le chèque vacances : un échec

« Et le tourisme social ? »

« Le développement du tou- risme social s'est appuyé jusqu'à présent essentiellement sur l'attri- bution de subventions à des asso- ciations, et de cela de manière quel- que peu désordonnée au cours de ces dernières années. »

« Ainsi, pour les villages de va- cances, les engagements pris par mon prédécesseur ne sont pas com- patibles pour 1986 avec les crédits de paiement qui avaient été prévus au budget. Dans l'immédiat, il convient donc de redresser cette si- tuation. Pour l'avenir, je m'inter- roge sur le point de savoir s'il faut continuer à accroître sans cesse le nombre de lits en villages de va- cances et s'il ne faut pas s'orienter vers une politique plus diversifiée qui se préoccuperait surtout de la rénovation du patrimoine existant et de son amélioration par l'adjon- ction d'équipements sportifs, cultu- rels et de loisir, que demande de plus en plus la clientèle. »

« En revanche, je crois qu'il est souhaitable de développer une au- tre forme de contribution au tou- risme social, que je préfère d'ail- leurs appeler « tourisme familial », et qui réside dans l'aide à la per- sonne. C'est ce qui avait été sug- géré avant 1981 dans le rapport de M. Jacques Blanc et qui avait fait l'objet d'une mise en œuvre, mal- heureusement trouquée et déstabi- lisée, par nos prédécesseurs socia- listes, avec l'instauration du chèque vacances. »

« Cette expérience menée de fa- çon très restrictive a échoué en ra- son d'une réglementation inadaptée et d'une gestion financière dispen- dieuse. Selon les estimations, entre cinquante mille et cent mille Fran- çais bénéficieraient cette année du chèque vacances, ce qui est très peu lorsque l'on sait que trente- deux millions de Français partent chaque année en vacances. Il faut donc reprendre le problème à zéro et donner à cette formule une nou- velle orientation plus libérale et plus concurrentielle. »

Propos recueillis par JEAN PERRIN

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CREDIT AGRICOLE

Revenu Vert

Société d'investissement à capital variable (Loi n° 79-12 du 3 janvier 1979 - Décrets des 18 janvier et 24 avril 1979)

Sigle social : 33, avenue du Maine, Tour Maine-Montparnasse 75015 Paris. R.C.S. : Paris B 332.188.093.

AVIS DE CONVOCATION D'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Les actionnaires de la SICAV REVENU-VERT sont convoqués en Assemblée générale ordinaire le 25 juin 1986, à 16 heures, à la Caisse nationale de Crédit agricole, 91-93, boulevard Pasteur, 75015 Paris pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. - Lecture des rapports du Conseil d'administration et du commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice social clos le 27 mars 1986.
2. - Lecture du rapport spécial du com- missaire aux comptes.
3. - Approbation du bilan et des comptes de l'exercice clos le 27 mars 1986.
4. - Affectation des résultats et fixation du dividende.
5. - Nomination d'un administrateur.

Si l'assemblée générale le décide, le revenu global attribué à chaque action sera fixé, au titre du premier exercice, à 92,42 F, composé d'un dividende net de 88,36 F et d'un impôt déjà payé au Tré- sor de 4,06 F.

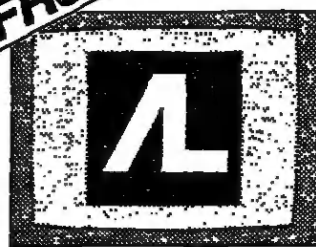
Ce dividende a été partiellement mis en paiement sous la forme de trais- accomptes trimestriels :

- Premier acompte le 19 octobre 1985 : 27,95 F, comprenant l'impôt déjà payé au Trésor de 1,95 F, soit net 26 F.
- Deuxième acompte le 18 janvier 1986 : 23,14 F, comprenant l'impôt déjà payé au Trésor de 0,14 F, soit net 23 F.
- Troisième acompte le 19 avril 1986 : 22,90 F, comprenant l'impôt déjà payé au Trésor de 0,90, soit net 22 F. Le solde sera versé le 19 juillet 1986.

Nous invitons tous les actionnaires de la SICAV REVENU-VERT à prendre contact avec leurs bureaux du Crédit agricole afin d'y retirer leurs cartes d'admission ou leurs pouvoirs au plus tard le 18 juin 1986.

Compte tenu du nombre important d'actionnaires de la SICAV, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première assemblée. Une seconde assemblée est prévue le 10 juillet 1986 à 10 heures à la même adresse.

A VOIR SUR FR3



L'AIR LIQUIDE aujourd'hui

Samedi 14 juin de 12h15 à 12h45

Une interview du Président Edouard de ROYERE par Jean-Louis Burgat

L'Air Liquide : Premier producteur mondial de gaz industriels.



ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

NOUVEAU SUCCÈS EN SUISSE :

1000* DISTRIBUTEUR DE BILLETS DE BANQUE

L'Electronique Serge-Dassault vient de se voir notifier par son partenaire suisse, la société AUTELCA, filiale du groupe Hasler, une nouvelle commande de guichets automatiques bancaires (GAB) destinés aux banques suisses.

Ce contrat, qui porte à plus d'un mil- lier le nombre de guichets automatiques bancaires (GAB), commandés par les banques et la poste suisses, confirme, dans ce domaine, la position de leader de l'ESD en Europe.

En effet, les principales banques suisses (Maison des banques suisses, Société de banque suisse, Crédit suisse, Banque populaire suisse, Banques cantonales et régionales, Caisse d'épargne, etc.) et la poste suisse utilisent les maté- riels ESD fabriqués et commercialisés en collaboration avec AUTELCA.

C'est la Banque cantonale vaudoise, dont le siège est à Lausanne, qui reçois le 1000* GAB suisse ESD.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330



Le chiffre d'affaires hors taxes de la compagnie pour le premier trimestre 1985 s'est élevé à 2 021 millions de francs contre 1 724 millions de francs au premier trimestre 1984, soit une progression de 17,2 %.

Le chiffre d'affaires du premier trimestre 1985 ne prenait pas encore en compte les activités de Communication publique de THOMSON CSF TÉLÉPHONE et de la Branche Equipements de LTT absorbées à compter du 1^{er} juillet 1985.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe ALCATEL s'établit pour le premier trimestre 1985 à 6 142 millions de francs, dont 5 550 millions de francs en provenance des sociétés contrôlées et 592 millions de francs en provenance de sociétés affiliées. Le chiffre d'affaires consolidé du premier trimestre 1985 s'élevait à 4 175 millions de francs, mais ne comportait pas les facturations des filiales de THOMSON TÉLÉCOMMUNICATIONS.



Le Monde MAGAZINE SPÉCIAL SICOB

Parution le 15 septembre 1986

Renseignements publicité :

45-55-91-82, poste 4196

(Publicité)

DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

DIRECTION DE L'ÉQUIPEMENT

AVIS D'OUVREMENT D'ENQUÊTE PUBLIQUE

COMMUNE DE BOULOGNE-BILLANCOURT

RECONSTRUCTION DES PONTS DE BILLANCOURT

AMÉNAGEMENT DE LA TÊTE RIVE DROITE

CONSTRUCTION D'UN IMMEUBLE

POUR LE RELOGEMENT DES EXPROPRIÉS

Le public est informé que par arrêté préfectoral en date du 6 mai 1986, il a été prescrit une enquête sur l'utilité publique du projet de construction d'un immeuble de logement dans le cadre de l'opération de reconstruction des ponts de Billancourt et aménagement de la tête rive droite sur le territoire de la commune de Boulogne-Billancourt.

Les pièces du dossier concernant cette enquête seront déposées pendant trente-neuf jours consécutifs, du 9 juin 1986 au 11 juillet 1986 inclus, à la mairie de Boulogne-Billancourt, où le public pourra les consulter, du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 17 h 30, et le samedi, de 8 h 30 à 12 heures.

Les personnes désirant émettre un avis sur ce projet pourront consigner leurs observations sur le registre ouvert à cet effet, aux jours, heures et lieux ci-dessus. Elles pourront de même les adresser à M. Pierre Calmair, directeur départemental honoraire des PTT, 14, rue Mozart, 92700 Colombes, nommé commissaire-enquêteur.

Celui-ci recevra le public en mairie de Boulogne-Billancourt les 26 et 27 juin, de 8 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 17 h 30, et le 28 juin, de 8 h 30 à 12 heures.

A l'issue de cette enquête, les copies des conclusions du commissaire-enquêteur seront tenues à la disposition du public en mairie de Boulogne-Billancourt, à la sous-préfecture de Boulogne-Billancourt et à la préfecture des Hauts-de-Seine, Direction départementale de l'équipement, accueil du public, niveau +1, aux heures normales d'ouverture.

Cette publication est effectuée en application de l'article R.11-14-7 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

هكذا من راصل

CIERS DES SOCIÉTÉS
VOIR SUR FRS

L'AIR LIQUIDE
aujourd'hui

مركزاً من لاهل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS Comptant

11 JUIN Cours relevés à 14 h 56

PARIS 11 juin

Calme mais bien orienté

La Bourse de Paris a maintenu, mercredi, les meilleures dispositions manifestées la veille en fin de séance. Mais elle n'a pas confirmé le retour à une certaine vigueur dans la reprise affichée dans la matinée (+1,18 %). Assez ferme à l'ouverture, la tendance est ensuite redevenue plus irrégulière et l'indicateur instantané, au départ en hausse de 0,91 %, n'enregistre plus à la clôture qu'une avance de 0,53 %. Ainsi Printemps, CFAO, Schneider, Locomotives, Sanofi, Radiotechnique, L'Oréal, Cola, Total ont progressé assez sensiblement. Mais Alcatel, CSF, Moët, Esso, Générale de Fonderie ont fléchi, Peugeot a marqué le pas, Legrand et Lafarge ont emprunté des voies incertaines.

Mais d'une façon générale, les professionnels étaient satisfaits du comportement du marché. Le calme peut à peu près se justifier par la tempête ces quelques derniers jours. Pour partie technique, la légère reprise constatée a aussi été favorisée par la résistance en voie d'organisation à New-York et sur divers marchés étrangers. Pour l'instant, aucun n'est éruptif et les capitaux en quête de placement n'ont plus beaucoup de terrain de prédilection. Les vendeurs restent l'arme au pied dans l'incertitude du lendemain. Reste posé le problème de la dette mexicaine. Mais certains le considèrent d'une façon positive. Une solution selon eux sera inéluctablement trouvée, qui pourrait passer par une baisse des taux d'intérêt et du dollar.

Une légère amélioration était également perceptible au premier étage. Une à deux variations à la hausse était enregistrée sur le MATIF. Quoique hésitant, le marché obligataire était un peu mieux orienté avec une touche d'attention sur les TMO et les taux fixes.

NEW-YORK

La résistance s'organise

Le vent de tempête, qui avait soufflé en début de semaine, est un peu retombé, mardi, à Wall Street. Encore secoué durant la première partie de la séance, le marché s'est remis ensuite, et l'indice des industriels, un moment retombé à 1 816,07, s'est établi, en clôture, à 1 837,19, en repli seulement de 2,96 points.

Pour tout dire, la résistance a commencé à s'organiser. Les avis étaient, toutefois, partagés sur la suite des événements. Dans l'ensemble, le facteur technique a joué et favorisé une reprise des achats sur les valeurs les plus éprouvées de la veille. Mais le comportement des investisseurs est dicté par la situation économique. Or, dans l'immédiat, le flou le plus complet entoure les perspectives d'avenir. Les résultats des entreprises sont très contrastés et ne permettent pas d'anticiper la reprise attendue de l'expansion pour le second semestre.

Reste que le Fed aura peut-être un rôle à jouer en assouplissant les conditions de crédit. Son président, M. Paul Volcker, paraît moins déterminé à rester l'arme au pied, et l'espoir d'une réduction des taux d'intérêt reste. Il s'oppose, toutefois, à l'évolution de la monnaie mondiale, dont la croissance exige une vigilance de tous les instants.

L'activité est restée modérée, et 125,03 millions de titres ont changé de mains, contre 125 millions précédemment.

VALEURS	Cours de 11 juin	Cours de 10 juin
Alcoa	40 7/8	39 3/4
A.T. & T.	24 1/4	24 1/4
B.T.	58 3/4	58 3/4
Boeing	58 3/4	58 3/4
Chrysler	35 3/4	35 3/4
Du Pont de Nemours	35 3/4	35 3/4
Eastman Kodak	35 3/4	35 3/4
General Motors	35 3/4	35 3/4
IBM	145 3/4	145 3/4
ITT	145 3/4	145 3/4
Johnson & Johnson	35 3/4	35 3/4
McDonald	35 3/4	35 3/4
Merck & Co.	35 3/4	35 3/4
Modell	35 3/4	35 3/4
Procter & Gamble	35 3/4	35 3/4
Schering-Plough	35 3/4	35 3/4
Tyco	35 3/4	35 3/4
Union Carbide	35 3/4	35 3/4
Walt Disney	35 3/4	35 3/4
Xerox Corp.	35 3/4	35 3/4

AUTOUR DE LA CORBEILLE

EMISSION DE BONS DU TRÉSOR POUR PLUS DE 5 MILLIARDS DE FRANCS. - La Banque de France a placé, le 10 juin, pour plus de 5 milliards de francs par voie d'adjudication. Il s'agit de bons du Trésor d'une durée de cinq ans à taux fixe et intérêt annuel de 2,5 milliards de francs; de bons du Trésor d'une durée de deux ans pour 2,1 milliards de francs et de bons du Trésor à taux fixe et intérêt précompté pour 1,05 milliard de francs.

MILAN ET TOKYO SE REDRESSENT. - La Bourse de Milan, qui avait fortement baissé le 9 juin, s'est redressée le mardi 10 juin. Les déclarations du ministre des finances, M. Visentini, soutenant l'opération de la Banque de France, ont contribué à cette amélioration.

INDICES QUOTIDIENS (base 100 = 31 déc. 1985)

Indice CAC 40	100,00
Indice CAC 100	100,00
Indice CAC 200	100,00
Indice CAC 300	100,00
Indice CAC 400	100,00
Indice CAC 500	100,00
Indice CAC 600	100,00
Indice CAC 700	100,00
Indice CAC 800	100,00
Indice CAC 900	100,00
Indice CAC 1000	100,00

C* DES AGENTS DE CHANGE (base 100 = 31 déc. 1985)

Indice CAC 40	100,00
Indice CAC 100	100,00
Indice CAC 200	100,00
Indice CAC 300	100,00
Indice CAC 400	100,00
Indice CAC 500	100,00
Indice CAC 600	100,00
Indice CAC 700	100,00
Indice CAC 800	100,00
Indice CAC 900	100,00
Indice CAC 1000	100,00

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE (base 100 = 31 déc. 1985)

Indice CAC 40	100,00
Indice CAC 100	100,00
Indice CAC 200	100,00
Indice CAC 300	100,00
Indice CAC 400	100,00
Indice CAC 500	100,00
Indice CAC 600	100,00
Indice CAC 700	100,00
Indice CAC 800	100,00
Indice CAC 900	100,00
Indice CAC 1000	100,00

COURS DU DOLLAR A TOKYO (base 100 = 31 déc. 1985)

Indice CAC 40	100,00
Indice CAC 100	100,00
Indice CAC 200	100,00
Indice CAC 300	100,00
Indice CAC 400	100,00
Indice CAC 500	100,00
Indice CAC 600	100,00
Indice CAC 700	100,00
Indice CAC 800	100,00
Indice CAC 900	100,00
Indice CAC 1000	100,00

VALEURS

VALEURS	Cours de 11 juin	Cours de 10 juin
Alcatel	40 7/8	39 3/4
A.T. & T.	24 1/4	24 1/4
B.T.	58 3/4	58 3/4
Boeing	58 3/4	58 3/4
Chrysler	35 3/4	35 3/4
Du Pont de Nemours	35 3/4	35 3/4
Eastman Kodak	35 3/4	35 3/4
General Motors	35 3/4	35 3/4
IBM	145 3/4	145 3/4
ITT	145 3/4	145 3/4
Johnson & Johnson	35 3/4	35 3/4
McDonald	35 3/4	35 3/4
Merck & Co.	35 3/4	35 3/4
Modell	35 3/4	35 3/4
Procter & Gamble	35 3/4	35 3/4
Schering-Plough	35 3/4	35 3/4
Tyco	35 3/4	35 3/4
Union Carbide	35 3/4	35 3/4
Walt Disney	35 3/4	35 3/4
Xerox Corp.	35 3/4	35 3/4

VALEURS

VALEURS	Cours de 11 juin	Cours de 10 juin
Alcatel	40 7/8	39 3/4
A.T. & T.	24 1/4	24 1/4
B.T.	58 3/4	58 3/4
Boeing	58 3/4	58 3/4
Chrysler	35 3/4	35 3/4
Du Pont de Nemours	35 3/4	35 3/4
Eastman Kodak	35 3/4	35 3/4
General Motors	35 3/4	35 3/4
IBM	145 3/4	145 3/4
ITT	145 3/4	145 3/4
Johnson & Johnson	35 3/4	35 3/4
McDonald	35 3/4	35 3/4
Merck & Co.	35 3/4	35 3/4
Modell	35 3/4	35 3/4
Procter & Gamble	35 3/4	35 3/4
Schering-Plough	35 3/4	35 3/4
Tyco	35 3/4	35 3/4
Union Carbide	35 3/4	35 3/4
Walt Disney	35 3/4	35 3/4
Xerox Corp.	35 3/4	35 3/4

VALEURS

VALEURS	Cours de 11 juin	Cours de 10 juin
Alcatel	40 7/8	39 3/4
A.T. & T.	24 1/4	24 1/4
B.T.	58 3/4	58 3/4
Boeing	58 3/4	58 3/4
Chrysler	35 3/4	35 3/4
Du Pont de Nemours	35 3/4	35 3/4
Eastman Kodak	35 3/4	35 3/4
General Motors	35 3/4	35 3/4
IBM	145 3/4	145 3/4
ITT	145 3/4	145 3/4
Johnson & Johnson	35 3/4	35 3/4
McDonald	35 3/4	35 3/4
Merck & Co.	35 3/4	35 3/4
Modell	35 3/4	35 3/4
Procter & Gamble	35 3/4	35 3/4
Schering-Plough	35 3/4	35 3/4
Tyco	35 3/4	35 3/4
Union Carbide	35 3/4	35 3/4
Walt Disney	35 3/4	35 3/4
Xerox Corp.	35 3/4	35 3/4

VALEURS

VALEURS	Cours de 11 juin	Cours de 10 juin
Alcatel	40 7/8	39 3/4
A.T. & T.	24 1/4	24 1/4
B.T.	58 3/4	58 3/4
Boeing	58 3/4	58 3/4
Chrysler	35 3/4	35 3/4
Du Pont de Nemours	35 3/4	35 3/4
Eastman Kodak	35 3/4	35 3/4
General Motors	35 3/4	35 3/4
IBM	145 3/4	145 3/4
ITT	145 3/4	145 3/4
Johnson & Johnson	35 3/4	35 3/4
McDonald	35 3/4	35 3/4
Merck & Co.	35 3/4	35 3/4
Modell	35 3/4	35 3/4
Procter & Gamble	35 3/4	35 3/4
Schering-Plough	35 3/4	35 3/4
Tyco	35 3/4	35 3/4
Union Carbide	35 3/4	35 3/4
Walt Disney	35 3/4	35 3/4
Xerox Corp.	35 3/4	35 3/4

VALEURS

VALEURS	Cours de 11 juin	Cours de 10 juin
Alcatel	40 7/8	39 3/4
A.T. & T.	24 1/4	24 1/4
B.T.	58 3/4	58 3/4
Boeing	58 3/4	58 3/4
Chrysler	35 3/4	35 3/4
Du Pont de Nemours	35 3/4	35 3/4
Eastman Kodak	35 3/4	35 3/4
General Motors	35 3/4	35 3/4
IBM	145 3/4	145 3/4
ITT	145 3/4	145 3/4
Johnson & Johnson	35 3/4	35 3/4
McDonald	35 3/4	35 3/4
Merck & Co.	35 3/4	35 3/4
Modell	35 3/4	35 3/4
Procter & Gamble	35 3/4	35 3/4
Schering-Plough	35 3/4	35 3/4
Tyco	35 3/4	35 3/4
Union Carbide	35 3/4	35 3/4
Walt Disney	35 3/4	35 3/4
Xerox Corp.	35 3/4	35 3/4

VALEURS

VALEURS	Cours de 11 juin	Cours de 10 juin
Alcatel	40 7/8	39 3/4
A.T. & T.	24 1/4	24 1/4
B.T.	58 3/4	58 3/4
Boeing	58 3/4	58 3/4
Chrysler	35 3/4	35 3/4
Du Pont de Nemours	35 3/4	35 3/4
Eastman Kodak	35 3/4	35 3/4
General Motors	35 3/4	35 3/4
IBM	145 3/4	145 3/4
ITT	145 3/4	145 3/4
Johnson & Johnson	35 3/4	35 3/4
McDonald	35 3/4	35 3/4
Merck & Co.	35 3/4	35 3/4
Modell	35 3/4	35 3/4
Procter & Gamble	35 3/4	35 3/4
Schering-Plough	35 3/4	35 3/4
Tyco	35 3/4	35 3/4
Union Carbide	35 3/4	35 3/4
Walt Disney	35 3/4	35 3/4
Xerox Corp.	35 3/4	35 3/4

SECONDE MARCHÉ

SECONDE MARCHÉ	Cours de 11 juin	Cours de 10 juin
Alcatel	40 7/8	39 3/4
A.T. & T.	24 1/4	24 1/4
B.T.	58 3/4	58 3/4
Boeing	58 3/4	58 3/4
Chrysler	35 3/4	35 3/4
Du Pont de Nemours	35 3/4	35 3/4
Eastman Kodak	35 3/4	35 3/4
General Motors	35 3/4	35 3/4
IBM	145 3/4	145 3/4
ITT	145 3/4	145 3/4
Johnson & Johnson	35 3/4	35 3/4
McDonald	35 3/4	35 3/4
Merck & Co.	35 3/4	35 3/4
Modell	35 3/4	35 3/4
Procter & Gamble	35 3/4	35 3/4
Schering-Plough	35 3/4	35 3/4
Tyco	35 3/4	35 3/4
Union Carbide	35 3/4	35 3/4
Walt Disney	35 3/4	35 3/4
Xerox Corp.	35 3/4	35 3/4

SECONDE MARCHÉ

SECONDE MARCHÉ	Cours de 11 juin	Cours de 10 juin
Alcatel	40 7/8	39 3/4
A.T. & T.	24 1/4	24 1/4
B.T.	58 3/4	58 3/4
Boeing	58 3/4	58 3/4
Chrysler	35 3/4	35 3/4
Du Pont de Nemours	35 3/4	35 3/4
Eastman Kodak	35 3/4	35 3/4
General Motors	35 3/4	35 3/4
IBM	145 3/4	145 3/4
ITT	145 3/4	145 3/4
Johnson & Johnson	35 3/4	35 3/4
McDonald	35 3/4	35 3/4
Merck & Co.	35 3/4	35 3/4
Modell	35 3/4	35 3/4
Procter & Gamble	35 3/4	35 3/4
Schering-Plough	35 3/4	35 3/4
Tyco	35 3/4	35 3/4
Union Carbide	35 3/4	35 3/4
Walt Disney	35 3/4	35 3/4
Xerox Corp.	35 3/4	35 3/4

SECONDE MARCHÉ

SECONDE MARCHÉ	Cours de 11 juin	Cours de 10 juin
Alcatel	40 7/8	39 3/4
A.T. & T.	24 1/4	24 1/4
B.T.	58 3/4	58 3/4
Boeing	58 3/4	58 3/4
Chrysler	35 3/4	35 3/4
Du Pont de Nemours	35 3/4	35 3/4
Eastman Kodak	35 3/4	35 3/4
General Motors	35 3/4	35 3/4
IBM	145 3/4	145 3/4
ITT	145 3/4	145 3/4
Johnson & Johnson	35 3/4	35 3/4
McDonald	35 3/4	35 3/4
Merck & Co.	35 3/4	35 3/4
Modell	35 3/4	35 3/4
Procter & Gamble	35 3/4	35 3/4
Schering-Plough	35 3/4	35 3/4
Tyco	35 3/4	35 3/4
Union Carbide	35 3/4	35 3/4
Walt Disney	35 3/4	35 3/4
Xerox Corp.	35 3/4	35 3/4

SECONDE MARCHÉ

SECONDE MARCHÉ	Cours de 11 juin	Cours de 10 juin
Alcatel	40 7/8	39 3/4
A.T. & T.	24 1/4	24 1/4
B.T.	58 3/4	58 3/4
Boeing	58 3/4	58 3/4
Chrysler	35 3/4	35 3/4
Du Pont de Nemours	35 3/4	35 3/4
Eastman Kodak	35 3/4	35 3/4
General Motors	35 3/4	35 3/4
IBM	145 3/4	145 3/4
ITT	145 3/4	145 3/4
Johnson & Johnson	35 3/4	35 3/4
McDonald	35 3/4	35 3/4
Merck & Co.	35 3/4	35 3/4
Modell	35 3/4	35 3/4
Procter & Gamble	35 3/4	35 3/4
Schering-Plough	35 3/4	35 3/4
Tyco	35 3/4	35 3/4
Union Carbide	35 3/4	35 3/4
Walt Disney	35 3/4	35 3/4
Xerox Corp.	35 3/4	35 3/4

SECONDE MARCHÉ

SECONDE MARCHÉ	Cours de 11 juin	Cours de 10 juin
Alcatel	40 7/8	39 3/4
A.T. & T.	24 1/4	24 1/4
B.T.	58 3/4	58 3/4
Boeing	58 3/4	58 3/4
Chrysler	35 3/4	35 3/4
Du Pont de Nemours	35 3/4	35 3/4
Eastman Kodak	35 3/4	35 3/4
General Motors	35 3/4	35 3/4
IBM	145 3/4	145 3/4
ITT	145 3/4	145 3/4
Johnson & Johnson	35 3/4	3

Quatre bâtiments militaires français ont pris position devant Hendaye

L'expression de ce mécontentement intervient au moment où le conseil d'administration de la RATP a proposé au gouvernement, par quinze voix contre neuf et trois abstentions, de porter à sa présidence M. Paul Reverdy, en remplacement de M. Claude Quin, démissionnaire, qui s'opposait aux demandes gouvernementales d'économies.

Jeudi, à la SNCF

La direction de la SNCF prévoit d'assurer un service normal pour le TGV et pour les grandes lignes, où pourraient toutefois intervenir quelques suppressions de trains sur les réseaux ouest et sud-ouest. La totalité des trains spéciaux — essentiellement les trains « scolaires » — circuleront. Dans la banlieue parisienne, le service devrait être proche de la normale à Paris-Nord et assuré de 50 à 75 % sur les autres lignes.

public

Aucun incident n'avait été signalé mercredi 11 juin en fin de matinée à Hondays où plus de trois cents chalutiers basques espagnols continuaient à bloquer l'embouchure de la Bidassoa. La veille, M. Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la mer, avait durci le ton, annonçant que des bâtiments de la marine nationale avaient été dépêchés sur les lieux pour parer à toute éventualité. « Il n'est pas question d'ouvrir une quelconque discussion avec les Espagnols tant que les barrages n'auront pas été levés », a-t-il déclaré.

ce conflit, à dix jours des élections législatives, n'est pas faite pour arranger les choses. Parmi les élé-

arranger les choses. Parmi les slogans lancés par les manifestants figurait celui réclamant la démission du ministre espagnol de la pêche. M. Oliver Romero. Et c'est au Consul espagnol à Hendaye qu'une délégation est allée, après avoir franchi la frontière, remettre une motion résumant les griefs et les revendications des pêcheurs basques. Autant dire que les quatre bateaux de la Royale qui mouillent en face de l'estuaire de la Bidassoa ne sont pas prêts de les intimider.

PH. ETCHEVERRY.

Des ECU pour la recherche

objectifs des programmes ainsi que des résultats à en attendre ».

objectifs des programmes ainsi que des résultats à en attendre ».

Le ministre a également tenu pour élu l'initiative de la communauté pour l'élaboration de la politique communautaire.

Tous ou presque considèrent comme prioritaires les programmes qui touchent :

- « Esprit » (technologie de l'information),
- « Prite » (diffusion des technologies modernes dans l'industrie),
- « Race » (télécommunications du futur) et Biotechnologie, ont pour objectif de renforcer le potentiel scientifique de la communauté et par la même d'améliorer la compétitivité de son industrie. On notera cependant une exception préoccupante : les Allemands se sont déclarés peu intéressés par le programme « Race » dont l'objet est de développer ensemble les techniques qui permettront l'installation à l'horizon 95, de réseaux de télécommunications à larges bandes ».

Le ministre a également tenu pour élu le projet de la communauté de mener à bien une étude qui sera destinée à définir les conditions dans lesquelles il ne faut pas que d'autres des recherches que le groupe croit pouvoir mener tout seul, expliquait-on du côté français, sans donner là à un obstacle infran-

* L'effet Tchernobyl » s'est mani-

« L'effet Tchernobyl » s'est manifesté dans le débat mais de façon discrète. Il est clair ainsi que les programmes sur la sécurité nucléaire ne seront pas - coupés - et que le programme concernant la fusion nucléaire, a de bonnes chances de récupérer les crédits dont il avait été amputé en 1984. A la lumière de ce débat, la commission, tâche difficile, va devoir présenter aux Etats membres des propositions formelles avant l'été.

PHILIPPE LEMAITRE

Pékin. — Une nouvelle querelle vient d'éclater entre la Chine et le Japon sur la manière dont des manuels scolaires nippons relatent les événements de la guerre sino-japonaise de 1937.

	COURS DU JOUR		UN MOIS Ép. + en d.
	+ base	+ base	
LE-L.	7,875	7,9325	+ 10
LE-L. (100)	7,875	7,9325	-
LE-L. (100)	4,2169	4,2282	+ 96
LE-L. (100)	3,1645	3,1825	+ 73
LE-L. (100)	2,9228	2,9311	+ 31
LE-L. (100)	15,5822	15,6000	- 12

	1 000	1 000	1 000	1 000
1 000	5,6855	5,6194	5,487	5,487
1 000	4,6356	4,6415	4,591	4,591
1 000	10,7872	10,8019	10,745	10,745

TAUX DES EUROS				
1 000	5 7/8	7 1/8	7 1/16	7 1/16
1 000	4 1/4	4 1/2	4 1/2	4 1/2
1 000	5 1/2	5 3/4	6 1/4	6 1/4
1 000	6 1/2	7 1/2	7 1/8	7 1/8
1 000	1 3/4	2 1/4	4 15/16	5 1/8
1 000	10 7/8	11 7/8	11 3/4	12 1/2

.....	16	1/2	16	3/4	9	7/8	16
.....	7	1/8	7	5/8	7	1/4	7

Ces cours pratiqués sur le marché inter-
de matière par une grande banque de la

Le numéro du « Monde »
daté 11 juin 1986
est tiré à 493 006 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15-91-77 + ISLM

B C D E F G

• **Le Parlement européen.** Euréka et l'IDS. - L'Assemblée des Communautés européennes a rejeté, mardi 10 juin, par 156 voix contre 152 et 10 abstentions, un rapport globalement favorable au projet français de mise en coordination des recherches européennes et de l'exclut tout participation de la CEE à l'Initiative de défense stratégique américaine. Dans sa version originale, le rapport, rédigé par un député travailliste britannique, M. Peter G. Hain, du GLS, qui avait été modifié en commission, et tout allusion à l'IDS y avait été supprimée. Mardi, deux amendements, un socialiste et un communiste, réintroduisant le refus de participation à l'IDS, ont été adoptés par l'Assemblée, suscitant le vote final et le rejet de l'ensemble du rapport.

● **PAKISTAN** : accrocage à la frontière indo-pakistanaise. — Cinq soldats pakistans ont été tués et plusieurs autres blessés la semaine dernière lors d'un affrontement avec une armée indienne à la frontière indo-pakistanaise, dans la région himalayenne du glacier de Siachen, ont rapporté, ce mardi 10 juin, des journaux de New-Delhi. Citant des informations officielles en provenance de Srinagar, capitale de l'Etat de Jammu-et-Cachemire (nord de l'Inde), ces journaux indiquent que les deux pays devaient ouvrir, mardi, des conversations au sujet du conflit territorial qui les oppose dans cette région à majorité musulmane.

Ça va, les filles ? Vous tenez

nalty pour arriver où, je vous le donne en mille, aux dernières nouvelles de Toluca ou de Mexico. Hier, à la maison, ils ont eu pitié de moi. Ils m'ont dit : Arrête de pleurnicher. Pendant la mi-temps, on se sacrifie et on te permet de regarder quinze minutes du film sur le 3. Après ça, tu le boucles jusqu'à la fin du

Non, je l'ouvre. Et je vais vous dire ce que j'en pense, de ces retransmissions. Elles sont nulles. Sur tous les plans. Image et son. Les commentaires se réduisent à des bavardages ou à des exclamations antiscrupuleuses de fourriers. Vous devez croire qu'en croisant dans une cabine de maquillage et avec Thierry Roland dans un hôtel de passe : oui, oui, ah! oui, allez, va, bon, très bon... Quant à Pivot, depuis que ces sauleuds de Médicaments lui ont piqué ses affaires, il a tout perdu, même la voix. Il ne dit plus un mot. A se demander ce qu'il est allé foutre là-bas.

Allez, les nanas, secouez-vous, protestez, faites comme moi. Ne vous laissez pas snobor. Il n'y a pas de honte à hurler d'ennui devant deux bandes de machuis qui donnent des coups de pied dans un ballon.

CLAUDE SARRAUTE.

Du fait des mouvements de grève dans les transports publics, le Monde n'est pas en mesure de publier son édition Rhône-Alpes datée jeudi 12 juin. La prochaine édition paraîtra le vendredi 13 juin.

DES ATTENTATS CONTRE DEUX AUTOBUS FONT PLUS DE SOIXANTE-DIX MORTS

Colombo (AFP, Reuters). — Plus de soixante-dix personnes ont été tuées, ce mercredi 11 juin, par l'explosion de bombes placées dans deux autobus transportant des civils, a annoncé le police qui, attribué ces attentats aux séparatistes tamouls. Les deux véhicules étaient sur le point de quitter le péninsule de Trincomalee (est du pays) pour Colombo lorsque les explosions se sont produites à bord. Ce nouvel attentat, le plus sanglant qui ait été perpétré depuis longtemps, vient alourdir le bilan des victimes civiles du conflit opposant les mouvements séparatistes tamouls aux forces armées gouvernementales.

(Public)

+ **tissus muraux**

TU NE FOULE DE Pourquoi ? et
de Comment ? en moquette et
revêtements sols et murs - 8 %
pavage, mosaïque, carreaux, pont
survois, mieux choisir, mieux des-
igner et payer moins - Comment
bien choisir ses revêtements de sol,
règles - manières et volumes ?
Moquette laine ou synthétique ?
Faut-il poser soi-même ou non ?
Comment installer la moquette ?
Moquette et dalles, en lés ou
«mar-à-mur» ? Sur lite ou
sur dalle béton ? Les tapis dans
un salon : 10 F remboursables.
Article: 1400e tous sols et murs
«Raccomm. par l'État Paris-Pan-
talon». Prix garantis inférieurs aux
différences hors garantie = - 5 %
(apporier journal).

■ 4 sems depuis Article « 4, bd
Bouille, 12 » 43.00-72.72 (Ar-
dour) 43.00-69.09 (Gard) 43.00-
Sébastien 111 - 43.55-55.55 + 120
et non 2) bd Cl. Giraud, 94 St-
Denis 43.00-55.55 (Paris) 43.00-
Mondot, 78 Plaisir - 50.55-55.15.

	COQUES DU JOUR		UN MICRO		DEUX MICRO		SIX MICRO	
	+ ha	+ tontz	+ rep.	+ dep.	+ rep.	+ dep.	+ rep.	+ dep.
4-11	7,8575	7,9325	+ 10	+ 25	+ 20	+ 50	+ 20	+ 120
12-11	5,9430	5,9430						
13-11	4,2169	4,2169	+ 90	+ 48	+ 100	+ 99	+ 290	+ 344
14-11 (100)					+ 100	+ 286	+ 519	+ 595
15-11	3,1845	3,1845	+ 73	+ 87	+ 145	+ 167	+ 401	+ 462
16-11	2,5711	2,5711	+ 31	+ 40	+ 50	+ 78	+ 210	+ 258
17-11 (100)	15,2020	15,2020	- 12	- 95	- 25	- 111	- 111	- 266
18-11	3,8655	3,8794	+ 69	+ 88	+ 145	+ 173	+ 429	+ 575
19-11	2,6410	2,6410	+ 19	+ 162	+ 100	+ 100	+ 299	+ 379
20-11	10,7872	10,8019	- 145	- 280	- 448	- 374	- 1159	- 1013

[illegible][illegible]

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en de même par une grande bande de la cote.

**Le numéro du « Monde »
daté 11 juin 1986
a été tiré à 493 006 exemplaires**

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel.
36-15-91-77 + ISLM

B. C D E F G

PROFESSION : ETUDIANT

Le Monde / CAMPUS

Un supplément gratuit sur l'enseignement supérieur
Prochain numéro :
18 JUIN 1986 (le Monde daté du 19 juin)

عبدالکذا من الاصل